

INFO SERVICES	
Abonnements	12
Publicité	12
Édition	12
Diffusion	12
Administration	12
Finances	12
Technique	12
Autres	12

Maux de mots

Le mot de l'année... Les mots de l'année... Les mots de l'année...

Les syndicats reculent

Les syndicats reculent... Les syndicats reculent... Les syndicats reculent...

Le Soudan

Le Soudan... Le Soudan... Le Soudan...

Donnez un plus

Donnez un plus... Donnez un plus... Donnez un plus...

Soudan : un putsch attendu

La facilité déconcertante avec laquelle un groupe de militaires soudanais ont pris le pouvoir à Khartoum en dix jours sur la façade du régime civil restauré depuis trois ans au Soudan. La première responsabilité de cette déconiture incombe au premier ministre, M. Sadek El Mahdi, qui avait, en 1986, suscité pourtant bien des espoirs. Son obstination à vouloir préserver la charia (loi islamique), ce cadavre empoisonné légué par son prédécesseur, le maréchal Nimeiry, et à identifier l'équipe gouvernementale avait repoussé aux calendes grecques toute possibilité réelle de paix avec le colonel Garang, le dirigeant de la rébellion soudanaise, fragilisant ainsi de plus en plus le régime civil.

Au fil des mois, la personnalité même de M. Sadek El Mahdi, qui, tel Janus, possédait un double visage - celui de la paix et celui de la guerre - était devenue le principal obstacle à un règlement du conflit. Depuis le début de l'année, le pouvoir à Khartoum était à prendre. On crut même, à un certain moment, que les militaires, excédés par les stermoments et les ambiguïtés du premier ministre, le contraindraient à la démission après qu'ils lui eurent adressé, fin février, un ultimatum exigeant de lui des mesures concrètes pour mettre fin à la guerre civile.

Mais, le premier ministre, habile tacticien, s'accrocha à son poste, tout en faisant mine de céder sur le fond. La question, aujourd'hui, est de savoir pourquoi l'armée, qui n'avait pas alors voulu prendre un pouvoir à portée de la main, a finalement recouru à la force. La réponse est difficile. Car on connaît peu de choses sur les motivations des putschistes et sur leur chef, le général de brigade Omar Hassan El Beheir, apparemment plus connu au Caire qu'à Khartoum. La presse égyptienne est particulièrement élogieuse à son sujet, et met en valeur ses « positions nationalistes fermes » et ses « qualités de combattant ».

Le premier ministre égyptien, M. Atef El Sedky, s'est cru permis d'adresser, moins de vingt-quatre heures après le putsch, ses « vœux de succès et de stabilité » au peuple soudanais. Sans doute le Caire n'est-il pas mécontent de la chute de M. Sadek El Mahdi, lequel depuis son arrivée au pouvoir avait adopté une orientation nettement proabyssine.

Mais, quelles que soient les arrière-pensées des putschistes, leur marge de manœuvre demeure étroite. Tout le monde, ou presque, au Soudan - et surtout l'armée, engagée sur le terrain face à la rébellion - est d'accord pour estimer qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit du Sud. Tôt ou tard, les nouveaux maîtres du pays - à condition qu'ils arrivent à se maintenir au pouvoir - devront négocier un règlement politique avec les forces du colonel Garang.

Le vieux rêve d'une victoire militaire sur les rebelles reste cependant vivace chez certains, et on ne peut exclure que les auteurs du coup de vendredi caressent, eux aussi, dans leur for intérieur, un tel projet. En pareille hypothèse, le Soudan serait menacé par de nouveaux drames sanglants qui risqueraient à la longue de conduire le pays à la partition.

(Lire nos informations page 3.)

Rebondissement de la crise en Pologne  
Le général Jaruzelski hésite à se présenter à l'élection présidentielle

Affirmant ne pas vouloir être un obstacle à l'entente nationale en Pologne, le général Wojciech Jaruzelski a proposé, vendredi 30 juin, devant le plénum du Parti communiste (POUP), réuni à Varsovie, de renoncer à être candidat à la présidence de la République polonaise. L'élection est prévue pour le début de la semaine. Il a présenté la candidature du général Kiszczak, ministre de l'intérieur et l'un des principaux artisans, côté gouvernemental, de la table ronde qui a débouché sur les accords du 6 avril entre le parti et l'opposition. Dans une atmosphère de crise politique, le comité central lui a alors demandé de revenir sur sa décision ; le général Jaruzelski a fait savoir qu'il se prononcerait définitivement dans les trois jours.

Electoral de juin : « Je ne fais pas mes responsabilités, mais je dois tenir compte des réalités sociales », a-t-il déclaré dans son intervention devant le plénum, retransmise vendredi soir 30 juin à la télévision. Admettant que, dans l'opinion polonaise, il est plus souvent associé à l'état de siège de 1981 qu'au programme de réformes récentes, il a indiqué qu'il ne souhaitait pas « utiliser des votes détournés pour accéder à cette fonction ». « Si, sur la voie de l'entente nationale, un obstacle apparaît et qu'il se nomme Jaruzelski, il faut le supprimer », a-t-il ajouté sur un ton quelque peu dramatique. Solidarité devait réunir ses propres élus samedi à Varsovie, où M. Lech Walesa était arrivé vendredi soir en provenance de Gdansk, afin de décider de la conduite à tenir. Il avait indiqué à

La visite à Paris du numéro un soviétique

Des Français plus « gorbiphiles » que « gorbimaniaques »

M. Gorbatchev est attendu à Paris mardi 4 juillet pour une visite de deux jours, qui se terminera à Strasbourg jeudi. C'est la seconde visite en France du président soviétique depuis celle qu'il avait faite en octobre 1985, quelques mois après son accession à la tête du PC soviétique.

Les Français seraient-ils aussi « gorbimaniaques » que leurs voisins allemands ? En fait, ils semblent plus « gorbiphiles » que « gorbimaniaques ». Ils ne sont en tout cas pas « gorbomaniacs » ou « gorbomaniques », comme certains hommes politiques ou journalistes d'outre-Rhin. Deux Français sur trois ont une bonne opinion du dirigeant soviétique, selon un sondage BVA-Paris-Match, et 60 % lui « font confiance », selon celui

de la SOFRES publié par l'Express. Soit autant que d'Allemands qui sont d'accord avec sa politique (61 %), selon une enquête publiée par l'hédomadaire de Hambourg Der Spiegel à la veille du sommet soviéto-allemand de Bonn. M. Gorbatchev avait déjà été accueilli avec sympathie à Paris en octobre 1985, pour sa première visite en Occident après son accession à la tête du parti : sa jeunesse et son dynamisme, sans parler de sa femme Raïssa, en faisaient de toute manière un personnage plus sympathique que Brejnev... Plus tard, tout le monde ou presque a reconnu l'intérêt, l'importance et le courage des réformes lancées en URSS par le chef du parti. Ce n'est pas s'engager excessivement que de dire, comme M. Mitterrand en novembre dernier : « J'aime mieux la perestroïka que le régime figé que l'on a connu naguère à Moscou... ».

(Lire la suite page 5.)

PS : l'aspiration au renouveau



Au comité directeur, les dirigeants socialistes tentent de canaliser le débat  
PAGE 6  
Accord en Grèce  
Le PC décide d'appuyer un gouvernement minoritaire de droite  
PAGE 5  
Le policier et sa victime  
Eric Laignel acquitté aux assises du Val-de-Marne  
PAGE 8  
RÉGIONS  
Un tour de France de nos correspondants  
PAGE 14  
Le sommaire complet se trouve page 18

L'informatique au secours du bac

L'informatique vient peu à peu au secours de l'organisation du baccalauréat. Testée l'an dernier dans une trentaine de centres parisiens, une procédure d'enregistrement des notes sur ordinateur est étendue cette année à plus de la moitié des deux cents centres de la capitale. Les correcteurs sont invités à déposer leurs notes lundi 3 juillet, afin qu'elles soient saisies par du personnel administratif. Les délibérations auront lieu le lendemain et les résultats seront proclamés mercredi 8 heures. La gestion informatique des notes par mini-ordinateurs est déjà depuis 1984 pour la plupart des examens dans l'académie de Lille, où les services administratifs étaient particulièrement surchargés.

(Lire page 8 l'article de JEAN-JACQUES BOZONNET.)

Un énarque remplace un X-Mines au Commissariat à l'énergie atomique

La petite guerre des grands corps

Le conseil des ministres du 5 juillet devrait nommer M. Philippe Rouvillois, ancien président de la SNCF, énarque et inspecteur des finances, à la tête du Commissariat à l'énergie atomique, en remplacement de M. Jean-Pierre Capron, polytechnicien du corps des Mines. Ce remplacement est ressenti comme une nouvelle « gifle » par le puissant corps des ingénieurs des Mines, qui perd là un bastion supplémentaire.

« L'ampleur des pertes de positions subies par le corps des Mines, y compris dans ses domaines les plus fondamentaux, répand l'inquiétude parmi nos camarades. Pour lutter contre l'échec, pour enrayer le déclin, les rénovateurs du corps des Mines ont décidé de se constituer en mouvement. » Ce communiqué anonyme, diffusé le mercredi 28 juin, a semé l'émotion dans la haute administration. Pour la première fois, le puissant corps des polytechniciens - ingénieurs des Mines, qui « tient » et gère depuis des lustres les postes clés de la fonction publique et de l'industrie nationale, sort de sa traditionnelle réserve et manifeste à haute voix son désarroi.

Révolte organisée, canular ou, plus probablement, brûlot d'un imprécateur anonyme et frustré ? Peu importe. L'initiative traduit bel et bien une malaise profonde. « Ce communiqué n'émane pas d'un groupe cohérent mais il a un fondement », confirme M. Robert Pistre, chef du service du Conseil général des Mines chargé de gérer les carrières des corps, et le malaise est général dans l'ensemble de la fonction publique. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est le remplacement désormais acquis de M. Jean-Pierre Capron, X-Mines, par M. Philippe Rouvillois, énarque, inspecteur des finances, au Commissariat à l'énergie atomique, fief parmi les fiefs, traditionnellement tenu par le Corps. « Une gifle », explique un grand « ancien », « cette fois-ci il n'y a même pas de prétexte ! ».

VÉRONIQUE MAURUS et ÉRIC LE BOUCHER (Lire la suite page 15.)

Le Monde  
Révolution française  
au sommaire du n° 6  
L'ALMANACH DE 1789  
- Le serment du Jeu de paume  
- L'homme du jour : Jean-Sylvain Bailly  
LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME  
- L'esclavage et les colonies  
- Portrait de Toussaint Louverture  
LA GAZETTE DU BICENTENAIRE  
- Les livres du mois  
- Les manifestations culturelles à Paris et en province  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 11 pt. ; Grèce, 180 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 LI. ; Luxembourg, 40 t. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (other), 2 \$.



## Dates

Il y a quinze ans

## La mort du général Juan Domingo Peron

C'EST elle qui l'annonce. Devant les caméras de télévision, la voix entrecoupée de sanglots, la troisième épouse du général Juan Domingo Peron récite la mort du *Lider* national, en une froide après-midi d'hiver austral, le 1<sup>er</sup> juillet 1974. Maria Estela Martinez de Peron, menue et frêle dans sa robe noire, fait partager son émotion à des millions d'Argentins. Le peuple savait bien que le général, âgé de soixant-dix-huit ans, était gravement malade. Le week-end précédent ce lundi de deuil, celle que l'on surnomme « Isabelita » — et qui n'était que « vice-présidente » — est nommée présidente par intérim, à la demande de son mari. Le chef de l'Etat souffre d'une bronchite infectieuse et de malaises cardia-

ques. Depuis son retour à Buenos-Aires l'année précédente, après dix-huit ans d'exil, deux infarctus l'ont affaibli.

Pourtant, depuis plusieurs jours, les médecins qui se pressent à son chevet — dont le ministre de l'Éducation, le docteur Jorge Taiana — multiplient les bulletins de santé rassurants. On parle d'« évolution favorable », de nécessité de « repos absolu ». Avant d'accepter d'être candidat à l'élection présidentielle du 23 septembre 1973, le général lui-même a toutefois tenu à faire une mise au point sur sa santé, en soulignant que son engagement est « un énorme sacrifice, car les années ne sont pas passées en vain ». Mais à l'époque, beaucoup de politiciens pensent qu'il « joue la comédie ». L'homme n'apparaît pas fragile, malgré son âge. Depuis sa jeunesse, ses journées sont réglées comme celle d'un athlète. Sport, douches froides, siestes ; il mange certes beaucoup mais boit peu, même s'il fume énormément au point que son entourage remplace le traditionnel verre d'eau des conférences par quelques cigarettes.

Et puis Peron est un mythe, comment peut-il succomber ? Alors qu'il n'avait que cinq ans, son père, après une chute de cheval, le félicite : « Te voilà un homme. Je te fais soldat ». Juan Domingo fera beaucoup plus. A quinze ans, il entre au collège militaire. Neuf ans plus tard, il est au ministère de la guerre et devient attaché militaire au Chili puis chargé de mission en Italie où il est fasciné par Mussolini. A quarante-sept ans, en juin 1943, le colonel Peron, qui appartient à une société militaire secrète, le GOU, participe au putsch contre le gouvernement Castillo.

Son trait de génie, c'est de choisir, quelques mois plus tard, le secrétariat d'Etat au travail. Il rencontre, deuxième chance alors qu'il est veuf, Eva Duarte, une jeune et jolie speakerine de radio qui, fille du peuple, plaide pour les déshérités. Là est l'origine de sa plus grande réussite. Dans un pays où jusque-là, les relations entre le patronat et les travailleurs sont pratiquement féodales, il bouleverse ce schéma. Le ministre Peron accorde à la classe ouvrière argentine la plupart de ses acquis sociaux. Elle le sauvera lorsque son suc-

cess rapide inquiétera — déjà — les militaires au pouvoir, en 1945. Des dizaines de milliers de *descamisados*, les « sans-chemise », descendront dans la rue le 17 octobre et exigeront la libération de Peron, limogé et incarcéré une semaine plus tôt. Le gouvernement, stupéfait, sera obligé de céder. Plus rien n'arrêtera Juan Peron. Il est élu — de justesse en raison de l'opposition de la *patria financiera*, l'oligarchie locale, et des États-Unis — président de la République en février 1946.

La situation économique favorable du pays, gros exportateur pendant la seconde guerre mondiale, lui permet de développer sa politique sociale. Il nationalise les chemins de fer, le téléphone et certaines grosses entreprises mais s'abstient de met-

dence — même si les temps ont changé — s'annonce pour ses partisans aussi triomphale que dans le passé. Donc Peron, même malade, ne peut être que momentanément empêché, le « *Lider* suprême » ne peut mourir. La réussite l'attend encore...

## Le pays paralysé

Il faut pourtant se rendre à l'évidence en ce 1<sup>er</sup> juillet 1974. Peron est mort, et le pays est paralysé par la nouvelle. La puissante CGT décrète un ordre de grève en signe de deuil. Elle est immédiatement appuyée par le syndicat patronal. Les rues sont désertes, les déclarations unanimes. Le général Alejandro Lanusse, l'un des

soient mis en berne. De l'étranger, les condoléances affluent. Le général Franco, bien sûr — Peron a passé treize ans d'exil à Madrid, et Eva y repose, — regrette la mort de ce « grand homme d'Etat, ami de l'Espagne ». Au Venezuela, et à Cuba, trois jours de deuil sont décrétés. Le président américain Nixon, en voyage en Union soviétique, rend hommage au général, « source d'inspiration pour ses concitoyens ». Le pape Paul VI se retire dans sa chapelle privée pour prier.

A Buenos-Aires, dans les confidences du pouvoir, la lutte pour la succession est ouverte. Bien sûr « Isabelita » est là. Mais si certains, comme le leader radical Ricardo Balbin, se posent en défenseurs des autorités légitimes, « qu'elles portent des pantalons ou des jupes », d'autres s'interrogent sur les capacités d'une femme sans expérience à exercer le pouvoir. La présidente a tenu à confirmer l'ensemble des ministres du cabinet formé par Peron. L'ancien vice-président Vincente Solano Lima, qui avait précédé dans cette fonction la troisième épouse du général, démissionne pourtant de son poste de recteur de l'université de Buenos-Aires et de ses fonctions de conseiller du président défunt.

## « Le sorcier »

Beaucoup de responsables craignent comme lui l'ascension d'un homme redouté, soupçonné de dérive droite : le secrétaire particulier de Peron et ministre du bien-être social, José Lopez Rega. Cet étrange personnage, que l'on surnomme déjà « le sorcier », a la haute main sur la police et diverses forces de surveillance et de répression. Lopez Rega met simplement en garde, dans une allocution télévisée, les partisans de la violence. L'avertissement vise particulièrement les Montoneros, l'organisation armée des jeunes péronistes de gauche, qui le détestent.

L'histoire s'accroît. Isabel Peron, dominée par cette éminence grise, ne parvient pas à gouverner, pas même à contrôler la situation. Etat de siège en novembre, grèves violentes l'année suivante, puis en 1976 mise « en congé » du Parlement. Le 24 mars, moins de trois semaines après sa réélection à la tête du parti péroniste, Isabel Peron est renversée par un coup d'Etat. Le général Jorge Videla prête serment comme trente-troisième président de la République. Six années de dictature militaire et de répression suivent alors, marquées par la disparition d'un moins six mille personnes et par les rivalités entre les généraux, la guerre des Malouines contre la Grande-Bretagne, jusqu'au retour à la démocratie avec l'élection, le 30 octobre 1983, du candidat radical Raul Alfonsín. Le péronisme est à ce moment en pleine déconfiture.

Mais, par un de ces hasards de l'Histoire, à peine plus de quinze ans après la mort du général, l'homme qui avait déclaré, alors qu'il était jeune gouverneur, « Notre véritable père a rendu l'âme », préside aux destinées du pays : Carlos Saul Menem, « héritier de Peron » élu le 14 mai dernier, célébrera, le 8 juillet 1989, son installation à la Casa Rosada, le palais présidentiel argentin.

DENIS HAUTIN-GIRAULT.



## « Pocho »

Mais, après sa réélection pourtant confortable en 1951, commence le déclin. Eva « Evita » meurt l'année suivante, la richesse du pays s'effrite, la suppression des libertés et la répression s'amplifient, un conflit s'envenime avec l'Eglise. Le président, le *Lider*, hérite d'un surnom dérisoire, lié à l'utilisation du scooter, qu'il affectionne. Il devient « Pocho ». Les militaires hostiles multiplient les tentatives de putsch. Peron prend la fuite après le coup d'Etat qui le dépose en septembre 1955 et commence alors une longue errance en Amérique latine et en Espagne. Pendant cette période, il rencontre à Panama une danseuse argentine, née dans la province de la Rioja vingt-cinq ans plus tôt, qui répond au pseudonyme d'« Isabel ». Maria Estela Martinez deviendra officiellement à Madrid, en 1961, la nouvelle M<sup>me</sup> Peron.

Après un exil de dix-huit ans, son retour — maintes fois reporté — est triomphal. Oubliés le faste de ses résidences, déconvoquées après son renversement, et les frasques d'un personnage pas toujours en harmonie avec ses discours. Ce n'est plus le colonel arrivé au pouvoir avec l'appui de l'armée, mais encore le général chassé par les militaires qui avait pris la fuite à bord d'une canonnière paraguayenne. C'est Peron « le mythe » qui est là. Pour les *descamisados*, qu'il a su comprendre et soutenir, c'est l'essentiel. L'élection sera un immense succès. Pour sa troisième désignation à la tête du pays, il recueille 61 % des suffrages. Sa nouvelle prési-

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 08  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Tél. MONDIPAR 850 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lauress (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutin.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Conseiller en chef :

Claude Sala.

## Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 637  
ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-88-81.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Tape LEMONDE

ou 35-15 - Tape LM

## ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tél. : (1) 42-47-98-72



# Etranger

SOUDAN : après le coup d'Etat

## La junte justifie son action par l'incurie des dirigeants civils

Après avoir renversé, vendredi, le gouvernement civil de M. Sadek El Mahdi (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), une junte de quinze militaires, dirigée par le général Omar Hassan Ahmed El Bechir, a pris le pouvoir, apparemment sans effusion de sang, et a affirmé, samedi 1<sup>er</sup> juillet, que l'ensemble des unités militaires répartis dans le pays avaient « proclamé leur appui à la révolution et assuré la marche des institutions et des secteurs vitaux ».

Les officiers généraux et supérieurs qui ont mené à bien ce coup d'Etat ont, sous le nom de Conseil de commandement de la révolution de salut national, suspendu la Constitution, déclaré l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire soudanais et dissous l'Assemblée constituante (Parlement) ainsi que le conseil des ministres. A également été dissous le Conseil suprême

de souveraineté, qui tenait le rôle de présidence collégiale de la République et dont le président, M. Ahmed El Mirghani, se trouvait à l'étranger au moment du putsch. De plus, les partis politiques et les syndicats, que les militaires ont violemment critiqués, ont été interdits. Les « décrets » pris par la junte et diffusés à la radio nationale interdisent également toute opposition à la « révolution de sauvegarde nationale », prévoyant jusqu'à la peine capitale en cas d'opposition armée. Les rassemblements sont punis de un à dix ans de réclusion, et des tribunaux d'exception pourront être constitués. Enfin, le couvre-feu a été imposé à Khartoum de 18 heures à 7 heures.

Un porte-parole de la junte a précisé que l'armée n'avait rencontré aucune résistance et que la situation

était calme, vendredi soir, dans tout le pays. De son côté, l'agence égyptienne Mena, qui a été la première à annoncer le coup d'Etat, a indiqué que toutes les personnalités politiques importantes avaient été assignées à résidence. Selon Reuters, M. Mahdi aurait été conduit à la principale prison de la capitale, tandis que le commandant en chef de l'armée, le général Pathi Ahmed Ali, a été vu par des témoins alors qu'il était emmené par des soldats. Les putschistes auraient d'autre part occupé le siège du commandement des forces armées, qu'ils ont accusés de « laxisme » face au pouvoir politique.

Dans un long communiqué lu à la radio d'Etat, le général Bechir a expliqué les raisons qui ont poussé les militaires à prendre le pouvoir après avoir « longtemps fait preuve de patience et de discipline ». Bros-

sant un tableau très sombre de la situation politique et économique du pays, il a tenu tous les partis politiques pour responsables de la dégradation des conditions de vie au Soudan. L'essentiel des critiques a cependant été réservé à l'ex-premier ministre, auquel les militaires ont reproché « son verbiage, ses hésitations, sa versatilité, qui lui ont fait perdre toute crédibilité ».

Par ailleurs, les rebelles sudistes du colonel John Garang ont adopté une position d'attente, indiquant qu'ils ne prendraient position que lorsqu'ils en sauraient plus sur les tenants et aboutissants du coup d'Etat. Washington a, pour sa part, « regretté » que les militaires aient renversé les autorités civiles et exprimé le vœu que les nouveaux dirigeants fassent en sorte de mettre fin à la guerre civile dans le sud du pays. — (AFP, Reuters.)

NAMIBIE : début de la campagne électorale

## Une quarantaine de partis face à la SWAPO

Le processus de décolonisation de la Namibie est entré officiellement, samedi 1<sup>er</sup> juillet, dans sa phase strictement politique, avec le démarrage d'une campagne électorale qui aboutira dans quatre mois à la désignation d'une Assemblée constituante, dont tous les observateurs s'accordent à penser qu'elle sera largement dominée par l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO).

La déclaration de M. Botha fait suite à des plaintes formulées cette semaine à l'encontre de la police namibienne (sous commandement sud-africain) par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, qui doit se rendre le 18 juillet en Namibie. Celui-ci avait déclaré que d'anciens membres de la Koovet, une milice namibienne créée par Pretoria et officiellement démantelée l'année dernière, continuaient à « terroriser » la population du nord de la Namibie, et que leur attitude compromettrait la tenue d'élections prévues dans le territoire le 1<sup>er</sup> novembre.

De son côté, le gouvernement angolais a provisoirement suspendu ses pourparlers de paix avec les rebelles de l'UNITA, à la suite d'informations faisant état de la rupture par l'UNITA du cessez-le-feu conclu à Gbadolite au Zaïre voici une semaine, a annoncé vendredi le ministre angolais des affaires étrangères.

« Nous avons suspendu les conversations. Nous estimons que les conditions ne sont pas réunies », a déclaré M. Pedro de Castro Vaz-Duarte au correspondant du journal néerlandais NRC-Handelsblad. « Ce petit incident » ne devrait pas remettre en cause le processus de paix. Le gouvernement de Luanda avait accusé l'UNITA d'avoir violé le cessez-le-feu en sabotant des installations électriques dans la capitale et en tentant une embuscade à un convoi civil.

Le programme de réformes de l'appartenance au parti national, au pouvoir à Pretoria, est « inacceptable » et se contente de « reprendre de vieilles recettes », a déclaré, vendredi à Lusaka, le président du Congrès national africain (ANC), M. Oliver Tambo, qui s'exprime lors de l'ouverture d'une rencontre de trois jours entre une délégation de quelque cent vingt personnalités blanches sud-africaines et une soixantaine de représentants de l'ANC (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

Evitant l'usage de la violence par l'ANC, M. Tambo a indiqué que « la seule manière d'obtenir la paix est parfois de mener une guerre et de provoquer des pertes de vies humaines ». Le président de l'ANC explique que même si celui-ci dénonçait les violences de l'appartenance, il lui était nécessaire d'y avoir recours pour tenter de mettre fin à l'oppression en Afrique du Sud, arrivée selon lui à un « point de rupture ». — (AFP, Reuters.)

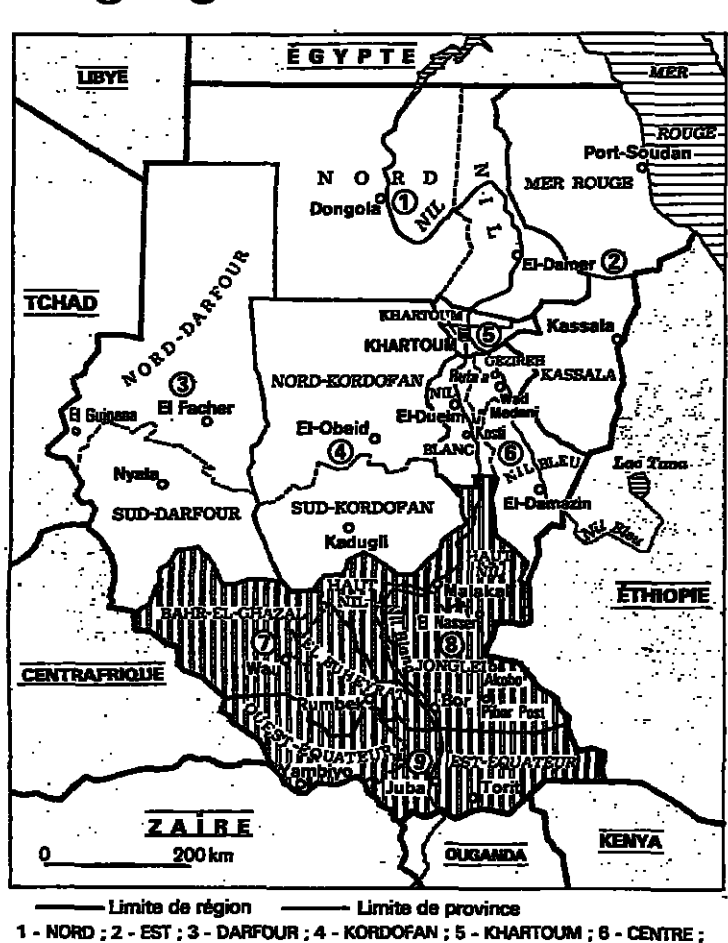
## Un pays miné par une longue guerre civile

Guerre civile, massacres et famine dans le Sud ; affrontements tribaux, famines et conflits frontaliers dans l'Ouest ; camps de réfugiés et guerilles étrangères dans l'Est ; divisions ethniques et religieuses ; déliquescence du pouvoir politique ; crise économique aiguë. Le Soudan, le pays le plus vaste d'Afrique, réunit tous les ingrédients d'une instabilité chronique, dont un chiffre donne la mesure : en vingt ans, plus d'une quinzaine de coups et de coups d'Etat - réussis ou non - ont émaillé l'histoire de ce pays.

Vendredi 30 juin à l'aube, l'armée sortait une fois de plus de ses casernes, prenait position dans Khartoum et renversait le gouvernement civil de M. Sadek El Mahdi, issu des élections libres de 1986 qui ont suivi d'un an la chute du général Gaafar El Nimeiry, renversé en avril 1985 par... un coup d'Etat militaire. En fait, le putsch de vendredi apparaissait en filigrane de la vie politique soudanaise depuis ce mois de février qui a vu les militaires taper du poing sur la table et adjoindre un ultimatum à M. Mahdi. Ils lui enjoignaient de former une coalition gouvernementale (le pays vivait une crise politique profonde depuis fin décembre) devant exécuter son action sur la recherche de la paix dans le Sud, à défaut de fournir aux militaires les moyens de gagner une guerre civile - accompagnée de massacres et d'énormes maux de populations - dans laquelle ceux-ci sont enlisés depuis 1983. Des moyens que M. Mahdi était bien incapable de fournir.

Un accord d'Addis-Abeba prévoyait notamment la levée de l'état d'urgence, la dénonciation des accords militaires conclus avec l'étranger - essentiellement l'Egypte et la Libye - et le « gel » de l'application des lois islamiques. La violente réaction de rejet des islamistes - qui étaient, alors, membres de la coalition - révèle l'un des principaux aspects (autre la revendication autonome) de cette guerre à dominante ethnico-religieuse, à savoir le refus opposé par les populations africaines du Sud à l'islamisation pratiquée par des arabes cherchant, à plusieurs reprises, à faire de la charia la loi commune. Des populations sudistes (animistes et chrétiennes) qui reprochent à leurs adversaires de les opprimer non seulement physiquement et politiquement, mais culturellement et religieusement.

Dis-sept ans durant, une première guerre civile avait opposé le Nord au Sud. Commencée en 1955, elle ne s'était arrêtée - provisoirement - qu'en 1972 avec la mise sur pied d'un régime d'autonomie. En 1983, les combats avaient repris à la suite de la décision du pouvoir central de diviser le Sud en trois provinces distinctes, mettant fin à l'autonomie établie en 1972. La dureté des affrontements tout autant que la brutalité des forces gouvernementales, égale à celle de l'APLS, ont ravagé le Sud et transformé ses villes en zones de non-droit, où les réfugiés se comptent par centaines de milliers. Troupes déchaînées, récoltes incendiées, pillages, villages vidés : la famine est venue accroître encore le fardeau des populations, dont le seul espoir de survie réside dans l'aide que les organisations internationales parviennent à acheminer sur place entre les embuscades et les pillages.



1 - NORD ; 2 - EST ; 3 - DARFOUR ; 4 - KORDOFAN ; 5 - KHARTOUM ; 6 - CENTRE ; 7 - BAHR EL GHAZAL ; 8 - HAUT-NIL ; 9 - EQUATORIA

## Le premier ministre renversé M. Sadek El Mahdi : entre l'islam et Oxford

Le premier ministre Sadek El Mahdi, chassé du pouvoir vendredi 30 juin, est l'archétype de ces intellectuels musulmans occidentalisés que l'Empire britannique sut si bien pérorer, des rives de l'Indus à celles du Nil. Ce chef traditionnel, formé à Oxford, appartenait à deux mondes, où il se mesurait avec une égale aisance.

Le silhouette étonnée, le profil élancé, portant galabieh et turban blancs, M. Mahdi est l'héritier d'une glorieuse histoire nationale. Son légendaire arrière-grand-père avait vaincu à Khartoum, en 1885, le général Gordon et ses vaisseaux égyptiens qui régimentaient le Soudan. Dès cette époque, la puissante confrérie des Anzars, qui dirigent les Mahdi, vouait à l'Egypte une tenace méfiance. Cette secte rurale, ardemment nationaliste, dont M. Mahdi se veut le guide religieux, a pour vieille rivale celle des Khartoums, influente parmi la classe moyenne des villes et proche, à l'inverse, du grand voisin du Nord.

Ce musulman fervent, qui connaît par cœur le Coran, goûte aussi les moeurs anglo-saxonnes. Auteur d'une thèse de doctorat sur les problèmes de développement, il pratique le polo et le tennis avant l'heure du thé. En 1966, alors qu'il avait tout juste trente ans, il dirigea une première fois le cabinet soudanais. Après le putsch, en 1989, de Gaafar El Nimeiry, à qui il reprochait ses alliances à gauche, M. Mahdi passa cinq ans en détention. Puis ce fut l'exil en Angleterre et un accueil en Libye, où sa milice repart de l'argent et des armes.

Lorsque Nimeiry, devenu maréchal, imposa la charia (loi islamique) en 1983, M. Mahdi,

entre-temps revenu au pays, s'insurgea à nouveau et doit retourner en prison pour quelques mois. Dans le Sud, la guerre civile se rallume. Nimeiry renversé et la démocratie restaurée, M. Mahdi retrouve le pouvoir en 1986 et incarne les espoirs de paix. Car au nom de son parti Charria, il a pris acte des griefs du Sud animiste et chrétien, pour qui la charia est inacceptable. Pourtant, il en accepte le « gel » sans jamais l'abolir.

S'il hésite tant, est-ce, comme on l'a dit, parce qu'il était de plus en plus prisonnier des « sages » d'une confrérie sur laquelle il cherchait à consolider son emprise ? Une chose est sûre : l'influence accrue, jusqu'à ces derniers mois, des intégristes du Front national islamique, conduit par son beau-frère, Hassan El Turabi, et leur défense farouche de la charia ont fait mûrir la crise, incitant les militaires à franchir le Rubicon.

Passé maître dans l'art de l'ambiguïté, Sadek El Mahdi a eu tort de nuser trop longtemps alors que son armée subissait échec sur échec dans une guerre qui a conduit le pays à la ruine. Il n'a pas écouté les militaires qui le pressaient de négocier avec une rébellion ouverte au dialogue. Après avoir favorisé son dessein, sa double allégeance culturelle - à l'Occident et à l'Islam - contribua à sa chute. A cinquante-trois ans, M. Mahdi sera-t-il de nouveau contraint à l'exil ? Ou simplement entravé à une retraite politique anticipée, dans sa résidence d'Ordurman, le vieux Khartoum, là où repose son célèbre ancêtre ?

J.-P. L.

## Quatre ans de crise

Le 6 avril 1985, le maréchal Gaafar El Nimeiry, au pouvoir depuis seize ans, est renversé par un coup d'Etat dirigé par le général Saeed El Dabab, après plusieurs jours d'émiettement à Khartoum provoqués par des mesures d'austérité.

En avril 1986, M. Sadek El Mahdi, chef du parti Oumma, devient premier ministre à l'issue d'élections générales qui ont donné la victoire à sa formation.

En mai 1988, M. Mahdi fait entrer dans son gouvernement les intégristes du Front national islamique (FNI), partisans de l'application des lois islamiques que l'ex-président Nimeiry a imposées en 1983, contribuant à rallumer la guerre civile dans le Sud.

Le 17 novembre, le chef du Parti démocratique unioniste (PDU) signe à Addis-Abeba avec les rebelles sudistes du Soudan populaire de libération (SPLA) un accord en vue d'ouvrir un dialogue d'une conférence constitutionnelle pour ramener la paix dans le Sud. Cet accord prévoit notamment la mise en veilleuse de la charia. Il est approuvé par le gouvernement le 1<sup>er</sup> décembre.

Le 27 décembre, des manifestations anti-gouvernementales éclatent à Khartoum contre les augmentations de prix décidées par

M. Mahdi. Elles dureront plusieurs jours. La police ouvre le feu. Le PDU se solidarise avec les manifestants.

En janvier 1989, l'armée adresse un ultimatum à M. Mahdi, exigeant qu'il forme une coalition capable de mener à bien le processus de paix dans le Sud.

En mars, M. Mahdi forme un nouveau gouvernement de coalition excluant le FNI.

En avril, le Parlement approuve l'accord d'Addis-Abeba avec la rébellion sudiste et ajourne sine die le débat sur l'instauration de la charia.

Le 1<sup>er</sup> mai, l'APLS décrète un cessez-le-feu unilatéral qui sera prorogé le 30 mai. Les pourparlers entre les rebelles et le gouvernement débutent à la mi-juin à Addis-Abeba. Accord de principe sur la réunion, en septembre, d'une conférence constitutionnelle.

Le 18 juin, les autorités annoncent l'échec d'un coup d'Etat favorable à l'ex-président Nimeiry. Quarante militaires, dont six généraux, sont arrêtés.

Le 30 juin, l'armée renverse le gouvernement de M. Mahdi et prend le pouvoir. La Constitution est suspendue et l'état d'urgence est proclamé par le général Omar Hassan Ahmed El Bechir.

### LA CROISSANCE RETROUVÉE

L'ECONOMIE FRANÇAISE EN 1988

UN DOSSIER COMPLET SUR L'INVESTISSEMENT

45 ANALYSES FLASHES

UNE CHRONOLOGIE ECONOMIQUE

332 pages 120 F

### LE RAPPORT ANNUEL DES COMPTES NATIONAUX

COUPON-REPONSE à retourner au : CNGP-INSEE BP 2718 80040 Amiens cedex

☐ Veuillez m'envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires de l'ouvrage "LA CROISSANCE RETROUVÉE" de la série ETUDES (332 pages - 120 F)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_

Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ch-joint mon règlement par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ mandat \_\_\_\_\_ à l'ordre de :

**INSEE** Institut National de la Statistique et d'Etudes Economiques



# Diplomatie

La visite à Paris du président soviétique

Au programme

## La Bastille, le Louvre, la Sorbonne...

Le programme de la visite de M. Gorbatchev en France ne sera définitivement arrêté que lundi 3 juillet, veille de son arrivée, à l'indiqué vendredi 30 juin le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine. Il tient compte, a-t-il ajouté, du souhait du président soviétique de se consacrer sur les entretiens politiques et de rester le plus souvent possible en liaison avec Moscou.

Arrivé mardi matin 4 juillet à Paris, M. Gorbatchev aura, au total, trois entretiens avec M. Mitterrand, qui offrira mardi soir un dîner en son honneur. Le président de la République et son épouse recevront également leurs invités mercredi dans leur appartement de la rue de Solferino, pour un dîner restreint aux deux couples. Le numéro un soviétique sera reçu le même jour à déjeuner par M. Michel Rocard, premier ministre.

Le programme de M. Gorbatchev comporte encore une visite à la Bastille et peut-être aussi à la pyramide du Louvre, mardi, ainsi que, le lendemain, une rencontre avec des étudiants et des intellectuels français à la Sorbonne, en présence de M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale. Un entretien est également prévu

avec M. Marchais, secrétaire général du PCF.

Les deux chefs d'État tiendront, mercredi en fin d'après-midi, une conférence de presse conjointe à l'Elysée, après la signature de plusieurs accords bilatéraux. Aucune déclaration de politique générale n'est prévue, contrairement à ce qui s'était produit lors du récent sommet soviéto-ouest-allemand à Bonn à la fin juin. Jeudi en fin de matinée, M. Gorbatchev quittera Paris pour Strasbourg, où il doit prendre la parole devant le Conseil de l'Europe. Il regagnera Moscou dans la journée.

Du côté soviétique, la préparation médiatique de la visite a commencé par l'arrivée à Paris, jeudi 29 juin, d'une avant-garde de seize personnalités du monde politique, scientifique et culturel. Cette délégation comprend notamment les nouveaux députés Nikolai Chmelev, Boris Olenik et Tenguiz Bouchatchev, les deux cosmonautes Valentina Tereshkova et Alexandre Volkov, l'acteur Alexei Batalov, les académiciens Svetoislav Fedorov et Vladimir Koudriavtsev (qui préside notamment le comité soviétique du Bicentenaire de la Révolution française), M. Antonov, directrice du Musée Pouchkine de Moscou, etc.

## La France et l'URSS signeront plusieurs accords économiques

MOSCOU  
de notre envoyé spécial

Ce n'était pas l'imposant voyage d'une dizaine de jours des industriels allemands à Moscou, à la veille de la visite de M. Gorbatchev en Allemagne fédérale, mais, en vingt-quatre heures, du 29 au 30 juin, le ministre français du Commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, accompagné de quelques hommes d'affaires français, a réussi à mettre les dernières touches à la préparation de la venue du numéro un soviétique en France.

As cours de cette visite, sera signé un accord-cadre de protection des investissements, rendu possible depuis que les Soviétiques ont accepté de répondre aux règles d'arbitrage régissant le commerce international. L'accord sera accompagné de déclarations de principe sur la nécessité d'améliorer les structures des relations commerciales entre les deux pays. Témoin visible de la rénovation des structures, l'annonce probable de la disparition de la « petite commission » qui gère les problèmes de coopération scientifique et technique, sous l'égide du Quai d'Orsay et qui va se fondre dans la grande commission, qui dépend pour sa part du ministère de l'Économie et des Finances.

La réforme des structures passe aussi par la mise en place de la formation de cadres soviétiques sur le territoire français. Les premiers

représentants d'entreprises de l'URSS devraient arriver cette année et être pris en charge non par des firmes privées, mais par des organismes officiels tels que les chambres de commerce.

### Télévision et société mixte

Autre signature attendue, celle d'un accord de principe sur la télévision haute définition (TVHD). Le but est de faire promettre aux Soviétiques de se conformer à la norme actuellement définie par les Européens en matière de TVHD et non à celle proposée par le Japon.

Il sera également question d'un accord plus concret de coopération entre Thomson et la société soviétique Bangu pour la fabrication et la vente sur le territoire soviétique, ainsi que sur l'exportation à des pays d'Europe pas au COMECON, de 600 000 télévisions couleur. Un protocole d'accord a été signé le 6 juin entre les deux parties et une société mixte devrait être créée prochainement.

Résultat concret : la création d'une société mixte par la firme française Scribo, pour la construction de meubles en Ukraine. Scribo apportera 200 millions de francs et détiendra 25 % du capital de la société devenant la vingt-cinquième « joint venture » franco-soviétique enregistrée.

FRANÇOISE LAZARE.

## Des Français plus « gorbiphiles » que « gorbimaniaques »

(Suite de la première page.)

Pour M. Mitterrand, « l'histoire récente souvent par d'écarts. Après quoi, elle est lente à faire bouger. Les résistances s'organisent ». Pour M. Chirac, qui médite sur la répression à Pékin, « aucun régime communiste n'a su s'adapter véritablement aux impératifs d'une économie moderne ou d'une grande démocratie. (...) A Moscou, des forces puissantes attendent qu'une occasion pour imposer le retour au totalitarisme le plus classique ». Tout cela devant nous inciter à « n'exclure aucune éventualité, y compris celle d'une fuite en avant dans l'aventure extérieure » (Le Monde du 10 juin).

Or ce scepticisme n'est pas seulement celui des hommes politiques. Selon le sondage BVA-Paris-Match, 52 % des Français jugent le pouvoir de M. Gorbatchev « fragile ». Le chiffre est à comparer à l'insupportable majorité d'Allemands (82 %) qui, selon Der Spiegel, se disent convaincus que le numéro un soviétique réussira dans ses réformes, contre seulement 17 % qui prédisent son échec.

Sceptiques, les Français le sont pour des raisons qui tiennent à la fois à la géographie, à leur penchant naturel pour les idéologies et à l'expérience historique. Les deux peuples n'ont guère été en contact que pendant les guerres napoléoniennes et très partiellement à l'occasion de la seconde guerre mondiale : leur rapprochement a surtout été commandé par leur hostilité commune vis-à-vis de l'Allemagne, mais les souvenirs sentimentaux hérités de l'alliance franco-russe du début du siècle et d'indéniables affinités culturelles ont vite été submergés, à partir des années 30, par l'invasion de l'idéologie.

### La « désintoxication » des années 70

Avec la montée en puissance du Parti communiste et à partir de la fin de la guerre, l'attitude envers l'URSS devient en effet pour beaucoup de Français affaire de foi : le socialisme ne peut être que du socialisme soviétique et totalitaire ; l'Union soviétique devient le modèle absolu, « le pays du pain et des roses », comme le dit joliment Jeanette Vermeersch. On peut ne pas y croire, mais il ne fait pas bon le dire : « antisoviétisme = antisocialisme = fascisme = nazisme ». Toute la gauche, et plus généralement l'intelligentsia vont vivre pendant près de quarante ans dans cette espèce de terreur intellectuelle.

Les choses ne vont changer qu'à partir des années 70, pour déboucher sur une situation tout aussi radicale que la précédente, mais en sens inverse : sans doute l'engouement pour la Chine et la révolution culturelle d'une part (encore l'idéologie !), l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'armée rouge d'autre part, ont-ils détourné, dès 1968, une partie de l'intelligentsia de gauche

vers la variante rivale du marxisme, portant un premier coup au philo-soviétisme antérieur. Mais la véritable « désintoxication » ne viendra qu'un peu plus tard : d'abord avec l'énorme impact sur l'opinion française de Soljenitsyne et de son *Archipel du Goulag*, ensuite avec l'évolution « eurocommuniste » du PC français à partir de 1975.

Cette phase sera brève, puisqu'elle s'achèvera dès 1977 avec la rupture de l'union de la gauche, mais suffisante pour mettre un terme au terrorisme intellectuel évoqué plus haut et lever définitivement l'hypothèque qui faisait de l'attitude envers l'URSS la « pierre de touche ». Désormais, on peut se dire de gauche et antisoviétique, tandis qu'à droite le thème de la « belle et bonne alliance » avec Moscou évoqué antérieurement par de Gaulle ne fait plus recette auprès de ses héritiers, face à une URSS surarmée et qui vient d'envahir l'Afghanistan.

François Mitterrand l'a compris : face à Valéry Giscard d'Estaing qui

tenait encore de faire fructifier le vieux héritage au prix de périlleuses acrobaties (comme sa rencontre de Varsovie avec Brejnev), un des thèmes porteurs de sa campagne victorieuse de 1981 sera la fermeté vis-à-vis de Moscou.

La France a suivi ici une évolution inverse de celle que l'on observe dans plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne fédérale. Précisément parce qu'ils étaient réfractaires à l'idéologie, ces pays sont restés pendant toute l'après-guerre de fidèles soutiens des États-Unis, avec des partis communistes groupés autour d'un très faible impact pour le « socialisme » et ses modèles. C'est avec la détente que sont venus, chez nos voisins, les problèmes de conscience : même si les doutes portent encore aujourd'hui beaucoup plus sur la paix et la coexistence que sur la nature du régime soviétique, le résultat est que le prosoviétisme a changé de camp. Le français ne s'oppose certes pas à la détente, mais il est devenu d'autant plus critique à l'égard de

Moscou qu'il a été déçu dans ses engagements passés.

La perestroïka a parachévé cette évolution : tandis que nos voisins, plus sentimentaux, y voient le signe de la grande fraternité attendue entre les peuples, les Français, tout en l'approuvant, sont d'autant plus sceptiques sur ses chances de succès que le système soviétique paraît à beaucoup d'entre eux irrécupérable.

L'action de M. Gorbatchev devrait en tout cas avoir le mérite de clore un débat idéologique qui n'a que trop duré. A un moment où ce qui se dit et s'écrit à Moscou rend singulièrement dépassées les formules les plus prudentes sur le bilan globallement positif, l'URSS peut enfin faire l'objet de débats dépassionnés, peut-être pas encore tout à fait entre Français, du moins entre Soviétiques et Français. Une banalisation qui est peut-être le signe du passage à cette société « normale » attendue des réformes en cours.

MICHEL TATU.

### La suppression des contrôles aux frontières

## Le groupe de Schengen pour un fichier de police commun

La Belgique, la France, la Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA ont signé, vendredi 30 juin, à un accord satisfaisant sur l'établissement d'un « système d'information automatisé qui permettra d'accélérer et de systématiser les échanges de renseignements existants », a annoncé M. Edith Cresson, à l'issue d'une réunion à Paris, des ministres des affaires européennes des cinq pays du groupe de Schengen.

Signé en 1985, l'accord de Schengen a pour but de mettre en place, au 1<sup>er</sup> janvier 1990, une structure qui permettra la libre circulation des personnes tout en assurant la sécurité des citoyens, après la suppression des frontières intracommunautaires (Le Monde du 16 juin).

Appelé SIS (système d'information de Schengen), le système qui vient de faire l'objet d'un accord consistera en la mise en place d'un fichier informatisé commun, regroupant quatre catégories de population : les personnes en situation difficile (mineurs en fugue, etc.), celles qui font l'objet d'une demande d'extradition, celles qui font l'objet d'une enquête (elles y figurent) et celles recherchées comme témoins.

M. Cresson a précisé qu'il faudrait environ vingt mois à compter de la signature d'une convention « qui devra intervenir avant la fin de l'année » entre les États membres pour que ce système soit opérationnel.

En revanche, les cinq ministres des affaires européennes ne sont parvenus à aucun accord sur l'harmonisation des procédures d'extradition. Certains États extraient les personnes qui seraient susceptibles d'enlèvement d'un pays de six mois, d'autres (comme la France) celles susceptibles d'enlèvement d'un pays de deux ans. La France a proposé qu'une position commune soit arrêtée, sur la base d'une peine d'un an.

### Pas de droit de poursuite

Egalement au menu de cette réunion : le droit de poursuite, c'est-à-dire le droit d'interpellation dont disposerait une police d'un des quatre pays du groupe sur le territoire du cinquième. Estimant que « si les polices collaborent de manière moderne ce droit de poursuite n'est pas nécessaire », la France a adopté une position commune refusant le droit d'interpellation par une police autre que la sienne sur son territoire.

Répondant aux multiples questions faisant allusion à une éventuelle dérive des mesures mises en place par le groupe de Schengen, M. Cresson a affirmé : « Je n'arrive que difficilement à comprendre pourquoi le système de Schengen est perçu comme un système policier ; nous devons trouver des solutions communes ; c'est un travail ingrat, les difficultés venant des différences entre les systèmes juridiques des États membres. »

M.-P. S.

# Amériques

CUBA

## Ouverture du procès du général Ochoa

Le procès du général cubain Arnaldo Ochoa Sanchez, impliqué dans une vaste affaire de drogue et de corruption, s'est ouvert vendredi 30 juin dans la soirée, à La Havane.

L'ancien commandant du contingent cubain en Angola est jugé avec treize autres personnes, responsables militaires et fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Accusé d'avoir dirigé un réseau lié aux trafiquants de drogue colombiens du « cartel de Medellín », le général Ochoa risque la peine capitale. Le procureur est le ministre de la Justice lui-même, le général Juan Escalona.

Le général Ochoa, célèbre autrefois comme un « héros de la révolution », doit répondre de « graves crimes contre la patrie, de violations et de transgressions des lois ». Vendredi, il a été exclu du Parti communiste cubain ainsi que le ministre des transports, M. Diógenes Torralba, limogé le 13 juin. La découverte du scandale, le plus grave qu'ait connu Cuba depuis la révolution il y a trente ans, avait fait jeter sa première victime de haut rang au sein du gouvernement en la personne du ministre de l'Intérieur, le général José Abrahantes, qui a été destitué. — (Reuter.)

MEXIQUE

## Le parti du président Salinas à l'épreuve des élections locales

Les élections locales organisées dimanche 2 juillet au Mexique constituent une nouvelle épreuve de force pour le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante ans mais en net déclin depuis un an.

Dans un climat de tension provoqué par de multiples accusations de fraude et la crainte d'incidents violents, près de 4,5 millions d'électeurs de cinq des trente et un États du Mexique sont appelés à voter pour élire un nouveau gouverneur en Basse-Californie et renouveler les chambres locales de députés (Basse-Californie, Michoacan, Chihuahua, Zacatecas, Campeche). Les partis d'opposition ont dénoncé ces derniers jours le truquage des registres électoraux. A Tijuana, en Basse-Californie, les autorités électorales ont dû détruire 21 000 fausses cartes d'électeur, certaines étant établies

aux noms de personnages disparus tels Pablo Picasso ou « Juan Sebastian Bach ».

Ces élections, les premières organisées sous l'administration du président Carlos Salinas, devraient permettre de tester la volonté d'ouverture du nouveau chef de l'État. L'élection de M. Salinas en juillet 1988 avait elle-même été entachée de fraude, selon l'opposition, qui considère toujours le chef de l'État comme un président illégitime. Le scrutin devait être plus particulièrement disputé en Basse-Californie, État stratégique situé à la frontière des États-Unis, et dans le Michoacan, fief de la famille de M. Cuauhtémoc Cárdenas ; dans ce dernier État, le PRI est menacé de perdre le contrôle de la chambre des députés locale au profit du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche). — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

## M. Bush estime que les promesses des droits civiques « ne sont toujours pas remplies »

Les promesses dues au mouvement des droits civiques « ne sont toujours pas remplies », et ce mouvement « n'a pas suffi dans la guerre livrée au séarisme et aux inégalités », a déclaré, vendredi 30 juin, le président George Bush à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la loi sur les droits civiques de juin 1964. Dans un discours prononcé lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, M. Bush a ajouté qu'il continuerait à soutenir les programmes connus sous le nom d'« Affirmative Action », destinés à favoriser les minorités ethniques sur le lieu de travail, à sortir de leur isolement.

Il a demandé au Congrès de « remettre sur pied la commission des droits civiques », organe chargé de veiller au respect de ces droits et

mise en veilleuse sous la présidence de M. Ronald Reagan.

L'anniversaire a été célébré quelques semaines après que la Cour suprême ait rendu trois jugements controversés. Ceux-ci devraient établir un précédent dans la mesure où la Cour admet des cas de « discrimination à rebours », dans lesquels des Blancs s'estiment défavorisés par les programmes Affirmative Action qui établissent des quotas d'embauche basés sur l'origine ethnique, au profit des Noirs notamment.

« Au cours des vingt-cinq ans écoulés depuis l'été 1964, de nombreux progrès ont été réalisés », a ajouté le président, en précisant : « Il est temps à présent d'élargir le front avec une mission en faveur des droits civiques embrassant tous les Américains méritants, sans considération de race. » — (AFP.)

### EN BREF

● **AFRIQUE DU SUD** : le président Bush a reçu M. Sisulu, le premier ministre de la République d'Afrique du Sud, à la Maison Blanche, le 29 juin. M. Sisulu, militant anti-apartheid sud-africain et l'un des trois présidents du Front démocratique uni (UDF), le principal mouvement national d'opposition à l'apartheid. Dans une brève déclaration après cet entretien, M. Sisulu a annoncé avoir demandé au président de renforcer les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Elle a précisé que M. Bush, tout en soulignant « les difficultés » de la mise en œuvre d'une telle mesure, l'avait assurée « qu'il ferait son possible ». « Le président n'a pas dit non », a-t-elle dit. — (AFP.)

● **ETHIOPIE** : un général en fuite est tué. — L'un des deux généraux qui étaient parvenus à s'enfuir après l'échec de la tentative de coup d'État de la mi-mai en Éthiopie, le général Abera Ababa, a été tué, jeudi 29 juin, par la police à Addis-Abeba, a annoncé la télévision éthiopienne. Le général Abera, qui a été débusqué par la police dans le quartier ouest de la ville, où il se cachait depuis près de quarante-cinq jours, a refusé de se rendre et a ouvert le feu sur les forces de l'ordre, qui ont tiré à leur tour et l'ont abattu. Sa mort porte à quatre le nombre de généraux tués dans la tentative de coup d'État : trois à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie, et quatre à Addis-Abeba. — (AFP.)

● **LA CEDEAO lance un appel à l'intégration économique.** — Le deuxième sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a pris fin, vendredi 30 juin, sur un appel à

l'intégration économique et au paiement des arriérés dus par les pays membres. Le communiqué final ne fait pas mention des arrestations d'envi-ron 500 soldats et militaires, qui avaient fait des centaines de morts et des milliers de sans-abri. Mais il réaffirme le principe de la libre circulation des biens et des personnes entre les seize États membres de la CEDEAO. — (Reuter.)

● **PHILIPPINES** : nouveau ministre de la réforme agraire. — M. Aquino a annoncé, vendredi 30 juin, la nomination au ministère de la réforme agraire de M. Miriam Defensor-Santiago — personnalité éminente à la réputation d'incorruptibilité sans faille. M. Aquino avait accepté la démission de son prédécesseur, M. Philip Jacon, impliqué dans un scandale financier. Les Philippines vont demander des crédits frais pour leur réforme agraire lors d'une réunion spéciale à Tokyo, lundi 3 juillet, de dix-neuf pays créanciers et onze institutions internationales, dont la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. — (AFP.)

● **SALVADOR** : assassinat d'un personnalité du parti au pouvoir. — Président d'un groupe qui prône un règlement militaire de la guerre civile au Salvador, M. Edgar Chacon, l'un des principaux idéologues de l'Alliance républicaine nationale (ARENA, au pouvoir), a été tué vendredi 30 juin par un commando qui a ouvert le feu sur sa voiture. L'attentat n'a pas été revendiqué. Récemment M. Chacon avait émis des critiques à l'encontre du gouvernement, formé par son parti, qu'il jugeait trop modéré. Le 9 juin dernier, M. Antonio Rodríguez Porthe ministre de la présidence, autre théo-

rien de l'ARENA, avait été tué dans un attentat attribué au front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui avait été responsable de la mort. Le FMLN est également soupçonné de l'assassinat de M. Chacon. — (AFP, Reuter.)

● **SRI-LANKA** : conditions indiennes pour un cessez-le-feu. — Le gouvernement indien a rendu publiques, vendredi 30 juin, les conditions de sa reconnaissance de l'appel au cessez-le-feu contre les séparatistes tamouls lancé par le président Premadasa (Le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Les Tigres de libération de l'Est tamoul (LTTE), principale formation tamoule, doivent clairement signifier qu'ils renoncent à la violence, non seulement contre le gouvernement sri-lankais, mais aussi contre les autres Tamouls, et doivent affirmer leur attachement à l'unité de l'île, a indiqué M. Rajiv Gandhi dans une lettre adressée jeudi au président sri-lankais. — (AFP.)

● **TCHÉCOSLOVAQUIE** : expulsion d'un diplomate américain. — Un diplomate américain en poste en Tchécoslovaquie a reçu l'ordre de quitter le pays sous l'accusation d'avoir entretenu des contacts trop étroits avec des dissidents, a indiqué, vendredi 30 juin, un responsable du département d'État à Washington.

Le diplomate expulsé, M. Robert Norman, est conseiller politique à l'ambassade des États-Unis à Prague. « Tout ce qu'il a fait était compatible avec ses fonctions », a affirmé le responsable, qui a souhaité garder l'anonymat.

M. Norman devait quitter Prague dans environ un mois pour recevoir une nouvelle affectation. — (AFP.)

كلمة الأصل



Sortie du procès du général Ochoa

Le procès du général Ochoa, accusé de tentative de coup d'État, a pris fin hier à La Havane. Le général a été condamné à la prison à vie. Les autres accusés ont été condamnés à des peines allant de 15 à 20 ans de prison.

MEXIQUE

Parti du président Salinas pour des élections locales

Le Parti du président Salinas a lancé une campagne pour des élections locales. Le parti vise à gagner des sièges dans les conseils municipaux et les gouvernements d'État. Salinas a déclaré que son parti était prêt à travailler avec tous les citoyens pour améliorer le Mexique.

ÉTATS-UNIS

Est-ce que les promesses des droits civiques sont toujours pas remplies

Un sondage récent montre que la majorité des Américains croient que les promesses des droits civiques n'ont pas été entièrement remplies. Les personnes interrogées ont exprimé des préoccupations concernant la discrimination raciale et l'égalité des droits.

Le Congrès américain a tenu une audition sur les droits civiques. Les témoins ont discuté des défis actuels et des solutions possibles pour garantir l'égalité pour tous les citoyens.

Un nouveau livre de Martin Luther King Jr. a été publié. Le livre explore ses pensées sur la non-violence et la lutte pour la justice sociale.

GRÈCE : compromis historique

Les communistes décident de soutenir un gouvernement minoritaire de droite

Les communistes grecs ont accepté, samedi 1<sup>er</sup> juillet, de soutenir un gouvernement conservateur dirigé par M. Tsamiris Tsamirakis, le vice-président de la Nouvelle Démocratie. Dans la matinée du samedi 1<sup>er</sup> juillet, le secrétaire général du PCG a rencontré M. Constantin Mitsotakis, leader de la Nouvelle Démocratie, et M. Tsamiris Tsamirakis, proposé comme futur premier ministre. Aux yeux des communistes et de leurs alliés, ce gouvernement de droite sera en place pour trois mois et aura deux tâches principales à remplir : effectuer la « cooptation », autrement dit l'épuration des cadres politiques impliqués dans les scandales politico-financiers qui ont secoué la Grèce ces derniers mois, et défendre le fonctionnement démocratique des institutions. Les deux partis sont d'accord sur la nécessité de poursuivre en justice les ministres socialistes mis en cause notamment dans l'affaire Kokotas et le détournement d'environ 200 millions de dollars de la Banque de Crète. Pour ce faire, le Parlement élu le 18 juin, et qui doit se réunir le 3 juillet, doit absolument lever l'immunité des personnalités concernées. Sinon, les différends demeureront classés. Les législatives du 18 juin n'ont dégagé aucune majorité claire. Les conservateurs de la Nouvelle Démocratie étaient scindés largement en tête, devant le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et le Rassemblement de la gauche et du progrès. Les leaders de ces trois grandes formations ont échoué, l'un après l'autre, dans leur tentative de constituer un gouvernement majoritaire. Dans ses discussions avec la droite et le PASOK, M. Harilaos Florakis a notamment obtenu que MM. Constantin Mitsotakis et Andreas Papandreu renonceraient à leur exigence de faire le gouvernement éventuellement formé. En annonçant sa décision de désigner à sa place M. Tsamiris Tsamirakis, député d'Athènes, comme futur premier ministre conservateur, M. Mitsotakis a souligné dans un communiqué que si le rassemblement de la gauche et du progrès acceptait sa proposition, « la réconciliation nationale serait scellée par un compromis historique en Grèce ». C'est la première fois en effet depuis la seconde guerre mondiale, qui fut suivie d'une guerre civile fratricide, que conservateurs et communistes discutent aussi méthodiquement pour tenter de former un gouvernement. M. Tsamiris Tsamirakis est âgé de soixante-deux ans. Ancien officier dans les unités de sous-marins, il fut arrêté et condamné à cinq ans d'emprisonnement sous la dictature des colonels pour faits de résistance. Ancien ministre de la marine marchande (1977-1980), puis des travaux publics (1980-1981), il est actuellement député d'Athènes. (Reuters, AFP.)

POLOGNE : rebondissement de la crise

Le général Jaruzelski hésite à se présenter à l'élection présidentielle

(Suite de la première page.) Les responsables de Solidarité, qui avaient déjà en toutes les peines du monde à faire accepter des élections semi-libres, s'étaient vus dans l'obligation, après le premier tour, de sauver la face du régime dont la plupart des principaux dirigeants avaient été battus. La dégradation de la situation économique, la nouvelle série de hausses de prix qui a commencé à être appliquée au lendemain du second tour des élections, n'ont fait que renforcer la base à accepter aujourd'hui de nouveaux compromis. La réunion du comité central a été marquée par des débats particulièrement animés. Le revers subi par le parti lors des élections a semé le trouble dans les esprits et exacerbé le conflit entre « durs » et « modérés ». Si les premiers continuent de verrouiller la situation à l'intérieur du POUF, les modérés sont maintenant influents à la Diète, où beaucoup d'entre eux ont été élus au second tour avec la bénédiction, sinon l'aide active, de Solidarité. La stratégie du parti reste pour le moment incertaine. Elle doit faire l'objet d'une seconde session du comité central plus tard dans le courant du mois. Le POUF doit faire face non seulement à des dissensions dans ses rangs, mais également à une grande confusion dans ses partis satellites. Après lui avoir servi d'« épave » démocratique depuis la guerre, ceux-ci aspirent aujourd'hui à davantage d'autonomie. Le Parti paysan, sans l'appui duquel le POUF n'a pas la majorité à la Diète, s'interroge ouvertement sur l'avenir de la « coalition » gouvernementale. L'autre partenaire de cette coalition, le Parti démocratique, a accusé jeudi le gouvernement de conduire une politique économique incohérente, qui entraîne le pays à la catastrophe. « On réclame des têtes » Dans une interview recueillie peu après le 18 juin, l'un des principaux dirigeants du Parti paysan unifié (ZSL), M. Mikolaj Kozakiewicz, reconnaissait qu'une partie des membres de sa formation accusaient leurs dirigeants d'avoir manifesté une trop grande loyauté à l'égard des communistes. « On réclame des têtes », d'autres demandent que l'on quitte la coalition et qu'on agisse comme parti indépendant ou même qu'on forme une coalition avec l'opposition. (...) Nos membres, dans leur majorité, demandent des changements qui correspondent aux nouvelles exigences, qu'on change le nom du parti, son caractère, les règles de la coalition. (...) L'issue dépend de deux facteurs : de la capacité du POUF à modifier son comportement au sein de la coalition ; s'il continue à vouloir y exercer son dictat, la coalition sera en grand danger. Ensuite, cela dépend du nombre de nos députés qui resteront fidèles au Parti paysan. Depuis plusieurs jours, la presse officielle avait laissé entendre que le plénum, d'ailleurs repoussé de deux jours, ne se déroulerait pas sans accroc. Dans une interview à l'agence de presse PAP, jeudi, un membre suppléant du bureau politique, M. Zbigniew Sobotta, n'avait pas hésité à souligner que les plus hautes autorités avaient « une part essentielle de responsabilité » dans le revers essuyé aux élections. Il avait indiqué que « partout dans le pays, l'on se demande ouvertement dans les cellules du parti si le POUF peut continuer ses activités, s'il est en mesure de retrouver sa crédibilité ou un quelconque soutien social. » HENRI DE BRESSON.

URSS : avant un discours télévisé de M. Gorbatchev

Le comité central a examiné le dossier agricole

M. Mikhaïl Gorbatchev devait prononcer, samedi 1<sup>er</sup> juillet dans la soirée, un discours à la télévision soviétique. Le thème de l'intervention de M. Gorbatchev n'a pas été précisé, mais le fait que le président de la télévision l'ait annoncé dès vendredi semblait indiquer qu'il s'agirait d'une allocution importante, estimant les observateurs. Ce discours était prévu en lendemain d'une importante réunion, vendredi 30 juin, au comité central, consacrée aux questions agricoles, ainsi qu'à « la création d'une industrie alimentaire moderne ». Parmi les auteurs figurait M. Mikhaïl Gorbatchev, ainsi que M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique et président de la commission agricole au comité central. M. Ligatchev, considéré généralement comme chef de file des conservateurs, avait été critiqué indirectement, mercredi, par l'un des nouveaux vice-premiers ministres de l'URSS, l'économiste réformateur Leonid Abalkine. Celui-ci avait souligné devant le Soviet suprême (parlement) que « la propagande sur la nécessité d'observer des kolchozes et kolkhozes devait être corrigée », une allusion à M. Ligatchev, qui ne cache pas son attachement aux formes collectives de l'agriculture soviétique. Cette réunion au comité central était particulièrement importante, relèvent les observateurs, puisque y assistaient notamment les premiers secrétaires des Républiques, des districts et régions, ainsi que les premiers ministres des Républiques fédérées et autonomes. Dans la liste des personnes présentes figurait également des ministres et présidents de comités d'Etat de l'URSS, des responsables d'entreprises relevant de l'industrie alimentaire, des experts ou encore des représentants des masses médias. Donnant enfin le compte rendu vendredi de la réunion du bureau politique qui s'est tenue jeudi, l'agence Tass a indiqué que le Politburo s'était penché en particulier sur les problèmes concernant la « circulation monétaire » dans le pays. Une résolution sera par ailleurs publiée dans la presse concernant l'exclusion du Parti communiste des « éléments cupides » et qui « discréditent le nom de communiste ». Lors de sa visite en Ouzbékistan, à la suite des violences interethniques qui avaient secoué cette République d'Asie centrale, M. Rykov avait accusé des membres du Parti communiste ouzbek d'avoir participé aux troubles. (AFP.)

Proche-Orient

La marche des colons israéliens en Cisjordanie

Excursion politique sous bonne escorte

GINOT-SHOMRON (Cisjordanie de notre envoyé spécial) « En tête, marche le porte-drapeau, brandissant vaillamment les couleurs d'Israël en Cisjordanie, ouvrant le sentier à une vingtaine de fidèles et faisant la vague à une demi-douzaine de journalistes : « Si nous allons habiter ce pays, nous devons pouvoir y marcher librement. » Telle était la consigne donnée, vendredi 30 juin, par le Conseil des implantations juives des territoires occupés : organiser dans toute la Cisjordanie une journée de randonnées pédestres pour montrer — sac au dos — que les colons ne se laissent pas intimider par le soulèvement palestinien et affirmer — en patrouille — qu'aucune parcelle du Grand Israël ne leur est interdite. Une manière, en somme, de s'afficher maîtres du terrain. Pour le petit groupe de Ginot-Shomron, l'exercice relevait donc de l'excursion politique et de la promenade biblique, quelques pas dans les champs d'oliviers au nord-est de Tel-Aviv. Et n'étaient de gros cols passés à la ceinture et une escorte de sept soldats en tenue de combat, avec casques et radio de campagne sur le dos, les randonneurs avaient plus l'air de touristes que d'habitants des lieux : T-shirts criards, shorts ou bermudes, lunettes Ray-Ban et chapeaux bords — pas vraiment les tenues locales. Plus du quart des habitants de Ginot-Shomron sont des Américains fraîchement immigrés. Cela ne se fait pas facilement oublier et, en dépit d'un ton qui est celui de ceux que l'on doute à toujours égarés, c'est tout de même avec un très fort accent de Brooklyn que David H., quarante ans, ingénieur électronique, explique : « C'est la me ça, profondément fils d'Abraham et à ce titre, héritier légal de cette terre (...), mais, si les Arabes veulent y vivre aussi, ils sont les bienvenus. » Dans cet univers mental, le nationalisme palestinien est une invention de la presse. Le guide a pris soin de s'équiper d'une Bible, qu'il ouvre au Livre de Josué pour assurer que ces rondes collines alentours, désignées d'un ample geste du bras, étaient « à la frontière du domaine de deux des douze tribus d'Israël », en l'espèce celles d'Ephraïm et de Manassé. En termes politiques modernes, il faut comprendre qu'il n'y a pas prescription quant au droit de propriété sur les lieux — il y a seulement contestation. ALAIN FRACHON.

LIBAN

Paris juge « intéressantes » les déclarations de M. Gorbatchev

La France a jugé « intéressantes et encourageantes », vendredi 30 juin, les déclarations sur le Liban du numéro un soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, qui avait estimé le moment « favorable » pour débattre la situation dans ce pays (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). « Ce qu'a dit M. Gorbatchev est intéressant et encourageant. Intéressant en termes de dialogue franco-soviétique et encourageant pour le Liban », a déclaré le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine. M. Gorbatchev avait annoncé, jeudi, de « très prochains contacts » de l'URSS avec l'Irak et la Syrie sur la question du Liban et avait précisé qu'il évoquerait ce problème avec M. Mitterrand pendant sa visite d'Etat en France du 4 au 6 juillet. M. Gorbatchev avait souligné qu'il y avait actuellement des « possibilités de faire déboucher le conflit libanais sur une voie réaliste ».

Asie

CHINE

Triste 68<sup>e</sup> anniversaire pour le PC

PÉKIN de notre correspondant Le buste du chef d'orchestre s'élève au-dessus d'une formation philharmonique rassemblée autour d'un piano à queue. La harpe et l'orchestre sont dirigés vers un mur et une foule entrecroisée dans le coin supérieur droit de la toile. Dans le fond du décor, on distingue le silhouette de Mao Zedong proclamant la République populaire. Le titre de cette peinture dans la meilleure tradition du réalisme socialiste, reproduite samedi 1<sup>er</sup> juillet par le Quotidien du peuple, est inscrit directement sur l'œuvre : « Sans le Parti communiste, il n'y aurait pas de nouvelle Chine ». Le PC chinois fête tristement son soixante-huitième anniversaire. Quarante-huit heures plus tôt, toute la haute direction chinoise avait déjà donné à la nation, via la télévision, le spectacle d'une chorale chantant en chœur, à l'unisson de milliers de soldats casqués, ce même aphorisme qui sert de justification au régime, mis en musique sur un air martial, avec la participation d'un orchestre militaire... Le concert destiné à « illustrer les bonnes relations entre l'armée et le peuple » était organisé, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation du parti, par le département général de politique des forces armées. Les méthodes de communication de la vieille garde chinoise et ses conceptions artistiques, au service de la propagande, rappellent la pesante inspiration maoïste des œuvres « modées-révolutionnaires ». Bilan de l'insurrection La célébration, samedi, de cet anniversaire a coïncidé avec la publication d'un nouveau bilan — le troisième — de l'insurrection du début du mois et de sa répression militaire : « plus de » deux cents morts civils (on en était auparavant à « une centaine ») dont trente-et-une étudiants, et « deux dizaines » de morts du côté des soldats et policiers, selon le maire de Pékin, M. Chen Xitong, qui présentait vendredi un rapport officiel sur le drame du début du mois aux membres du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. Le pouvoir n'arrive donc toujours pas à dire exactement combien de soldats ont été tués, un mois après les événements, par crainte sans doute d'avoir à reconnaître qu'un certain nombre d'éléments de la troupe ont choisi de faire défection plutôt que d'obéir aux ordres. Le chiffre des blessés est également révisé à la hausse, avec un total de « plus de » six mille soldats et policiers, contre trois mille civils. Le Quotidien du peuple a estimé, dans un éditorial commémorant la fondation du parti, que les troubles résultaient du « lénisme » dans ses rangs et appelé à « renforcer l'édification » de cette énorme machine de près de quarante-huit millions de membres. Son organe théorique, le bimensuel Changer la vérité, a reconnu pour sa part que le parti avait commis au cours de son histoire « des erreurs graves », mais pour aussitôt souligner qu'aucune autre formation politique, dans l'histoire de la Chine de ce siècle, n'avait été aussi étroitement associée à la population. Sans admettre que la gravité de la crise est due à ce qu'une partie importante de l'appareil soutenait le secrétaire général déchu, M. Zhao Ziyang, le PC se crédite lui-même du mérite d'avoir « résolument révisé et répudié les erreurs du camarade Zhao Ziyang consistant à soutenir l'agitation et faire éclater le parti ». Le PC chinois a été sincèrement reconnaissant envers le peuple pour ses critiques bien intentionnées, et les écoute volontiers, mais il va de soi que « la solution des problèmes réside dans le parti lui-même, plutôt que dans un divorce d'avec sa direction ou dans tout autre moyen extérieur », a-t-il écrit dans des tribunes. D'où l'image du chef d'orchestre. FRANCIS DERON.



# Politique

Le comité directeur du PS

## L'aspiration au débat se heurte aux logiques de courants

Entre le consensus (mon) et l'annulation (différée) des fausses factures, la politique est proche du zéro. Après le point mort atteint la semaine dernière par les « rénovateurs » de la droite, les socialistes ont commencé par tirer un petit feu d'artifice, qui a fait plus de bruit dans le couloir de leur parti qu'à l'extérieur, mais certains d'entre eux se demandent si la fête vagement espérée n'est pas finie avant même d'avoir commencé.

Premièrement, les bouches s'ouvrent ; deuxièmement, les courants verrouillent : ce pronostic, formulé par MM. Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, et François Hollande, député de la Corrèze, et par quelques autres, risque de se vérifier. Il met en cause la démarche adoptée par M. Pierre Mauroy dans la première phase de préparation du congrès de mars 1990.

C'est en effet le premier secrétaire qui, il y a une semaine, a envoyé aux militants socialistes une lettre les invitant à s'exprimer en « brisant le carcan » des courants, et c'est lui qui, quelques jours plus tard, s'est associé, par proches interposés, à une initiative de M. Lionel Jospin destinée à fixer les mouvements internes au courant dirigeant du PS.

Alors que le premier secrétaire paraissait vouloir se situer au-delà des différents clans et exprimer une aspiration au renouvellement, qui se fait jour, notamment, parmi ceux que l'on appelle les « transcourants », comme M. Hollande, ou qui se montrent depuis longtemps indépendants, comme M. Belorgey, le voilà asso-

cié — sinon enfermé — dans une logique de « sous-courant ». On voit bien ce qui motive cette tactique : alors que M. Laurent Fabius s'affirme décidé à mener sa propre offensive, alors que M. Jean Poperen fait avancer la sienne, alors que M. Louis Mermaz s'est engagé dans une entreprise dirigée contre le premier secrétaire, alors, donc, que les partisans du chef de l'Etat affichent leurs divisions, il fallait réaffirmer un axe autour duquel pourrait se faire, le moment venu, le rassemblement.

Il n'en reste pas moins que la démarche de M. Mauroy contribue à réinstaller les courants et leurs dirigeants dans le rôle — qu'ils n'avaient, à vrai dire, jamais perdu — d'acteurs principaux, voire uniques, des débats au sein du PS. Ceux qui espèrent autre chose, une véritable mise à plat des problèmes auquel le PS doit faire face, ont raison de s'inquiéter. La prépondérance des « éléphants » — les principaux dirigeants du parti, qui se réunissent chaque mardi autour du premier ministre, — ajoutée aux impératifs que dicte l'exercice du pouvoir, risque d'aboutir à paralyser toute activité réelle dans les rangs de la gauche.

### Le « non » des Verts

En reprenant à son compte l'idée, qui courait dans les discussions depuis quinze jours, d'une alliance avec les Verts, M. Mauroy a tenté de redonner un intérêt stratégique aux débats de la période qui vient. La

réponse de M. Antoine Waechter, chef de file des écologistes, ne s'est pas fait attendre : c'est « non », du moins jusqu'à la fin de la législature. Ensuite, explique M. Waechter dans un entretien publié samedi par le Figaro, il sera toujours temps de discuter, par exemple, de la modification du mode de scrutin, c'est-à-dire de l'instauration de la représentation proportionnelle « afin, dit-il, de nous permettre d'entrer au Palais-Bourbon ».

Cette question a été, en effet, omise par M. Mauroy dans son offre d'alliance aux écologistes. Les jeunes députés qui, autour de MM. Jean-Marie Bockel et Julien Dray, plaident eux aussi pour l'alliance « rose-verts » ne perdent pas, dans leur texte commun (Le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) de rétablir le scrutin proportionnel. Or c'est incontestablement la clé d'une alliance possible, dès lors que les écologistes refusent toute perspective d'accord électoral dans le cadre du scrutin majoritaire.

M. Michel Rocard, qui avait quitté le gouvernement, en 1985, parce qu'il rejetait la proportionnelle intégrale, n'est pas davantage aujourd'hui qu'il l'était de ce scrutin. Cette posture de discorde-là pourrait prendre l'importance dans les débats à venir. C'est, sans doute, parce qu'il le redoutait que les principaux dirigeants du PS s'emploient à l'éviter. Il y a, en effet, assez de sujets de désaccord virtuels entre le parti et le gouvernement pour ne pas en ajouter.

M. Jospin a résumé, vendredi soir, au cours d'une réunion des cadres du courant dirigeant, les principes

qui doivent, selon lui, guider celui-ci : derrière le président de la République, au côté du premier secrétaire, avec le gouvernement, a déclaré le ministre de l'éducation nationale pour définir sa propre ligne de conduite, qu'il propose en exemple à ses amis et alliés. Le PS, selon lui, ne doit pas avoir d'autre objectif que d'aider le chef de l'Etat à réaliser son second septennat. Toute autre perspective est intempestive, et M. Jospin a réaffirmé qu'il ne se place pas, lui-même, dans celle de la succession de M. Mitterrand.

Le propos visait, bien sûr, M. Fabius, ainsi accusé de n'avoir rien d'autre en vue que cette succession. M. Jospin entendait aussi répondre au souci exprimé par M. Mermaz et ceux qui le suivent, ceux qui ne se veulent rien d'autre que des mitterrandistes et reprochent aux autres de se lancer prématurément dans une course à la candidature à l'Élysée. A ceux-là, M. Fabius répond, lui aussi, en reprenant le thème du « grand dessein », qui, selon lui, fait défaut au PS.

Les « éléphants » manœuvrent, les autres s'inquiètent. MM. Belorgey et Hollande proposent une méthode pour éviter le « verrouillage » : discuter sur une série de points précis, allant de la construction européenne au renouvellement de l'Etat, en passant par la politique des revenus, la protection sociale, la précarité et l'environnement. Les questions de méthode ont-elles une chance de s'imposer face aux questions de pouvoir ?

PATRICK JARREAU.

## ● M. Mauroy : « Nous devons inventer un nouveau modèle de développement »

## ● M. Emmanuelli dénonce « l'affadissement » de l'identité des socialistes

Le comité directeur du PS, réuni samedi 1<sup>er</sup> juillet et dimanche 2, a commencé par la lecture du rapport d'activité de M. Henri Emmanuelli, numéro deux du parti. Après avoir observé qu'en termes « stratégiques » les socialistes ont gagné les élections européennes, M. Emmanuelli juge que le comité directeur « manquera chronologiquement le début d'une deuxième période importante » pour le PS, car les objectifs du congrès d'Épigny de 1971 ont maintenant été « non seulement (...) atteints mais dépassés ».

Le numéro deux du PS estime que la France est passée d'une « forme infantile » de démocratie à une « forme de démocratie adulte, mature » car, à l'exception du FN, « nul ne conteste plus la légitimité de personne », ce qui fait que cette configuration politique, « conséquence du chemin parcouru par [le PS] depuis Épinay, répond désormais aux conditions d'une attente possible et tranquille ».

Après avoir rappelé que l'exercice du pouvoir a constitué pour les socialistes « une rude affaire », M. Emmanuelli affirme : « Nous sommes aujourd'hui (...) à un tournant de notre histoire où il nous faut impérativement repenser nos objectifs, réaffirmer notre stratégie et adapter notre parti pour la mise en œuvre de cette stratégie et la réussite de ces objectifs ».

Tel est, selon l'orateur, l'enjeu du congrès de Rennes du PS.

Le député des Landes continue : « Si notre parti renouait à sa vocation d'être l'instrument de transformation de la société, avec ce que cela implique de débats idéologiques (...) pour se limiter au gestionnarisme médiocre de défense des droits de l'homme pour sauver la couleur, ce ne serait plus, rapidement, d'un parti socialiste qu'il s'agit, mais de tout autre chose. Une mouvance « bostonienne », par exemple. Un parti démocrate peut-être. Ou, tout simplement, une impasse. La gestion nécessaire ne peut [pas] constituer à elle seule notre avenir. La culture de gouvernement, il en faut ! Mais pas plus qu'il ne faut ! Sauf à prendre le risque de voir ce bien précieux devenir la jachère du socialisme ».

Deuxième objet de débat pour le congrès, selon M. Emmanuelli, l'« ouverture ». « Rassembler les forces sociales et politiques de progrès », explique le numéro deux du parti, doit constituer la démarche claire et sans ambiguïté du PS. Pour l'orateur, dans la démocratie française parvenue à maturité, « la dynamique de la réflexion et de l'action doit reposer sur une confrontation normale et saine entre forces progressistes et conservatrices ». « Toute autre stratégie, continue-t-il, toute autre conception, notamment celle qui reposerait sur une alliance tactique entre ces deux forces, ne mériterait qu'à l'improbabilité, à l'indifférence, pour ne pas dire à la désapprobation des extrêmes auraient tôt fait de se saisir pour s'en nourrir ».

M. Emmanuelli juge que le PS et la France ont besoin de « conviction » et fustige « le désintérêt, l'indifférence ou le désarroi de cette thématique de l'ailleurs dont on ne revient jamais, si ce n'est pour servir de supplétif involontaire aux forces qui s'accommodent de l'existant ».

Tout cela implique un « repositionnement engagé [du PS] sur le terrain des grandes luttes sociales et politiques » mais aussi une « adaptation » d'un parti dont l'Etat, selon M. Emmanuelli, appelle des changements profonds. Le numéro deux du PS dénonce « l'affadissement de notre identité et de notre capacité

d'action, toutes deux consécutives au déséquilibre qui s'est peu à peu créé entre la nécessité de gérer et la volonté de transformer ». Il définit ainsi les rapports du couple partigouvernement tels qu'ils devraient être : « Au parti de susciter et d'accompagner la transformation de la société, au gouvernement de mener par le parti de faire la synthèse entre cette aspiration au progrès et les contraintes du moment ou l'intérêt du pays ».

M. Emmanuelli met ensuite en cause la proportionnelle interne qui génère aujourd'hui un « risque d'inversion », la « frilosité croissante » du PS pour rappeler ses positions. Il demande une progression de la démocratie interne dans le PS et

révèle la « vieille lune » de la « neutralité politique de l'action syndicale ». M. Emmanuelli conclut en formulant des propositions, notamment pour mieux associer les sympathisants du PS, renforcer son action internationale, réformer ses structures dirigeantes.

### Un triple niveau de débat

« En fait, c'est un modèle de développement que nous devons inventer, souligne ensuite, pour sa part, M. Pierre Mauroy. C'est un nouveau pacte social dont nous devons tracer les contours ».

Le premier secrétaire du PS ajoute : « Au cœur de ce pacte une

idée force : c'est le progrès social qui peut constituer aujourd'hui le principal moteur de la croissance, dans la mesure où il est devenu porteur de compétitivité. Voilà qui devrait être le vrai débat de fond, un débat qui nous fait passer à un triple niveau : celui de l'entreprise, celui de l'Etat, celui de l'Europe. Pour ce qui est de l'entreprise (...) au vieux modèle défini par Taylor, brisant le travail salarié en une multitude d'actes décomposés, il faut substituer l'entreprise de la « démocratie salariale », qui fasse de la démocratie économique le moteur d'un dynamisme renouvelé (...) Il nous faut ensuite et surtout nous attaquer au problème de la répartition des revenus. Nous

connaissions en effet une situation un peu trépidante comme vient de le montrer les rapports récents de l'INSEE et du CERC. Le pouvoir d'achat des salariés du secteur public et des salariés les plus défavorisés, c'est-à-dire ceux qui sont payés au SMIC, s'est à peine maintenu ces dernières années. Il s'est même parfois réduit. Et l'on aboutit à cette double observation : le SMIC ne joue plus un rôle moteur dans la régulation des bas salaires. L'éventail des revenus s'est creusé depuis 1984, aggravant donc les inégalités. Dans le même temps, les revenus du capital ont explosé, parvenant à des sommets qu'ils n'avaient jamais atteints (...)

« C'est à l'Etat de garantir la cohésion nationale, ajoute M. Mauroy. Alors que la société duale menace, je souhaite que les socialistes élaborent et proposent au pays un pacte national pour l'insertion, afin de ne laisser personne au bord du chemin (...) Nous ne pouvons laisser se creuser plus longtemps le fossé entre la ville de toutes les richesses et celle de toutes les misères. Le droit au logement est aujourd'hui au moins aussi important que le droit à l'activité. Car désormais la dignité de chacun dépend autant de son domicile que de son travail (...)

« Il faut sans doute qu'en ce domaine l'Etat prenne sa responsabilité. Cela peut être directement par la création d'un droit de préemption sur les terrains ou les immeubles qui pourraient être exercé directement par les préfets dans le cas où la prise en compte de ces problèmes ne se trouverait pas concrétisée par les collectivités locales. Cela peut passer aussi par la redéfinition d'un véritable pouvoir d'agglomération qui obligerait à un meilleur équilibre entre des communes qui pourraient se voir doter d'un véritable droit de municipalisation des sols ».

Insistant lui aussi, d'autre part, sur la nécessité de relancer « le débat idéologique », M. Mauroy propose de préparer une « nouvelle version » de la « déclaration de principes » du PS déjà remaniée, naguère, par Léon Blum et François Mitterrand : « Un débat sur la déclaration de principe devrait permettre de réactualiser les thèmes malencontreusement oubliés : la lutte contre les visions technocratiques, l'accès à la responsabilité du producteur, du consommateur, de l'étudiant, le poids de l'écologie dominante, la laïcité de l'école et de l'Etat, les limites du réformisme (...) Il conviendrait aussi d'insister sur le fait que l'humanité est unique et que son destin ne peut être pensé que comme un ensemble. L'écologie n'est qu'une des manifestations les plus spectaculaires de cette prise de conscience ».

A propos de la rénovation du parti, M. Mauroy souhaite un PS « plus ouvert sur les experts et notamment sur les experts régionaux avec lesquels la coordination gagnerait à être renforcée » et « plus ouvert sur l'ensemble de la gauche et des forces de progrès ».

### Du Gers aux Côtes-du-Nord

## Les rocardiens, tels qu'en eux-mêmes...

AUCH-SAINTE-BRIEUC de notre envoyé spécial

« C'est vrai que la rentrée sociale sera probablement difficile. C'est pour cela que Michel Rocard s'est peut-être gardé quelque chose sous le pied pour l'automne. Mais c'est vrai que l'augmentation du SMIC n'est pas suffisante et qu'elle est de nature à découvrir une partie de notre électorat ».

« C'est sûr, il y a une attente sur les questions sociales qui n'est pas à ce jour pleinement satisfaite. Il ne faut pas mener une politique casse-cou mais les priorités, à côté de la gestion économique — nécessaire pour se maintenir — sont celles de la demande sociale ».

Les deux premiers secrétaires fédéraux rocardiens — le premier, M. Didier Moral, dans les Côtes-du-Nord, le second, M. Jean-Luc Lacambra, dans le Gers — ne se sont pas donné le mot. Ils ne se répondent pas non plus dans un débat qu'ils auraient à quelques centaines de kilomètres l'un de l'autre. Mais cette parfaite identité de ton ne laisse guère de doute : pour les militants rocardiens, comme pour les autres socialistes, la « question sociale » apparaît comme le point le plus délicat dans la politique menée par M. Rocard.

Bien sûr, à la différence d'autres socialistes, les rocardiens ne méprisent pas leur soutien au premier ministre. Ils ne manifestent ni états d'âme ni amertume, mais une sorte de satisfaction raisonnable, qui n'exclut pas l'attente. Les militants bretons, sous le crachin de cette fin de juin, semblent plus exigeants que les Gersois sous le soleil du Sud-Ouest. Les rocardiens soutiennent M. Rocard mais ils n'ont pas chassés de goélands. Peut-être parce que la plupart d'entre eux disent adhérer moins à un homme qu'à une idée qu'il porte.

Spontanément, pourtant, avec une sorte de fierté, ils mettent d'abord en valeur la performance personnelle de leur champion. « On a découvert un premier ministre là où certains pensaient qu'il n'y en

avait peut-être pas, observe M. Jean-Pierre Joseph, député du Gers. Pour moi, dans les réunions du jeudi matin (1), cette fermeté-là était déjà apparue. Je m'en souviens parce qu'il n'est arrivé d'en faire les frais... »

Paradoxalement, c'est la gestion — si critiquée — des conflits sociaux de l'automne 1988 qui a fourni aux rocardiens la meilleure démonstration publique de la maîtrise de M. Rocard. Certes ses partisans, au fond de leur province, ont parfois eu quelques inquiétudes, notamment au moment du conflit des infirmières : « Moi j'ai eu peur, avoue Martine, jeune institutrice du Gers. Devant la télévision, je me demandais : « Qu'est-ce qu'il fait ? Où il va ? » Les autres militants ont eu peur. Mais finalement les rocardiens, tels qu'en eux-mêmes, « briseurs de rêve », moins soucieux de lyrisme que de réalisme économique et de pédagogie sociale — fût-elle rude — ne critiquent pas la gestion « au coup par coup » des conflits. Du Gers aux Côtes-du-Nord, le chœur s'exalte, avec Christian, attaché parlementaire, Gersois de trente-quatre ans : « Il a réussi à faire comprendre aux gens que tout n'était pas possible tout de suite ! »

### « Une période ingrate »

Suit une masse d'arguments que ne désavouerait probablement pas l'ailé aversé du patronat social. Jean, cinquante-trois ans, PEGC, ancien premier fédéral du Gers : « Que penseriez-vous d'un premier ministre qui, dès qu'une revendication est posée, y répondrait sans voir la priorité des priorités ? »

Dans le Gers encore, Marc, quarante-deux ans, inspecteur des impôts : « Il a réussi à avoir la soutien de l'opinion sans décevoir les enseignants ». M. Lacambra, à propos de la tactique du « pourrissement » utilisée contre les grévistes corsas : « Leurs exigences

n'étaient peut-être pas très raisonnables... »

M. Jean Laborde, député, maire d'Auch : « Michel Rocard a cherché à responsabiliser les Français. Je ne demande si, subconsciemment, ils n'y sont pas sensibles. Ils manifestent, ils réagissent, mais quand même. Je ne vois pas un autre gouvernement qui ait pu faire accepter cela. Tout cela ne peut pas susciter d'enthousiasme. Mais c'est déjà beaucoup que ce soit accepté. C'est une période ingrate. Les périodes de déflation sont toujours difficiles ».

### « Il va pouvoir souffler »

Et M. Moral de conclure : « La facilité, c'était de lâcher. Même nous, on aurait bien aimé... »

Même les calmes militants du Gers se fient à l'évocation de la « gestion » — à laquelle se cantonnerait le premier ministre — opposée à la « transformation », tâche présumée historique des socialistes. Jean, le Gersois, explique : « Ça ne veut rien dire, changer la vie ! Si c'est pour faire des grands slogans, c'est vrai que je n'en ai plus ! » Tous, de l'Ouest au Midi, se bousculent pour jurer d'une seule voix que, si l'on veut revenir aux vieux démons de la « rupture en 90 jours » avec le capitalisme, l'on ne compte pas sur eux.

Jean-Luc, directeur d'association dans les Côtes-du-Nord, résume crûment : « L'utopie, c'est bien quand on n'a pas à gérer ». Philippe, huissier du Trésor dans le Gers, ajoute : « Le rocardisme, c'est parler vrai et faire ». Marc, inspecteur des impôts du Gers : « Il est difficile d'avoir des projections toutes faites. On a des axes. Il faut que la vie change. Elle change petit à petit ».

Pourtant, même si tous ne l'avaient pas, même si Catherine, enseignante des Côtes-du-Nord, pense comme d'autres que c'est au parti de susciter un nouvel enthousiasme, le reproche les touche. « Michel Rocard, dit M. Joseph, a eu à gérer un quoti-

dien difficile. Sa politique sur le long terme n'a pas encore donné sa mesure. Maintenant, il y a trois ans sans élections. Philippe, assistant parlementaire dans les Côtes-du-Nord, renchérit : « Il y a un pouvoir soufflé, mettre à plat l'ensemble de ses réformes ». Son premier secrétaire fédéral est plus direct : « Nous souhaitons qu'il dure longtemps. Pour montrer qu'il garde quelque chose de la jeunesse des idées de sa génération : « Peut-être, dit le maire d'Auch, pourvu qu'il attende de lui quelques discours qui secouent les Français : ça, dans ses discours, il essaie d'éveiller, de susciter quelques idées, quelques enthousiasmes. La gestion amène à s'intéresser en priorité aux problèmes quantitatifs. Peut-être gagnerait-il à insister davantage sur la qualité. La vie n'est pas faite que d'indices, d'élections, de revenus de rémunération. Dans le rocardisme il y avait le réalisme dans la gestion mais aussi la qualité des rapports sociaux. Là, il y a un déficit. C'est l'affaire de nous tous. Mais c'est aussi l'affaire du gouvernement ».

« Le bilan est globalement positif, conclut le premier fédéral des Côtes-du-Nord. Nous ne sommes pas encore des déçus de Rocard. Mais si cela durait encore quatre ans comme cela, ce ne serait pas suffisant ».

Jean-Louis Andréani, l'un des proches collaborateurs du premier ministre soupire : « Je sais que les rocardiens seraient les plus... »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Avant l'élection présidentielle, M. Rocard résumait tous les jeudis à 8 h 30, dans ses locaux du boulevard Saint-Germain, une sorte de conseil politique. Celui-ci se réunissait toujours, avec la participation maintenant de quelques membres du cabinet du premier ministre. M. Rocard assiste à ces réunions approximativement semblables, une fois par mois.



riques

es du général Ochoa

ident Salinas  
elections locales

les promesses  
riques  
s remplies

## Politique

A l'Assemblée nationale

### Le projet de loi d'amnistie des indépendantistes antillais étendu aux nationalistes corses et aux « dix » cégétistes de Renault

Les députés ont adopté par 308 voix contre 218, vendredi 30 juin, le projet de loi d'amnistie des indépendantistes antillais. Le champ de l'amnistie a été étendu aux nationalistes corses et un amendement socialiste pourrait permettre aux « dix » cégétistes de Renault-Billancourt d'être réintégrés dans leur entreprise si le Conseil constitutionnel n'écarte pas une nouvelle fois cette disposition.

Les députés socialistes et communistes ont voté le projet de garde des sceaux que le Sénat avait repoussé en le vidant de sa substance, le groupe centriste s'abstenant.

Curieux débat où il ne fut qu'accessoirement traité du contenu même du projet de loi : l'amnistie des infractions commises avant le 14 juillet 1988 par les indépendantistes de Guadeloupe et de Martinique (seul personnes sont concernées). Lors de la première lecture à l'Assemblée, le 3 juin, le bruit de chaises de l'amendement fantôme sur l'amnistie des financements politiques occultes avait converti la discussion de ses échos. Vendredi, ce fut au tour des Corses et des « dix » de Renault-Billancourt d'occuper largement le terrain avec, comme témoins principaux, d'un côté, les députés corses, MM. José Rossi (UDF, Corse-du-Sud) et Emile Zaccarelli (app. PS, Haute-Corse), de l'autre, MM. Maguette Jacquinet (PCF, Seine-Saint-Denis) et M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), rapporteur du projet.

MM. Rossi et Zaccarelli ont défendu avec ardeur des amendements tendant à étendre le bénéfice de l'amnistie aux nationalistes corses. Le premier a fait valoir qu'une telle mesure serait un préalable à l'adoption d'une future loi pour le développement économique de l'île de beauté. Le second a insisté sur la nécessité de renforcer par l'amnistie le calme qui prévaut actuellement dans une région qui depuis treize mois n'a plus connu de « maux bleus ». M. Pierre Arpaillange a reconnu les progrès de la paix civile, signe la volonté du courant nationaliste « de s'insérer dans le débat démocratique ». « L'amnistie peut être une chance ! », a-t-il ajouté, en demandant quelques précisions concernant le contenu de cette

(M<sup>me</sup> Boutin n'a pas participé au vote). Les groupes RPR et UDF se sont, en revanche, prononcés contre, à l'exception de dix députés qui ont voté différemment, appliquant à l'avance le principe du vote par tête et non par ordre, qui devrait être la règle pour les groupes de l'opposition à la prochaine rentrée parlementaire d'automne.

Les députés corses de l'opposition ont donc joint leurs voix à celles du PS et du PCF (MM. Pasquini, RPR ; Rocca-Serra, RPR ; Rossi UDF), tout comme M. François Léotard (UDF), MM. Julia (RPR) et

ments multiples : la réintégration des salariés-protégés-amnistiés, en clair, des « dix » de Renault devaient pour le Parti communiste une bannière de combat. Cette réintégration avait déjà été prévue, à l'initiative des députés socialistes, dans la loi d'amnistie de juillet 1988. Saisi alors par le RPR, le Conseil constitutionnel l'avait écartée en estimant que « le droit à réintégration ne saurait être étendu aux représentants du personnel ou responsables syndicaux licenciés en raison de fautes lourdes parce que, en effet, dans cette hypothèse, on est en présence d'un abus certain de fonctions ou mandats protégés et qu'en outre la contrainte qu'une telle réintégration ferait peser sur l'employeur qui a été victime de cet abus ou qui, en tout cas, n'en est pas responsable, exigerait manifestement les sacrifices d'ordre personnel ou d'ordre patrimonial qui peuvent être demandés aux individus dans l'intérêt général ».

Le rapporteur, M. Michel a présenté un amendement voté par les socialistes et les communistes précisant que les dispositions de la loi d'amnistie du 20 juillet 1988 « sont applicables en cas de fautes lourdes, sauf si la réintégration devait faire peser sur l'employeur des sacrifices excessifs d'ordre personnel ou patrimonial ». Par son libellé, cet amendement tente de coller au plus près des considérations du Conseil constitutionnel afin de ne pas encourir une nouvelle fois la censure. Toutefois, M. Michel a rappelé aux députés communistes qu'il souhaitait des garanties, qu'il n'était pas possible d'assurer « à 100 % » la

Les amendements corses ont été adoptés par 314 voix contre 219. Les députés socialistes et communistes ont voté pour, ainsi que MM. Léotard, Pasquini et Rossi. M. Rocca-Serra n'a pas participé au vote ni trente-deux députés centristes ; trois de ceux-ci se sont abstenus (MM. Stasi, Jung et Jegou). Le RPR et l'UDF ont voté contre ; deux élus se sont abstenus (MM. Julia, RPR, et de Charrette, UDF). M. Pierre Mazeaud (RPR) a regretté que le Parlement légifère ainsi ad hominem : « N'est-il pas préférable de recourir à la procédure présidentielle ? », s'est-il interrogé.

Les députés ont ensuite abordé un chapitre délicat et à rebondisse-

Commissaire (UDF) se sont abstenus, tandis que M<sup>me</sup> Michaux-Chevry (RPR), MM. Lafleur (RPR), Nenon-Pwataho (RPR) et Lamassoure (UDF) n'ont pas participé au vote.

Sur les dix-sept non-inscrits, huit ont voté pour, six contre, deux se sont abstenus et un n'a pas voté. Le texte va maintenant retourner au Sénat, qui devrait le rejeter à nouveau. Les députés auront donc le dernier mot. Au nom du RPR, M. Pierre Mazeaud a déjà annoncé un nouveau recours devant le Conseil constitutionnel à propos de l'amendement sur les « dix » de chez Renault.

réintégration des « dix » de Renault, que le chef de l'Etat a fait récemment recevoir par son conseiller social. « Ce n'est pas la loi qui réintègre mais les tribunaux », a rappelé le président de la commission des lois, M. Michel Sapin. M<sup>me</sup> Maguette Jacquinet, PCF, a, quant à elle, laissé planer la menace de nouvelles manifestations durant les fêtes du Bicentenaire de la Révolution si le sort des « dix » de Renault n'était pas réglé favorablement. Plusieurs militants cégétistes directement concernés par la question ont suivi attentivement les débats aux tribunes du public, en compagnie des membres des familles des indépendantistes antillais également concernés.

PIERRE SERVANT.

« M. Marchelli a été arrêté ». Le président de la CFE-CGC, M. Paul Marchelli, s'est déclaré, vendredi soir 30 juin, « étonné » par l'amendement du projet de loi d'amnistie étendant le bénéfice de ce texte aux « dix » de Renault-Billancourt. Selon lui, cette disposition légalise la « violence dans les entreprises ». M. Marchelli a affirmé : « Après ce vote, les cadres et agents de maîtrise des entreprises françaises sont en danger d'être agressés à tout moment par des salariés mécontents, sans pouvoir obtenir protection ou réparation légale ».

A l'extrême droite

### M. Le Pen estime que son parti est « le seul à avoir remporté un succès aux élections européennes »

Entouré de MM. Jean-Marie Le Chevallier, Bruno Megret et Bernard Antony, membres du bureau politique du Front national et députés européens, M. Jean-Marie Le Pen a regagné, vendredi 30 juin à Paris, que les forces politiques arrivées en troisième et quatrième position aux élections européennes — le FN et les Verts — ne soient « pas représentées à l'Assemblée nationale » alors que « ceux qui sont en cinquième et sixième place [les centristes et le PCF] y figurent ». Selon le président du Front national, cette configuration politique traduit une « accélération de l'implosion du système parlementaire (...) et de la pratique démocratique dans notre pays ».

Le chef de file de l'extrême droite, qui n'a jamais été très tendre pour la presse et dénonce volontiers « le lobby politico-médiatique », s'en est remis, cette fois, aux médias dont « tout va dépendre » : « Vous ne se bornez, a-t-il demandé, à rapporter ce qui se passe dans la maison des journalistes, qu'est-ce que vous faites ? ».

Parlant de « cléricature maçonnique », M. Le Pen a estimé que « les organisations antiracistes, tels la Ligue des droits de l'homme, la LICRA et le MRAP, sont manipulées, au moins, par une branche de la maçonnerie, le Grand Orient », qui, selon lui, sert de lien avec le pouvoir. Il s'en est pris aussi aux « magistrats qui ne font pas mystère qu'ils font passer leurs opinions avant l'exercice du droit », en accusant plus particulièrement la Cour de cassation d'avoir, à son égard, « une boulimie d'actions » et de devenir « une juridiction d'appel des cours d'appel ». Le président du FN considère que « sous l'influence de magistrats politiques, elle entre dans le débat extra-judiciaire ».

« Nous souhaitons que soit rétabli un véritable pouvoir judiciaire indépendant », a déclaré M. Le Pen avant de se demander si le garde des

sceaux doit nécessairement être membre du gouvernement. « La démocratie, c'est le contrôle des pouvoirs, a-t-il dit. La politisation de la justice, par le biais de l'action syndicale du Syndicat de la magistrature, fait peser une menace grave sur les libertés publiques ».

M. Le Pen a considéré, enfin, qu'il y avait un certain paradoxe « à voir détruire tout ce que la Révolution avait voulu créer », et vice versa, en remarquant que « le peuple français ne sera pas invité aux festivités du Bicentenaire ».

Il a accusé des « associations fantômes » de profiter de subventions allouées à cette occasion en réclamant la constitution d'une commission d'enquête parlementaire afin de dévoiler cette « véritable escroquerie morale et financière ».

A cet égard, M. Le Pen a condamné « des dépenses que rien ne justifie et qui sont particulièrement mal venues et mal employées dans une commémoration qui tourne au drôle ».

Estimant que le FN est « le seul mouvement à avoir remporté un succès aux européennes », il a annoncé que son parti « présentera des listes dans les départements soumis à renouvellement » aux élections sénatoriales. Contrairement à ce qui avait été envisagé, le FN ne tiendra pas d'états généraux le 14 juillet et se fera annuellement se dérouler les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre en un lieu qui n'est pas encore connu.

### Désinformation

M. LE PEN accuse fréquemment la presse de pratiquer la « désinformation » à son endroit et à celui de son parti. Il a péremptoirement nié, vendredi 30 juin, s'être fixé pour objectif, avant le scrutin du 18 juin, de doubler le nombre des élus du Front national au Parlement européen, pendant la campagne électorale. Il est ainsi tombé dans le travers qu'il dénonce.

Lors de son passage à L'heure de vérité sur A2, le 22 mai, le dirigeant d'extrême droite avait en effet déclaré : « Je demanderais (...) au peuple français de nous donner les députés dont nous avons besoin et, dans un Parlement où nous avons déjà durement bataillé à dix mais où il y a dix-neuf commissions, je demanderais qu'il nous donne au moins vingt députés... Mais c'est à lui d'en décider... » M. Le Pen avait précisé que cela devait « correspondre à 22 % ou 23 % des suffrages ».

Deux jours auparavant, M. Carl Lang, secrétaire général du FN, avait pour sa part indiqué : « Si nous avons les deux tiers des électeurs de l'élection présidentielle, nous ferons plus de 20 % ».

M. Le Pen avait réduit ses ambitions dans une interview au Figaro, le 1<sup>er</sup> juin : « Quant à mon objectif, avait-il dit, c'est 15 %, c'est-à-dire faire mieux qu'à l'élection présidentielle. Si je fais moins, je serai déçu ».

Puis, invité du Grand jury RTL-Le Monde le 13 juin, il avait affirmé : « Ce serait un échec si l'on faisait moins de voix qu'aux élections précédentes ».

Or, à l'élection européenne de 1984, la liste de M. Le Pen avait obtenu 2 204 961 voix, soit 11 % des suffrages exprimés. Et, au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, M. Le Pen avait rassemblé 4 375 894 voix (14,39 %), tandis qu'aux élections législatives de 1988 et de 1989 les candidats d'extrême droite avaient recueilli respectivement 2 694 233 voix (9,8 %) et 2 359 528 voix (9,65 %).

En lançant sa campagne électorale, le 14 avril, le président du Front national avait également prévu un doublement de la représentation du groupe des droites européennes qui comptait alors seize députés (neuf Français, cinq Italiens, un Grec et un Irlandais du Nord). Il s'agissait donc d'atteindre trente-deux élus.

Chef de file de la liste Europe et Patrie, M. Le Pen a finalement recueilli 2 129 868 voix, soit 11,73 % des suffrages exprimés au scrutin européen du 18 juin et le groupe des droites européennes devrait être composé de vingt-deux membres (dix Français, sept Allemands, quatre Italiens et un Néerlandais). Le succès « dont se prévaux son président sortant apparaît donc très relatif ».

OLIVIER BIFFAUD.

### LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

**B**LASPHEME, l'étrange mot : il ressort d'un passé lointain, que l'on croyait révolu, et se mêle, avec son parfum d'archaïsme, au vocabulaire ordinaire de l'époque. Blasphème vient du grec et associe l'idée de nuire à celle de réputation. Cependant sa signification est surtout religieuse : « une parole qui outrage la Divinité, la religion », dit le Robert. Retenons que c'est une parole, à la différence du sacrilège, qui est un acte.

Le mot est revenu en force à la suite de l'effet produit par le film de Martin Scorsese sur le Christ et par le livre de Salman Rushdie traitant de manière très personnelle la vie de Mahomet. On n'oublie pas ce que les réactions de certains catholiques, d'un côté, et de certains dirigeants musulmans, de l'autre, ont eu d'excès, ou d'indignité, ou de violence, ou d'attitudes qui, pour être plus mesurées, n'en étaient pas moins significatives : elles traduisaient la réprobation morale du blasphème, la solidarité de confessions qui se sentent plus ou moins directement visées par le principe même de l'interpellation blasphématoire.

Comment les interpréter ? On peut voir dans cette mobilisation contre la mise en cause agressive de croyances installées et de systèmes de pensée largement partagés la marque d'une certaine fermeture, voire d'une radicalisation certaine. C'est l'analyse de Michel Surya, dans l'introduction — un éditorial, en réalité — qu'il signe en tête du dernier numéro de la revue Lignes consacré à l'état de l'irréligion. A son sens, nous subissons avec le « retour du religieux » les effets d'un lent travail qui est celui des « pensées de retour ». Il lui paraît nécessaire de réagir, et, avec une dizaine d'autres auteurs, il a bâti tout un numéro de sa revue pour « affirmer et affermir le droit qu'il y a de ne pas croire, le droit que la loi fait, en France, de rire et de jurer (des dieux et contre eux), le droit qu'a la pensée de penser à l'écart, dans l'oubli, dans l'offense ou dans le

blasphème fait aux dieux, à leurs croyants et à leurs clergés, si c'est à ce prix qu'est possible la pensée comme c'est à ce prix que furent possibles celles que nous a léguées leur liberté ».

Cette réaction n'est pas isolée, comme l'ont montré diverses prises de position, et elle va plus loin que la condamnation de toute forme de censure

### Attention blasphèmes !

dans le cas du film de Scorsese, ou de l'appel au meurtre sur la personne de Rushdie. Un autre écrivain, Orlando de Rudder, proclame, lui aussi, le droit au blasphème : « celui d'attaquer les dogmes, les fois, les religions, les rites et les croyances, les personnes divines et leurs affidés ». Cet auteur déclare avoir écrit son petit traité en situation d'urgence, car, dit-il, « une rare montée de l'intolérance, un déferlement de haine, m'ont fait peur ».

Avec la notion de blasphème, on avait oublié une longue tradition contestataire à l'égard de la religion dans l'histoire intellectuelle de la France. Aussi Cécile Romane propose-t-elle un « aide-mémoire à l'usage des intolérants ». L'auteur remonte le temps en citant quelques lignes, ou quelques pages, d'un peu plus d'une cinquantaine d'auteurs « qui se sont permis de traiter librement de la religion ». De Pierre Desproges en 1987 à Montaigne en 1581, en passant par Voltaire.

En présentant cette mini-anthologie de la contestation religieuse, Cécile Romane défend le droit de choquer, de même que Pierre Mortens, dans sa contribution à la revue Lignes, se réfère à « la capacité d'être choqué ». Prendre le risque de choquer, accepter celui de l'être, dans ses valeurs les plus enraci-

nées ou les plus sacrées, ne sont pas des manières d'être et d'agir qu'encouragent les sociétés consensuelles, où sont censés régner le sens commun, le bon goût, la mesure et le confort. Aussi bien, si la notion de blasphème retrouve du crédit, c'est, certes, par l'effet d'un retour à des formes d'intolérance archaïques, mais ce peut être, parallèlement, par commodité : pour désigner tout ce qui menace la quiétude ambiante, tout ce qui dérange l'opinion moyenne, cette nouvelle divinité.

Le rejet du blasphème et même de la polémique parce qu'ils bousculent un ordre raisonnable n'est alors que l'avant-garde des anciennes sanctions de ce que Jean Delumeau appelait la « civilisation du blasphème ». Cet historien rappelle, en présentant la dernière édition de la revue Mentalités, intitulée « Injures et blasphèmes », que, dans l'Europe chrétienne des siècles, les mises en cause du sacré étaient considérées « comme une véritable menace pour la société tout entière ».

Parmi les contributions que rassemble ce dossier historique, mais qui redonne d'actualité, on relèvera celle de Jacques Cheyrounaud sur ce « blasphème très contemporain » qu'a constitué, en 1979, l'interprétation par Serge Gainsbourg. Elle fut considérée comme une profanation donnant une image dégradante de la France : aux larmes citoyens ! « Injures et blasphèmes (les deux termes ne sont pas synonymes) constituent à n'en point douter un révélateur d'un groupe social déterminé et de ses valeurs admises et transgressées. L'historien des mentalités se doit d'utiliser un tel révélateur », note Jean Delumeau.

★ Lignes, Éloge de l'irréligion, L'Harmattan, 174 pages, 78 F.

★ Le Droit au blasphème, de Orlando de Rudder, Ramsès et Compagnie, 166 pages, 79 F.

★ De l'horrible danger de la lecture, présenté par Cécile Romane, Balland, 246 pages, 98 F.

★ Mentalités, injures et blasphèmes, Imago, 159 pages, 95 F.

### LA DANSE EN RÉVOLUTION AU GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES

4 AU 7 JUILLET - 21 H 30

UN ÉVÉNEMENT ! POUR LA 1<sup>ère</sup> FOIS EN FRANCE A L'OCCASION DE LA VISITE DE MIKHAIL GORBATCHEV

LES ECOLES DE DANSE DE L'OPÉRA DE PARIS VAGANOVA DE LENINGRAD

DIMANCHE 9 JUILLET - 21 H 30

REPRÉSENTATION EXCEPTIONNELLE DE L'ÉCOLE VAGANOVA

SPECTACLES ALAP / SPECTACLES LUMEROSO - SPTS

SOUS LE PATRONAGE DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION



LOCATION AUX CAISSES DU GRAND PALAIS, DE L'OPÉRA DE PARIS, DU THÉÂTRE MOGADOR ET PAR TÉLÉPHONE AU 48.78.75.00



## ÉDUCATION

L'informatique au secours des examens

## Bac : « délibération assistée par ordinateur »

Est-ce l'ordinateur qui, cette année, va délivrer le bac ? Au moment d'entrer dans les salles de délibération, mardi 4 juillet, certains membres du jury s'agitent.

Dans la région parisienne, on a demandé aux correcteurs de déposer leurs notes dès lundi 3 juillet, afin qu'elles soient saisies sur ordinateur par le personnel administratif. Cette rupture dans la tradition qui veut que chaque professeur arrive le jour du jury avec des notes sous le bras et « déconne » lui-même les copies suscite quelque émotion. Certains craignent que cette nouvelle procédure ne porte atteinte au secret de la correction et à la souveraineté des jurys.

Il est vrai que la procédure d'informatisation de la transmission et de l'enregistrement des notes, testée l'an dernier dans une trentaine de centres de la région parisienne, avait connu quelques ratés. Selon les responsables du service des examens et concours d'Arcueil (SIEC), ils étaient dus pour l'essentiel à une difficulté d'adaptation du logiciel aux matériels en place dans les établissements. Depuis, cet inconvénient a été gommé, et la procédure dite *« Délibac »* (délibération assistée par ordinateur) est étendue à plus de la moitié des deux cents centres d'examen parisiens en 1989. Les notes collectées lundi seront éditées et communiquées sous forme de procès-verbal, dès le mardi matin, aux présidents de jury.

## Des commissions d'harmonisation

« La délibération sera plus rapide sans être expéditive », explique M. Francis Dur, chef de division au SIEC. Les jurys seront débarrassés des travaux de secrétariat qui leur prenaient beaucoup de temps. « Pour les éviter, la saisie est faite à deux, et les jurys ont tout loisir de vérifier le procès-verbal et d'apporter manuellement les corrections nécessaires », répond M. Francis Dur, convaincu de la fiabilité et de la rigueur du système. Pour lui, la souveraineté du jury est sauvegardée, et l'anonymat des corrections pas plus en danger que dans le système traditionnel.

Les résultats du bac, proclamés mercredi 5 juillet à 8 heures, ne seront donc pas sortis tout droit du

ventre d'un ordinateur. Bien au contraire, le plus grand soin aura été apporté à l'« humanisation » des corrections. Avant même la convocation des jurys, les « commissions d'entente et d'harmonisation » créées en 1987 se sont réunies. Pour après les épreuves, des réunions d'entente ont été tenues dans les centres, afin de déterminer, en fonction des sujets et au vu des premières copies, le champ d'action des correcteurs. Puis, avant la remise des copies, lundi 3 juillet, se sont tenues des commissions d'harmonisation des notations, destinées à gommer les écarts trop discriminants d'un correcteur à l'autre.

Nagère réservé à la philosophie, ce dispositif d'harmonisation a été renforcé et étendu au français, cette année, dans la région parisienne. L'inspection pédagogique régionale avait désigné et informé spécialement des professeurs chevronnés pour la conduite de ces réunions. Pour les autres épreuves, des permanences téléphoniques ont été mises en place afin que les correcteurs puissent s'informer sur les barèmes, et éventuellement se concerter. Un tel dispositif existe depuis 1987. Mais la tentative des académies de Paris, Créteil et Versailles de doubler cette année le système par une consultation ministérielle afin de donner aux professeurs des « impressions de corrections » a échoué. Victime d'un succès de curiosité inattendu, le serveur du SIEC d'Arcueil a été rapidement saturé.

Les soucis, toutefois, n'ont pas manqué aux organisateurs du bac, à commencer par le mot d'ordre de grève lancé par le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC). Après avoir tenté — sans succès — de perturber le déroulement des épreuves de philosophie le 7 juin, ce syndicat d'enseignants a prévu une nouvelle action pour réclamer la réouverture de négociations sur la revalorisation du métier d'enseignant. Il demande notamment à ses adhérents de ne pas transmettre les notes des copies qu'ils auront corrigées avant les délibérations et de ne pas participer à ces dernières. Le ciel s'est éclairci en revanche du côté des informaticiens de l'éducation nationale, qui ont renoncé à bloquer la saisie des notes, après avoir obtenu l'ouverture de négociations.

Une incertitude demeure toutefois sur l'attitude des professeurs

réfractaires à l'informatisation : certains ont menacé de n'apporter leurs notes que le jour de la délibération et non la veille, de sorte que le traitement informatique sera impossible. M. Francis Dur met ces États d'âme sur le compte d'une mauvaise information : « Le seul inconvénient du système est d'obliger les professeurs à se déplacer deux fois, le lundi et le mardi. » Un désagrément que ne connaissent pas leurs collègues de la région Rhône-Alpes. La transmission des notes y est assurée par minitel depuis 1984. Cette solution avait été adoptée en raison de la surcharge qui menaçait l'académie d'Asphyxie. Depuis, tous les correcteurs passent par le minitel, depuis les centres d'examen ou leur domicile. « Cette année, 1,7 million de notes concernant les CAP, REP, bac et brevets des collèges ont été transmises de cette manière », précise M. Michel Hauw, chef du service des examens de l'académie. Et c'est devant un écran de minitel que siègent les présidents de jury.

La solution Rhône-Alpes n'est pas parfaite. Mais elle n'est pas encore lancée dans la gestion informatique et télématique des examens. « A Paris, la collecte des notes par minitel nécessite cinq jours pleins d'édition, regrette M. Dur. C'est pourquoi nous avons préféré, dans un premier temps, une saisie décentralisée dans chacun des centres d'examen avec repatriement ultérieur des disquettes à Arcueil. »

Le temps presse, il est vrai. La fin de la session du bac 1989 a été fixée par décret le 7 juillet au soir. Pour les candidats qui devront passer le deuxième groupe d'épreuves, l'oral débutera mercredi 12 à 10 heures, ou, dans la plupart des cas, à 14 heures.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## SCIENCES

● Report de lancement d'Arlande. Le transporteur de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, prévu samedi 1<sup>er</sup> juillet entre 2 h 14 et 3 h 49 (heure de Paris), a été reporté d'une semaine au moins en raison d'un problème technique. Quatre secondes avant l'heure H, l'un des deux bras cryogéniques, qui alimentent la troisième étape de la fusée en oxygène et hydrogène liquides, ne s'est pas écarté. Les techniciens doivent maintenant réviser les réservoirs, avant de remplacer le système défectueux, deux « plaques à cliquets ». Un incident similaire avait déjà eu lieu en mars 1988, lors du décollage de l'engin, qui avait été retardé d'une semaine.

● La grève à la Météorologie nationale. Les forces de l'ordre sont intervenues, vendredi 30 juin, pour évacuer des salariés de la Météorologie, en grève depuis trois semaines, nationale. (Le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), qui occupent les centres de l'aéroport de Roissy et de Lannion. Ces interventions ont été dénoncées par les syndicats, qui appellent les personnes requies à une grève générale de protestation dimanche et lundi, contre les méthodes policières.

● Radioactivité dans la Seine. — Les mousses aquatiques à hauteur de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine sont anormalement radioactives, a annoncé, vendredi 30 juin, la Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité (CRIRAD). Cet organisme indépendant a mesuré 4 170 becquerels par kilo sec en cobalt 60 dans ces mousses, des fontaines, soit deux fois plus qu'en mars 1988, et sept fois plus qu'en octobre 1988. Selon EDF, ce taux est sans risque. Il est normal « en période de rejets annuels autorisés », comme c'est le cas actuellement, « ce qui n'est en fait que la prolongation, pour une raison technique, de l'arrêt normal pour rechargement », qui a débuté le 22 avril sur la tranche 1 de la centrale.

● « Traitement privilégié » pour le budget de la recherche. — M. Michel Rocard a affirmé, vendredi 30 juin, que le budget civil de la recherche 1990 fera « l'objet d'un traitement privilégié ». Le crédit d'impôt-recherche, qui a représenté en 1988 « l'équivalent de 2,25 milliards de francs de moins-values de recettes fiscales », pourrait faire l'objet de mesures « susceptibles d'accroître encore le dispositif incitatif du dispositif », a indiqué le premier ministre, qui parlait lors du déjeuner annuel de l'ANRT (Association nationale de la recherche technique).

## JUSTICE

Eric Laignel acquitté par la cour d'assises du Val-de-Marne

## Le policier et sa victime

Sur sa mine torturée, sur son beau visage amaigri, sur ses larmes et son mouchoir blanc, le policier Eric Laignel a été acquitté, vendredi 30 juin, par la cour d'assises du Val-de-Marne. Après cinquante minutes de délibération, les jurés l'ont déclaré non coupable d'avoir tué d'une balle dans le dos le 31 juillet 1986 le jeune motard William Normand.

Faire le procès d'un gardien de la paix aussi exceptionnel qu'Eric Laignel était, il est vrai, surhumain. A quoi condamnait-on Laignel, enfant du Pas-de-Calais, bien élevé, bien mis, bien droit ? L'agent, le soldat, médaillé de la défense nationale, Laignel le policier compréhensif qui se préoccupe des jeunes délinquants, le « fils » courageux qui pourrait l'agresser d'une vieille dame alors qu'il n'est pas en service, le bouillant entraîneur de l'athlète de Noël du commissariat de Fontenay-sous-Bois. Le bon compagne « rend sa liberté » à son amie, compte tenu du drame qui lui arrive. L'agent le tueur qui a eu pour sa vie, qui ne voulait pas tirer, qui n'oubliera jamais et qui demande pardon. Comment lui infliger ne serait-ce qu'une peine avec sursis, pour le principe, alors que M. Henri-René Garand, son avocat, explique qu'une condamnation entraînerait le paiement des dommages et intérêts, ce qui ruinerait un homme qui a déjà tellement fait de l'ère ?

William Normand, lui, était moins irréprochable. Alors, on a fait son procès, comme s'il n'était qu'un homme, en oubliant qu'il était mort. Un procès plus simple. « Démission pure et simple », a déclaré William Normand, qui a été cet ennemi public numéro un que décrit la condamnation à mort sans jugement l'auteur de vols à l'arrache. Il a été l'assassin de la famille, M. Francis Ternaux. Les jurés n'ont pas dit oui. Mais, en ne suivant pas l'avocat général Louis Grange, qui avait réclamé une peine, une peine quelconque, avec sursis, mais une peine, sans il est vrai se résoudre à proposer un chiffre, ils n'ont pas eu plus de réponse que c'était inacceptable.

De la perquisition que la police judiciaire a couru effectuer chez

une victime dont le corps était encore sur un trottoir de Fontenay-sous-Bois, elle a ramené — effectivement — des briquets, des stylos, des calculatrices qui ont été reconnus — effectivement — par leurs propriétaires légitimes. Sur le motard mort, on a retrouvé, oui, les 6 900 francs belges, les huit billets de 100 francs français, le billet de 200 et le vieux billet de 1 000 francs italiens dérobés une heure avant à M. Maurice Maréchal. Sous la selle, on a découvert la plaque minéralogique de la moto de Normand, qui prouvait, manifestement, rouler incognito. La cour a entendu, comme témoins au procès du policier Eric Laignel, douze femmes, victimes éventuelles ou réelles de la justice. Le président Bernard Ligot a laissé se dérouler ces témoignages, sans doute nécessaires à l'édification de la justice. L'auditoire n'avait pourtant jamais eu l'air d'oublier que Laignel avait tiré seulement parce qu'il était convaincu de se trouver en présence de « l'homme à la moto », l'auteur de toutes les peines du département avec sa manière de venir les narguer avant de les laisser sur place grâce à sa Kawasaki 1300.

## « Un danger »

Mais ce procès de la victime n'est pas allé jusqu'au bout. En correctionnelle, le voleur de sacs à main William Normand aurait eu droit à certains égards. « Comparaison » mort devant les assises, il n'a pas été défendu. Au fil de l'audience, il a beaucoup été question de son bûche. De ses motivations, jamais, et de sa personnalité, rarement. On aurait bien aimé comprendre davantage, pourtant, ce prophète de la mort de vingt-quatre ans qui fabriquait des couronnes à longueur de journée et qui ne décrochait pas le téléphone pour avoir à parler à personne. Ce garçon de 101 kilos pour 1,80 m, considéré comme le petit de la famille par une mère possessive, qui, au procès, repousse durement le fils qui lui reste lorsqu'il tente de la consoler. On aurait aussi aimé savoir ce qui a poussé ce motard taciturne à venir à la rencontre du car de police le 31 juillet dans la rue du Clos-Océan, alors qu'il aurait pu facilement s'enfuir par la rue de Joinville. A se glisser dans la rue, en

sans interdit, sous le nez des policiers, dans une sorte de défi. Mais les débats ne sont pas allés au-delà des « contradictions » relevées par l'avocat général. On finissait par se souvenir que Normand n'était pas là et que le combat était inégal.

Parmi les mises en accusation menées en marge de l'intenable procès d'Eric Laignel, il y a eu aussi celle de la police. Elle n'a été qu'esquissée, mais l'avocat général, M. Louis Grange, tout en affirmant qu'il était hors sujet de juger des « symboles », a été très net. Un gardien de la paix de vingt-trois ans, a-t-il dit, doté d'une arme aussi performante que le Manurhin 357 Magnum après un stage de six mois et entraîné au tir une fois au plus par an, constitue « un danger ». La police est le seul corps à qui l'Etat confie des armes sans « prendre le soin d'en régler l'usage ». Contrairement aux militaires, aux policiers, aux gendarmes, qui relèvent de règlements précis, les policiers n'ont pour la guider que l'article 328 sur la légitime défense — lequel, selon lui, ne s'appliquait pas en l'occurrence au cas d'Eric Laignel. « On modernise la police. On donne des instruments performants. On s'en gargarise. Cela ne donne la chair de poule, a dit M. Grange. Le danger d'accident, le danger de bavure est grave. C'est un danger que l'Etat a créé. »

An bout de tous ces procès, faux et vrais, est finalement venu l'acquiescement. A la lecture du verdict, les policiers, nombreux dans la salle dans leur blouson du week-end, décorés parfois d'une petite France bleu-blanc-rouge à la boutonnière, ces policiers chargés de servir l'Etat impertinamment se sont joyeusement levés. Bruyamment, longuement, debout, ils ont applaudi. Sans attendre d'être au cas d'en face, sans l'ombre d'une gêne, ils ont applaudi pour la famille Normand. Un instant, la mère a relevé le défi et elle s'est levée pour applaudir à son tour, avec ses filles et son fils qui a crié : « Je ne suis pas mort, moi ! » Le père est resté assis.

Eric Laignel, lui, n'a pas eu un sourire, ni même un soupir. Il s'est rasé, s'est coiffé, et sa retenue n'a montré que davantage à quel point il n'est pas à sa place dans l'ordinaire de la police.

CORINNE LESNES.

Auteur du rapport administratif sur l'affaire Luchaire

## Le contrôleur général des armées Barba sollicite sa mise en disponibilité

Le contrôleur général des armées Jean-François Barba, l'auteur du rapport administratif sur l'affaire Luchaire, rédigé en 1987 à la suite de la démission de l'époque, M. André Girard, a demandé à être placé en disponibilité du corps des officiers généraux français.

Cette demande, qui correspond à un départ anticipé par rapport à la limite d'âge de l'intéressé, a été déposée il y a environ trois semaines auprès de sa hiérarchie, le chef du contrôle général des armées. Pour être effective, elle doit être formellement approuvée par le conseil des ministres, sur proposition du ministre de la défense.

Au ministère de la défense, on laisse entendre que la demande du contrôleur général Barba doit être examinée lors du conseil des ministres du mercredi 28 juin, mais qu'elle ne lui a pas encore été présentée officiellement.

Dans un entretien au *Nouvel Observateur*, M. Michel Legrand, le juge d'instruction qui vient de prononcer un non-lieu dans l'affaire Luchaire, explique que, de son point de vue, le rapport de M. Barba ne contenait que des « suppositions » et des « hypothèses ». Il estime que « cette enquête administrative tient mal la route ». Il ajoute que « le rapport Barba est un travail de commande qui a été exécuté en quinze jours », parce qu'une délégation irakienne venait alors en visite officielle en France.

L'infirmière n'était pas une « prostituée secrète »  
Vingt et une pages de droit de réponse pour un quotidien autrichien

Un journal autrichien à grand tirage, *Kronenzeitung*, a été condamné, le vendredi 30 juin, à publier un droit de réponse de vingt et une pages à la suite d'un article affirmant que Waltraud Wagner, l'une des principales suspectes de l'affaire des meurtres de l'hôpital de Linz, était une « prostituée secrète ». Ce texte, qui représente près de la moitié de la pagination moyenne du

## EN BREF

● Action directe-Lyon : condamnation à 5 555 710 F de dommages et intérêts. Au cours d'une audience civile qui s'est tenue le vendredi 30 juin au palais de justice de Lyon, la cour d'assises spéciale a condamné les cinq membres du noyau dur d'Action directe-Lyon à verser 5 555 710 F à leurs victimes. La plus grande partie de cette somme — 3 878 000 F — revient à l'Etat français, qui s'est porté partie civile après l'assassinat du général de gendarmerie Guy Delfosse, le 27 mars 1984, à Lyon. La famille du convoyeur de fonds Henri Delrieux, tué le 29 octobre 1980 à Lyon, a également été condamnée à verser 1 677 710 F. Les autres victimes ont droit à des dommages et intérêts de 100 000 F.

● Six personnes inculpées de trafic de faux billets à Marseille. — Six personnes ont été inculpées, le vendredi 30 juin, à Marseille, de falsification de documents administratifs et faux en écritures privées, usage de faux, escroquerie et rapt, après la découverte, la veille, d'une véritable imprimerie clandestine spécialisée dans l'impression de faux billets de concert, de fausses cartes d'identité, et de faux permis de conduire. Gérard Capella, quarante-huit ans, ancien imprimeur, et Marcel Marzo, quarante-sept ans, propriétaire de l'imprimerie où les policiers ont saisi les faux billets, ont tous deux été écroués à la prison des Baumettes. Deux employés de cet atelier, où ont été notamment saisis six mille faux billets pour le concert des Pink Floyd, le 18 juillet, ont également été incarcérés. Le juge M. Jean-François Garnier a décidé, en début de semaine prochaine, de l'issue d'un débat contradictoire, d'écrouer ou non les deux revendeurs présumés du réseau.

## Au tribunal de Lyon

## Ulla gagne contre Ulla

LYON  
de notre bureau régional

M. Mario-Claude Peyronnet, plus connu naguère sous le pseudonyme d'Ulla — derrière lequel elle prit, au milieu des années 70, la tête du mouvement de révolte des prostituées lyonnaises — vient d'obtenir la condamnation d'une messagerie rose qui prétendait faire de son « nom de guerre » un nom de code.

Dans un jugement rendu vendredi 30 juin, la première chambre civile du tribunal de grande instance de Lyon, présidée par M. Jean Veyre, a « fait interdiction à la société AGL et à la société Marignan-publicité de publier le nom d'Ulla par voie d'affiche et de presse et pour l'exploitation d'un service minitel ». Le défendeur de ces deux sociétés eut beau plaider que « le prénom Ulla », d'origine scandinave, est banal et qu'il est notamment porté par une récente Miss Monde, le tribunal ne s'est pas laissé convaincre par cette dérobade.

Pour les magistrats, les affiches représentant une femme nue, « à quatre pattes et dans une posture avilissante », avec, comme légende, « Je suis Ulla 36-15 », illustrent la volonté d'attirer une clientèle débauchée « d'assoir des fantasmes sexuels ». Dès lors, l'utilisation du nom d'Ulla « dans ce contexte, et au surplus dans la ville de Lyon, est de nature à créer dans l'esprit du public une confusion », compte tenu de son « importante notoriété » acquise à travers un « combat qui n'était pas contraire aux bonnes mœurs ».

Le tribunal, qui a déféré l'exécution dans un délai d'un mois, a imposé aux deux sociétés une astreinte de 500 francs par jour de retard, les condamne en outre, solidairement, à verser 50 000 francs de dommages et intérêts à la plaignante et aux frais de justice. Celle-ci, quinze ans après avoir pris la tête d'une croisade « pour le droit à la dignité des femmes », dirige en Haute-Loire un centre équestre accueillant des enfants en difficulté.

R.B.

## MÉDECINE

## Une étude américaine sur la nocivité des cigarettes dites « légères »

Une vaste étude menée aux Etats-Unis par des médecins de la Boston University School of Medicine vient de démontrer que les cigarettes dites « légères », à faible teneur en nicotine, de goudron et de monoxyde de carbone, sont, en tout cas, du point de vue de leurs effets secondaires sur l'appareil cardio-vasculaire, aussi nocives que les cigarettes normales. Pour un risque de 1 chez les non-fumeurs, le risque d'infarctus du myocarde chez les fumeurs de cigarettes normales est de 4,2, et il est de

4,7 chez les fumeurs de cigarettes légères.

Cette étude, menée sur neuf cent dix femmes hospitalisées après un infarctus du myocarde, a d'autre part permis de confirmer que le risque d'infarctus augmente avec le nombre de cigarettes fumées quotidiennement, que ce risque est élevé même chez les gens qui ne fument que quelques cigarettes par jour, mais, que, en revanche, il diminue fortement quelques années après l'arrêt complet du tabac.

Dans un editorial accompagnant la publication de cette étude, le *New England Journal of Medicine* (1) souligne le risque qu'il y a, par de vastes campagnes de publicité, à encourager le public à consommer des cigarettes légères. Ces campagnes, souligne l'hebdomadaire médical, ont un impact important, notamment auprès des femmes. Inutile, donc, de tergiverser : le seul moyen de contrebalancer les effets nocifs du tabac est d'arrêter de fumer.

F. N.

(1) Daté du 15 juin.

**MERCREDI (numéro daté JEUDI)**

**LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER**

**Le Monde**

كتاب النحل



# Société

## Rencontrant à Cambo-les-Bains les élus locaux MM. Joxe et Chérèque proposent un ensemble de mesures pour le Pays basque

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, et le ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire, M. Jacques Chérèque, ont rencontré vendredi 30 juin, à Cambo-les-Bains, les maires des cent soixante-sept communes du Pays basque français. Plusieurs conseillers généraux, sénateurs, députés nationaux et européens, ont participé à cette réunion au cours de laquelle les deux ministres ont, au nom du gouvernement, avancé différentes propositions d'ordre culturel, financier et administratif.

BAYONNE  
de notre correspondant

Lors de deux précédentes visites en Pays basque (le Monde des 18 décembre 1988 et 15 février 1989), M. Pierre Joxe s'était entretenu avec des responsables culturels, économiques et avec les représentants des partis nationalistes. Cette fois, il s'agissait d'engager avec les élus « un dialogue

constructif visant à définir une politique régionale pour le Pays basque tant sur le plan de la culture que sur celui de l'économie ». D'où la présence à ses côtés du ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions.

Concernant l'enseignement de la langue basque, revendication première du mouvement culturel, M. Joxe a souligné la rapidité avec laquelle son collègue de l'éducation nationale a su débloquer cinq postes pour l'enseignement public, créer un DEUG de basque et engager le recrutement des enseignants des ikastolas (écoles privées en langue basque). Il a invité les maires à adhérer au projet de Jack Lang de création de deux centres culturels, l'un de type classique comme il en existe dans chaque grande ville, l'autre dédié exclusivement à la culture basque. L'Etat, la région Aquitaine et l'assemblée des élus basques regroupés en SIVOM seraient associés à sa gestion.

Mais point de développement culturel sans développement économique. C'était le sens de la venue de M. Chérèque, qui devait exposer toute une série de mesures visant au désenclavement du Pays basque essentiellement dans sa partie

rurale. Outre les projets retenus dans le cadre du projet de plan entre l'Etat et l'Aquitaine (21 millions de francs pour la pêche et l'extension des ports d'Hendaye et de Saint-Jean-de-Luz, 100 millions pour le tourisme, 13 pour la formation professionnelle, 11 pour l'enseignement supérieur, 83 pour les aménagements routiers), le programme intégré méditerranéen (PIM) devrait financer quatre navires de pêche pour la côte basque, aider, grâce au FEDER, à la construction ou à la modernisation d'équipements touristiques, relier par voie rapide Maillou à l'aéroport Pau-Bayonne et soutenir l'élevage en montagne. Enfin, le ministre a assuré que l'Etat envisageait sérieusement le prolongement du TGV Atlantique jusqu'à Hendaye, l'équipement « tout temps » de l'aéroport de Biarritz et la création d'une ligne aérienne supplémentaire Biarritz-Roscoff.

### Une instance régionale

En conclusion à toutes ces mesures, les deux membres du gouvernement ont insisté sur la nécessité impérieuse de la participation des élus basques à la mise en place d'une instance propre à leur région

que ne prend pas en compte le département des Pyrénées-Atlantiques, puisque celui-ci englobe à la fois le Pays basque et le Béarn. Cela constituerait une solution à la revendication fort ancienne d'un département basque, soutenue en 1981 par le Parti socialiste et abandonnée par la suite par Gaston Defferre. Ce conseil de développement, dont la composition resterait à déterminer mais qui pourrait associer élus, socio-professionnels et représentants du monde culturel, serait l'interlocuteur des pouvoirs publics sur les grands dossiers intéressant cette région. En 1982, le gouvernement avait chargé les conseillers généraux des Pyrénées-Atlantiques de mettre en place ledit conseil. Mais craignant peut-être de perdre ainsi une partie de leurs pouvoirs, ceux-ci s'étaient opposés à l'entrée en vigueur du projet. Aujourd'hui, le ministre de l'intérieur préfère s'adresser aux maires des communes pour constituer une telle instance. Et si sa proposition subissait le même sort que le projet Defferre ?

« L'Etat ne fera pas la main de personne », a répondu Pierre Joxe, et le gouvernement a les moyens d'accorder ses crédits à des régions qui veulent s'en servir. »

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

# Communication

## Les Länder allemands donnent leur feu vert au projet de chaîne culturelle franco-allemande

Les chefs de gouvernement des onze Länder (États régionaux) d'Allemagne fédérale ont approuvé, jeudi 29 juin, à l'unanimité et en présence du chancelier Helmut Kohl, la création d'une chaîne culturelle franco-allemande. Dans une résolution en trois points, les ministres-présidents ont décidé la mise en place d'un groupe de travail chargé d'étudier les conditions de lancement — prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 1990 — de la future chaîne et se sont mis d'accord sur son financement. Pendant trois ans, ils affecteront exceptionnellement à ce projet 120 millions de deutschemarks par an (405 millions de francs), la France apportant de son côté une somme équivalente. Puis, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, le financement de la chaîne sera assuré par une hausse de la redevance en RFA (cette taxe s'élève actuellement à trois euros par foyer).

Ce feu vert des Länder met fin aux incertitudes qui planaient sur l'avenir de ce projet créé aux termes d'un accord de principe signé, lors du cinquante-deuxième sommet franco-allemand en novembre 1988, entre le chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand. Pendant plusieurs mois en effet, Länder du Nord et du Sud, Länder sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens, ont laissé entrevoir leurs intérêts divergents. L'organisme de droit français qui gèrera la chaîne — dans laquelle doit se fonder la SEPT française — aura son siège à Strasbourg, et devra s'ouvrir à terme à de nouveaux partenaires. Les télévisions belge et suisse notamment sont déjà sur les rangs.

En attendant son ouverture à d'autres partenaires, la SEPT, diffusée par le satellite TDF 1, étend peu à peu son auditoire potentiel — les abonnés au câble parisiens ainsi que ceux des réseaux Boulogne, Neuilly et Levallois peuvent recevoir la chaîne depuis le 30 juin.

## L'insolente vitalité des journaux gratuits

La presse gratuite affiche une éternelle jeunesse. Les 570 journaux de petites annonces et de publicités locales qui inondent chaque semaine les boîtes aux lettres de leurs 40 millions d'exemplaires représentent en 1988 un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de francs (17 % de croissance par rapport à 1987). Les recettes publicitaires de ce média ont progressé de 106 % en quatre ans.

La source de jeunesse de la presse gratuite, c'est le marché publicitaire local qui ne cesse de croître : les hyper et supermarchés, les petits commerçants, les agences immobilières et les concessionnaires automobiles constituent un fort potentiel d'annonces qui se traduit aux « gratuits » (20 % à 30 %), à la presse quotidienne régionale (25 % à 35 %), aux prospectus et à l'affichage. Les petites annonces ne représentent cependant que 15,1 % des recettes des gratuits, alors qu'elles se sont fortement développées dans la presse nationale.

Le paysage de la presse gratuite s'est profondément transformé en 1988. Restructurations, fusions et rachats ont abouti à une forte concentration.

Les douze plus grands quotidiens régionaux (Ouest-France, Sud-Ouest, le Montagnard, etc.) éditent 14 millions d'exemplaires. En 1988, les régionaux ont renforcé leur position sur l'échiquier de la presse gratuite, afin de ne pas laisser échapper cette manne publicitaire. Le « danger minitel » semble écarté, il s'agit pour eux de dompter les gratuits. Cette année, le groupe l'Indépendant-Midi Libre et la Voix du Nord se sont ainsi associés à la COMAREG (Compagnie pour les marchés régionaux), premier groupe d'édition de la presse gratuite en France et en Europe.

Grâce à l'appui de son partenaire Havas (qui détient 52 % du capital), la COMAREG, qui diffuse en 1989 12,6 millions d'exemplaires (soit 1,5 million de plus qu'en 1988), a pris le contrôle de plusieurs petits groupes comme Atlantique-Annonces (La Rochelle) ou Inter 59 (Roubaix, Tourcoing, etc.) et occupe un quasi-monopole sur la région Rhône-Alpes, l'Est et le Nord-Pas-de-Calais.

Qu'est-ce que la presse gratuite ? C'est, en fait, un média qui dispose d'imprimeries et de services de distribution intégrés, devraient bientôt entrer en Bourse : c'est le cas de la COMAREG et du groupe SPIR (Provence-Côte d'Azur, Roussillon et Haute-Normandie). Face à ces grandes bastilles, les petits éditeurs indépendants mènent un combat zone par zone et ville par ville, comme le groupe Telex à Sarreguemines et à Forbach, qui vient de s'enrichir d'une édition à Saint-Avold ou à Paris. Service qui vient de s'étendre à la rive droite de la capitale.

A.-E. A.

## En rachetant les actions détenues par La Grande Chaudronnerie lorraine Le groupe Cora-Revillon prendrait le contrôle de « l'Est républicain »

M. Gérard Lignac, PDG de l'Est républicain, a indiqué, le 30 juin, à son comité d'entreprise que le groupe Cora-Revillon venait d'acquiescer les parts du quotidien de Nancy appartenant à M<sup>me</sup> Marguerite Puh-Demange et à M. Claude Puh, respectivement PDG et directeur général du *Republicain lorrain*. Si la cession de ces actions était confirmée, le groupe Cora-Revillon, qui contrôle les Éditions mondiales, deviendrait le premier actionnaire de l'Est républicain puisque détenu déjà par l'intermédiaire des Fonderies de Tréveray et de ses alliés, environ 24 % du journal. M. Lignac, PDG du quotidien, n'en démentit pas qu'environ 30 % de ses actions soient détenues par M. Lignac, à l'opposé par tous les moyens à cette cession qui, parce qu'elle donne le contrôle d'un quotidien régional à la première entreprise commerciale de cette région, porte une grave atteinte à l'indépendance de la presse.

## EN BREF

● Radio-Orient à Londres. — Ayant obtenu le feu vert de l'organisme britannique ad hoc (Cable Authority), la station privée française arabo-islamique Radio-Orient, émettant à Paris depuis plusieurs années, diffuse désormais ses programmes en français et en arabe à partir de Londres. Elle y ajoutera, à la rentrée, des émissions en anglais. La licence accordée par les Britanniques est valable pour tout le Royaume-Uni. Proche de certains milieux saoudiens, Radio-Orient est dirigée par un journaliste franco-libanais, Raghib El Chamma. Selon celui-ci : « C'est la première fois qu'une station privée de droit français est autorisée à émettre en Angleterre. »

● Antenne 2 et l'INA décernent la bourse Jean-D'Arcy. — La bourse Jean-D'Arcy est un hommage au pionnier de la télévision française — est décernée chaque année à un jeune journaliste se destinant à l'audiovisuel, et terminant l'une des sept formations reconnues par la convention collective des journalistes. La lauréate de ce concours (qui mettait en compétition seize candidats) est cette année M<sup>me</sup> Véronique Gagliardi, diplômée du CELSA. Elle effectuera un stage de trois mois à la rédaction d'Antenne 2, dans la perspective d'un recrutement. TF 1, qui organisait cette bourse depuis son origine en 1984, n'ayant pas souhaité poursuivre cette action, Antenne 2 et l'INA ont repris cette initiative à leur compte.

## SPORTS

## TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne Sanchez dans l'arène des grandes

Excepté la championne en titre Steffi Graf (n° 1) et la jeune Yougoslave Monica Seles (n° 11), les autres têtes de série des championnats de Wimbledon ont été à la peine vendredi 30 juin.

Martina Navratilova (n° 2), qui tente de porter à neuf le record absolu de victoires en

simple, a bataillé trois manches contre une qualifiée australienne de dix-neuf ans, Kristine Radford; Natalia Zvereva (n° 9) a été éliminée par la Suédoise Catarina Lindqvist; et la dernière championne de Roland-Garros, Arantxa Sanchez, a dû sauver deux balles de match contre l'Italienne Raffaella Reggi.

Reggi. Une partie qui tournait mal pour l'Espagnole. Elle courait, elle tapait de tout son corps. Mais c'était comme si elle était devant son miroir. L'Italienne courait tout autant, et frappait de même. Avec plus de rage peut-être, l'impact à tout propos des jambes à l'arrêt, les coups de garde. Bref, c'était un combat féroce, sans trace de grâce, tout de hargne et de sueur.

Et à ce jeu Reggi semblait la plus forte. Elle servait d'ailleurs pour le match : 40-15. Que pouvait faire Sanchez? La logique aurait voulu qu'elle ne prit pas de risque, qu'elle attendît que Reggi fit la faute dans l'échange, qu'elle jouât la prudence sinon la poulie. Mais que connaît cette polka de nerfs, la brumette dynamite de Barcelone?

En fait, Arantxa n'est pas le temps de réfléchir à ce qu'elle allait faire. Le coup sorti de sa raquette presque par réflexe, parce qu'il lui est naturel : une amortie! Au lieu d'une balle à trajectoire d'obus, c'était une feuille morte qui allait s'écraser derrière le filet. Reggi s'attendait à tout, sauf à cette « carotte ». Elle bondit de la ligne de fond comme Florence Griffith lors de la finale du 100 mètres olympique à Séoul. Peine perdue. Elle avait gâché sa première balle de match.

Le rush qu'elle dut alors faire avait épuisé toutes ses réserves physiques et nerveuses? Raffaella Reggi baissa la tête pour ne pas voir

sa dixième chance de victoire être soufflée comme une chandelle par le courant d'air : elle était à 3 mètres de la balle que Sanchez venait de frotter de toutes ses forces. Une nouvelle fois, l'Espagnole avait pris un risque fou, alors que la sagesse aurait voulu qu'elle n'en prit aucun.

Aurait-elle eu ce culot si elle n'avait pas gagné Roland-Garros, si, porte d'Antenit, elle ne s'était pas trouvée exactement dans la même situation (5-3 au troisième set service adverse à venir)? Il y a gros à parier que non. Cette audace est l'apanage de ceux et de celles qui ont dépassé leurs limites, qui ont outrepassé leurs émotions. Et Reggi n'a jamais été dans cette position.

### Les résultats

● Deuxième tour. — Van Rensburg (Af. Sud, 28) b. Laurenden (Can, 105) 3-6, 7-6 (7-3), 6-2, 6-2; Svensson (Suède, 30) b. Limberger (Aut., 136) 6-4, 6-3, 7-6 (7-1); Fitzgerald (Aus., 41) b. Leventisier (EU, 97) 4-6, 6-3, 3-6, 6-3, 6-4; Stoltenberg (Aus., 119) b. Camporese (It., 52) 7-6 (7-4), 6-2, 1-6, 6-3; CHANG (EU, 9) b. Agnelli (EU, 27) 4-6, 6-2, 6-1, 7-5; Schapery (PB, 78) b. Gomez (Equ., 29) 2-6, 7-6 (7-3), 7-5, 3-6, 6-3; S. Davis (EU, 84) b. Szabo (RFA, 32) 7-6 (7-4), 6-2, 6-4; RIBERG (Suède, 3) b. Woodbridge (Aus., 236) 6-4, 6-4, 1-6, 7-6 (7-5); Fite (EU, 146) b. Nijssen (PB, 117) 6-4, 2-6, 1-6, 7-6 (7-5), 15-13.

● Troisième tour. — Lundgren (Suède, 16) b. Fite (EU, 146) 6-2, 6-7 (3-7), 6-3; Goldie (EU, 47) b. Masur (Aus., 48) 7-6 (7-3), 7-6 (7-1), 3-6, 7-6 (7-5); LENDI (Tch., 1) b. Corbelli (Esp., 137) 7-6 (7-2), 6-4, 6-2; Zvonozov (You., 59) b. MERIC (Tch., 10) 6-7 (2-7), 6-1, 7-5, 6-3; KRICKSTEIN (EU, 15) b. Kuhn (RFA, 49) 4-6, 6-3, 6-3, 6-2; Chamberlain (EU, 85) b. Fulwood (GB, 260) 3-6, 7-6 (7-2), 6-4, 6-2; BECKER (RFA, 2) b. Gummerson (Suède, 56) 7-5, 7-6 (7-1), 6-3; Shiras (EU, 139) b. CURREN (EU, 17) 4-6, 6-3, 5-7, 7-6 (6-6), 6-3.

## RUGBY : la Nouvelle-Zélande bat la France 34-20

### La défaite et le doute

L'équipe de France de rugby s'est inclinée (34-20), samedi 1<sup>er</sup> juillet à Auckland (Nouvelle-Zélande) lors de son second test match face aux All Blacks. Cette défaite logique confirme l'échec de Jacques Fouroux qui n'a pu constituer un nouveau groupe en prévision de la Coupe du monde en 1991.

Jacques Fouroux affiche la mine rongée des mauvais jours. Des jours de défaite et de doute. Blotti dans l'anonymat d'une tribune du stade d'Auckland, l'homme de terrain du XV de France a beau retourner le problème dans tous les sens, le trituer comme un ballon au cœur de la mêlée, rien n'y fait. Le constat reste le même. La tournée de l'équipe de France en Nouvelle-Zélande a été un échec. Parti pour les antipodes en quête de certitudes à deux ans de la Coupe du monde, il en revient plus inquiet.

La défaite concédée samedi 1<sup>er</sup> juillet lors du second test match face aux All Blacks (34-20) n'a fait que multiplier le nombre des problèmes qu'il lui reste à résoudre. Car autant la première défaite (25-17), samedi 17 juin à Christchurch (le Monde daté 18-19 juin) avait laissé bien des espoirs, après une superbe seconde période française, autant celle d'Auc-

kland ne laisse planer aucun doute sur la supériorité des « Blacks ».

Bien sûr, les Français ont été courageux, résistants physiquement à la puissance de leurs adversaires tout de noir vêtus. Bien sûr, Serge Blanco a réussi quatre coups de pied de pénalité, se montrant ainsi beaucoup plus efficace que les trois-quarts agendis, Philippe Bérat, quinze jours plus tôt. Bien sûr, Marc Couillon et Philippe Rougê-Thomas ont inscrit deux essais méritoires. Mais tout cela n'a fait qu'entretenir l'illusion. Comme pour bien prouver le côté « trompe l'œil » de ces subterfuges, les Néo-Zélandais se sont employés à riposter par des coups d'accroché époustouflants de talent et d'énergie, qui ont fini par épuiser les Français.

### Le physique plutôt que la technique

Surtout, comme cela a souvent été le cas ces dernières années, l'équipe de France a, une nouvelle fois, largement contribué à sa propre défaite. Jacques Fouroux persiste en effet à demander à ses joueurs de privilégier le physique au détriment du technique, à préférer le poids au talent, bref à jouer contre nature. Et du talent il en est. Ils l'ont prouvé à plusieurs reprises face au Néo-Zélandais. Mais ils sacrifient dans

ce combat « d'hommes » tout leur potentiel de l'incendie. A force de ruser dans d'obscures luttes d'avants, ils en oublient leurs qualités premières, celles du rugby d'instinct, du jeu en mouvement que la presse néo-zélandaise qualifie de « french flair ». Et toute la différence avec les « Blacks » est bien là. Car les Néo-Zélandais, eux, sont capables d'enchainer la plus acharnée des mêlées, le plus musclé des regroupements, et une série de cinq ou six passes menant à l'essai. Les Français en sont incapables. N'ont-ils pas attendu la dernière minute de jeu pour aligner enfin quatre passes consécutives?

Une telle situation a de quoi inquiéter. Surtout lorsque l'on se souvient des trois essais du premier test ou de la dernière finale du championnat de France remportée par Toulouse sur Toulon, 18-12 (le Monde du 30 mai). Seulement voilà : Jacques Fouroux s'obstine. Un seul joueur ayant participé à la finale, le Toulonnais Philippe Rougê-Thomas, était présent sur le terrain.

Mais sur ce même terrain, les Néo-Zélandais ont également pu retrouver de vieilles connaissances : les groupards du rugby français que sont Rodriguez, Garret, Ondarts ou Condon. Une nouvelle fois, Jacques Fouroux avait fait appel à sa vieille garde. En privilégiant ainsi l'expé-

rience sur la nouveauté, il avait déjà à moitié reconnu l'échec de sa tournée. A l'origine, le but du voyage était en effet de constituer un groupe nouveau en prévision de la prochaine Coupe du monde, d'incorporer de jeunes joueurs. Certains, comme le troisième ligne dauphin Olivier Roumat, le demi d'ouverture toulonnais Philippe Rougê-Thomas ou le talonneur dauphin Dominique Boute, ont effectué des débuts satisfaisants, mais aucun ne s'est véritablement imposé.

Jacques Fouroux revient donc de Nouvelle-Zélande avec autant, si ce n'est plus, de points d'interrogation qu'avant son départ. Quatre victoires (contre des sélections régionales...), quatre défaites (dont deux tests) et bien peu de satisfactions en dehors de vingt minutes de beau jeu lors du premier test. Le public néo-zélandais, lui, n'a sans doute pas retrouvé le XV de France de Jean-Pierre Rives victorieux à Auckland le 14 juillet 1979 (19-24).

Quant aux « Blacks », qui n'ont pas eu à forcer leur talent pour s'imposer, se trouvent renforcés dans leur position de champions du monde, et l'on voit mal comment les Français, surtout s'ils persistent dans la voie du muscle, pourraient contester cette suprématie à l'automne prochain, lors de leur venue en France pour une tournée « revanche ».

Ph. Br.







DANSE

La version Nijinski du « Sacre du printemps »

Les battements du cœur de la terre

Grâce au Festival de Grenade on a pu voir en Europe l'étonnante reconstruction d'un chef-d'œuvre que l'on croyait perdu. Nijinski fut bien le premier chorégraphe moderne de ce siècle.

Stravinski, qui était une peau de vache, n'a pas contribué à tailler une bonne réputation à Nijinski chorégraphe. Dans *Chronique de ma vie*, il parle de l'« inconscience » avec laquelle Nijinski monta le *Sacre du printemps*, de son incapacité à s'assimiler et d'appropriation des idées révolutionnaires de Diaghilev, de son « impuissance » à rendre d'une façon intelligible l'essence de la danse sacrée qui terminait l'œuvre et qu'il compliquait « par maladresse ou manque d'entendement ».

La langue s'aggrave encore dans *Souvenirs et commentaires*. « Nijinski ne connaissait pas son alphabet musical. Il ne comprenait jamais les mètres en musique et il n'avait pas un sens bien assuré du temps. On peut donc imaginer le chaos rythmique que fut le *Sacre du printemps* ». Il faut dire aussi que Stravinski avait ses propres conceptions chorégraphiques : « Dans les Dances des adolescents, j'avais imaginé une rangée de danseurs presque immobiles : Nijinski en fit un grand match de sauts ».

La création du *Sacre du printemps* par les Ballets russes, le 29 mai 1913 au Théâtre des Champs-Élysées, déclencha un scandale historique que plusieurs témoins ont raconté. Humiliements, injures, hulements, sifflets, gifles, pugilats, et la vieille comtesse de Pourtalès debout dans sa loge, le diadème de travers, toute rouge, criant que c'était la première fois qu'on osait se moquer d'elle. Pendant ce temps, Nijinski, debout sur une chaise en bois, vociférait des comptes que les danseurs n'entendaient pas.

Bien sûr, la rupture entre Diaghilev et Nijinski, dont les ballets furent retirés de l'affiche. Lorsqu'on voulait reprendre le *Sacre* en 1920, personne ne se souvenait plus de la chorégraphie et Diaghilev commanda une nouvelle version à Massine. Prétendu à une longue série de versions du *Sacre* : quarante à ce jour, dont celles de Maurice Béjart, John Neumeier, Fina Banchi, Sola Balanchine, pourtant familier avec tout l'œuvre de Stravinski, n'y toucha jamais. Il affirmait qu'on pouvait danser sur toutes les musiques de toutes les époques, excepté sur le *Sacre du printemps*. Pourquoi ?



« Parce que tout est dans la musique, inutile d'en rajouter. »

Il se trouva pourtant un homme pour ne pas se résigner à la disparition de la chorégraphie de Nijinski. C'était l'américain Robert Joffrey, directeur jusqu'à sa mort, l'an dernier, de la troupe de ballet qui porte son nom. En 1956, il va voir à Londres Marie Rambert, qui fut l'assistante de Nijinski précisément pendant les répétitions du *Sacre*. La vieille Rambert lève les bras au ciel, répond que seul un historien pourrait tenter la tâche impossible d'une reconstruction. Joffrey trouva une historienne : Millicent Hudson, étudiante à Berkeley. Il la persuada de faire sa thèse sur le *Sacre* perdu.

Pendant sept ans, elle va traquer à travers le monde, dans les musées, les bibliothèques, les collections privées, tout ce qui peut ressembler à un croquis, une photo, une description du *Sacre*. Elle découvre des cahiers de notes où les rythmes étaient indiqués pour les danseurs. Elle soumet à la question une

dizaine de survivants des Ballets russes. Pendant ce temps, son mari, Kenneth Archer, se livre au même travail de détective pour retrouver les costumes et les décors de Nicolas Roerich.

Au bout de sa longue quête, Millicent Hudson est en mesure de dessiner, un par un, tous les mouvements du *Sacre*. Et le Joffrey Ballet ressuscite le « trésor perdu » le 30 septembre 1987, à Los Angeles. Grâce à la poigne de fer de sa fragile directrice Maricarmen Palma Claudin, le Festival de Grenade a pu le faire venir pour deux représentations — sans les décors, hélas ! impossibles à accrocher dans le théâtre de verdure aménagé dans les jardins du Généralife. Signaux au passage que Grenade présente aussi, jusqu'au 2 juillet, une passionnante exposition, dans la Vicence Garcia-Marquez sur les Ballets russes et l'Espagne.

Selon Gerald Arpino, actuel directeur du Joffrey Ballet, ce *Sacre* est à 92 % du pur Nijinski, les 8 % restants étant le plâtre avec lequel on remplace les morceaux man-

quants d'un vase grec. Il convient de rester prudent devant toute « reconstruction ». Mais devant l'évidence d'un chef-d'œuvre qui nous stupéfie et nous bouleverse, de deux choses l'une : ou Nijinski est bien là, et il avait du génie, ou c'est Millicent Hudson qui en possède, et elle doit de toute urgence se consacrer à la chorégraphie. Options pour l'hypothèse Nijinski.

Le *Sacre du printemps* est soustrait à « Tableaux de la Russie peinte en deux actes ». L'argument très simple imaginé par Stravinski et Roerich met en scène une tribu primitive se livrant à des rites de fertilité. La première partie est « l'Adoration de la Terre » : danses d'allégresse, simulacres de combat, entrée d'un vieux sage à barbe blanche soutenu par deux anciens. La deuxième partie, « le Sacrifice », montre l'élection d'une jeune vierge offerte au dieu Soleil : elle doit danser jusqu'à la mort.

Danseur virtuose et danseur classique, Nijinski refuse ici toute virtuosité et tout code classique : ses paysans russes sont de tout leur poids sur le sol, peaux et vêtements tournés en dedans, coudes cassés, poings fermés. Il dessine des rondes asymétriques (de trois, de cinq ou de neuf danseurs) qui se fondent les unes dans les autres et se reforment, occupant l'espace avec fluidité. Il choisit un vocabulaire de base dont il ne s'écarte guère : piétinements, trépidations, sauts de profil avec les jambes repliées, tête de face. Sa chorégraphie a la violence tellurique de la partition de Stravinski, où l'on entend battre à grands coups le cœur de la Terre. Sa jeune Elise est poignante, qui reste longtemps paralysée de terreur avant de se livrer à sa danse mortelle.

Ample tunique blanche ou rouges brodées, hauts bonnets bordés de fourrure, lambris rouges croisés sur les jambes, bandes d'or sur les fronts des filles aux longues tresses, les costumes de Roerich sont d'une beauté à tomber raide, et plus beaux encore lorsqu'on a le privilège de les examiner de près : ils sont en soie sauvage, leurs broderies sont toutes différentes, et certains détails — c'est le luxe suprême — sont à peu près invisibles de la salle, comme les dessins baroques sur les chaussons ou les pantalons bouffants cachés sous les tuniques.

Au lecteur averti, il est temps de donner la mauvaise nouvelle. Le Joffrey Ballet aurait dû venir avec ce *Sacre du printemps* à Paris, l'hiver prochain, dans le cadre du Festival international de danse. Sa venue vient d'être annulée. Faute d'argent. SYLVIE DE NUSSAC.

MUSIQUES

« Fraternités plurielles » d'Alain Savouret, à Fontainebleau

La Révolution au château

Harmonies, batteries-fanfars, chorales constituées, enfants des écoles... Les 514 municipalités de Seine-et-Marne se sont mobilisées autour d'un projet fraternel d'Alain Savouret. Manière de célébrer la Révolution, au château de Fontainebleau, sur le thème rousseauiste de la « volonté générale ».

Combien seront-ils exactement au bout du compte ? Quinze chorales, dix-sept harmonies, seize batteries-fanfars, quatre cent cinquante enfants des écoles, un dernier rassemblement. Cela pour le quartier des amateurs. Car l'armée des professionnels réunira l'ensemble du Conservatoire de Paris, le Concert royal de Meaux, l'Orchestre de Fontainebleau... Pourquoi, d'ailleurs, parler de camps ? L'idée de cette célébration orphéonique à l'occasion du Bicentenaire est celle d'un grand rassemblement de toutes les forces musicales d'un département (77 : Seine-et-Marne, à l'est de la capitale).

Annexer pour l'occasion le château de Fontainebleau n'a pas semblé antirévolutionnaire aux organisateurs, bien au contraire. Mais, comme plus de dix mille personnes sont attendues pour le concert qui clôturera cette grande soirée de musique à ciel ouvert, un plancher de bois recouvrira la pelouse de la cour du Cheval-Blanc, pour éviter le suicide des jardiniers... Pour en finir avec l'horticulture, précisons que la soirée débutera à 19 heures par la remise symbolique d'un Arbre de la liberté aux cinq cent quatre-vingt municipalités du département. Ce n'est qu'en novembre — mois des semailles — que le symbole deviendra réalité : cinq cent quatre-vingt gringols bilobes (arbre incroyable, sain et mystique) seront alors plantés dans ces terres babiloniennes.

Tout différencie cette célébration des défilés, spectacles laser, son et lumière, que la France attend en juillet : l'esprit (s'approcher au plus près de l'esprit des fêtes révolutionnaires), la durée.

Tout a commencé — inespéré ! — par la bonne entente d'un administrateur et d'un créatif. C'était dans les Landes. Pierre-Marie Cuny y était alors délégué départemental à la musique. Alain Savouret, compositeur (de musique électroacoustique, officiellement) avait quitté les rives plus ou moins dorées de la musique savante pour instrumentaliser pour se lancer dans la mobilisation des amateurs et semi-amateurs locaux autour d'un projet à long terme. Ce fut le *Roi Arthur*, né dans les écoles d'un PAE (projet d'action éducative) et auquel participa, par exemple, un groupe de musique gasconne.

Nommé à l'ADAM de Seine-et-Marne, Pierre-Marie Cuny se souvient de Savouret lorsqu'il s'agit de coordonner les fêtes républicaines de l'ensemble du département. Un troisième homme se joint à eux : un agrégé d'histoire, chercheur au CNRS, spécialisé dans l'archéologie par photos aériennes, les idées sur la Révolution ne sont pas précisément celles de François Furet. Gérard Chouquer — c'est son nom — établit un « corpus » de citations, de Chateaubriand à Saint-Jest et de Ledoux à Robespierre. Savouret y met sa musique, accessible, lisible, par l'armée énumérée ci-dessus.

« Fraternités plurielles », les vingt minutes de célébration chorale et orphéonique résultant de cette collaboration à trois, s'intercalera entre la *Symphonie funèbre et triomphale* de Berlioz et, dans la transcription du même, l'indivisible *Maryse*. Il y aura aussi des *Ombres et lumières* sur la cité et autres *Aubades* d'enfants dans le jardin de Diane. En tout, près d'un an et demi de travail auprès d'interprètes dispersés, dispersés aux quatre coins du département et au savoir musical pour le moins inégal.

« Pourquoi il y avait mobilisation civique à la veille du Bicentenaire ? Notre réponse est ce projet d'action culturelle, dit Alain Savouret. Tout

le contraire d'un « coup » médiatique : une sorte d'utopie en temps réel dont les répercussions, auprès des conservateurs et des harmonies enfin réconciliés, devraient se faire sentir à long terme. Nous avons joué franc-jeu avec le conseil général, qui, pourtant, politiquement ne se situe pas précisément de notre côté. Il nous a donné une carte blanche absolue. Cette opération fera, je l'espère, jurisprudence. Elle m'a permis, pendant près d'un an et demi, de travailler sur le terrain et de recevoir comme salarié 10 000 F par mois. Une véritable commande-mission ainsi que Maurice Fleuret les concevait, en 1981. Sauf que l'Etat est incapable de les assurer aujourd'hui ».

Personnellement, je trouve important de démontrer que l'on peut faire de la musique très savante avec des musiciens tout à fait amateurs. L'essentiel est de les laisser dans leur rôle, avec leur son particulier, comme des personnes dans une action théâtrale. Les conservatoires recrutent plutôt dans la bourgeoisie, les harmonies et fanfares municipales dans la prolétariat. Il était important d'opérer une liaison entre ces deux milieux traditionnels et éloignés l'un de l'autre : la qualité musicale des harmonies pourrait ainsi progresser, et les conservatoires s'habituer à une pratique sociale de la musique.

Cette pratique sociale, personnellement, m'a beaucoup manqué. Certes, il m'est indispensable de pouvoir m'isoler six mois dans un studio pour signer une œuvre qui m'appartienne. Mais j'ai l'impression que le « compositeur de musique contemporaine », tel qu'il travaille aujourd'hui, est un pur produit de la bourgeoisie. Un compositeur qui ne participe à la vie musicale d'une localité, j'ai trouvé dans la musique du passé la confirmation de mes intuitions : au onzième siècle, les compositeurs s'employaient à rendre harmonieux des éléments conflictuels, qu'il s'agisse de textes écrits en latin d'églises ou de textes profanes ou de textes cochons. Il s'agit peut-être aujourd'hui, comme l'écrit Valéry, d'entrer dans l'avenir à reculons. »

ANNE REY.  
★ Célébration orphéonique à l'occasion du Bicentenaire : samedi 1<sup>er</sup> juillet, à partir de 17 heures, palais de Fontainebleau. Tél. : 64-39-01-00. A lire à ce sujet l'ouvrage de Alain Cuny, *Les Travaux d'Orphée*, chez Grasset. Les Travaux d'Orphée, cent cinquante ans de vie musicale amateur en France. Harmonies, chorales, fanfares, Aubiers, 1987.

Hélène Martin met du théâtre dans ses chansons

Après le chant, Hélène Martin se lance dans le théâtre, mais celle qui a mis des textes d'Audubert, de Char, d'Aragon ou de Giono en musique n'oublie pas ses racines : il s'appellera le Théâtre du chant et sera « un lien entre tous les arts, la musique, l'audiovisuel et les arts plastiques », affirme-t-elle. Installée dans une chapelle baroque à Gordes, sa petite troupe souhaite faire du pays d'Art un lieu de création d'objets expédiés des spectacles « chef en main » en France ou en Europe.

Le Théâtre du chant fera tout d'abord la fête pendant tout l'été. Le coup d'envoi de l'aventure sera lancé le 22 juillet par Jeanne Moreau avec la projection de l'un de ses films, *Mademoiselle de Jonc*, de Jean Genet. Le lendemain, Hélène Martin chantera une *Lettre ouverte à Jeanne Evidente*. Une exposition rassemblera des photos de Berthe Judet qui retraceront trois années de travail et des voyages de la comédienne.

Le Théâtre du chant organisera également des animations dans les rues ou une soirée autour des *Mille et une Nuits* avec le conteur Nacer Khemir (le 9 août). A la rentrée, la troupe créera une pièce inédite de Jean Giono, *Un défilé*, et une cantate qu'Hélène Martin et Jean Cohen-Sol ont composée d'après des textes d'Aragon. C'est qui dit les choses sans rien dire... B. M.

★ Théâtre du chant. Tél. : 90-76-84-37 et 90-75-28-10.

EN BREF

● Nouvelle défection pour « Carmen » à Nîmes.  
Le ténor américain Neil Shiffert a déclaré forfait pour raison de santé pour les 3 et 7 juillet, dans le rôle de Don José. Il sera remplacé par le ténor italien Giorgio Aristo. Ce retrait survient à Nîmes après celui de la mezzo-soprano américaine Grace Burnby, remplacée par la Hongroise Livia Budai.

● « Canto Brasil » en Europe.  
La tournée « Canto Brasil », qui réunira João Bosco, Caetano Veloso et José Gilberto, arrive en Europe. Elle sera le 5 juillet à Bruxelles, le 8 à Paris (jardin des Tuileries), le 10 à Montreux (festival), le 13 à Vienne, le 15 à San Sebastian, le 18 à Madrid, le 18 à Carcassonne, le 19 à Nîmes et le 21 à Antibes-Juan-les-Pins. Pour compléter ce panorama de la musique brésilienne, une série de disques de Maria Bethânia, Caetano Veloso, Sérgio Mendes et Lô Borges, arrivent sur le marché français.

● Chris Killip, lauréat du Grand Prix Henri Cartier-Bresson.  
Le photographe britannique Chris Killip a obtenu, mardi 27 juin à Paris, le premier Grand Prix Henri Cartier-Bresson décerné par le Centre national de la photographie. Agé de quarante-huit ans, Chris Killip est connu pour ses reportages sans complaisance sur le Nord-Est de l'Angleterre.

ARTS

Les dessins d'Ingres à Paris

La hanche et le buste

Où l'on vérifie que les dessins d'Ingres sont d'admirables morceaux d'érudition retenue.

Ingres, étant né à Montauban, est à la fin de sa vie la générosité de donner à sa cité natale sa collection d'antiques, quelques tableaux et d'innombrables dessins. La ville ne se montra point trop ingrate en baptisant son musée — et un lycée — du nom de son illustre rejeton. Mais elle ne sut comment montrer les dessins, leur abondance et leur fragilité étant devenues sources d'embarras. Les conservateurs successifs du musée avaient inventé un système d'exhibition partielle et changeante qui était à vrai dire plus partielle que changeante et laissait l'amateur venir à passablement frustré. Il pouvait certes voir l'illustration violon et le *Songe d'Ossian*, mais pas les études pour le *Bain turc* ou le *Grand Odéon*. Il ne pouvait en somme vérifier la réputation d'Ingres dessinateur.

Immense et juste. L'exposition parisienne, si elle est aussi partielle, n'en reste pas moins purement

voluptueuse. Non qu'elle permette découvertes et révélations car la plupart des feuilles qui la composent ont été publiées depuis longtemps parce qu'elles se rapportent aux tableaux et décors les plus célèbres de leur auteur. Mais parce qu'Ingres est tout simplement l'un des meilleurs dessinateurs de l'art français, et l'un de ceux dont le sentiment, comme l'on écrit jadis, se livre avec la plus stupéfiante adresse.

Ce sentiment, d'ordinaire, est de convoitise et de désir. Des modèles, encore des modèles. Des nus, revêtus, ployés, impudiques, livrés, scandaleux et scandalusement abandonnés aux fantaisies de l'artiste, voilà ce que l'on voit. Tant il est encore le rappeler ? Ingres n'est pas un « intégriste ». Par bonheur, il ignore tout de la morosité correcte et contrainte de messieurs Flaminin et autres, ses bons élèves stricts. Il n'est ni archaïsant, ni académique, ni bien pensant. Surtout pas bien pensant. Mais insinuant et scabreux.

A quelle inspiration croit-on qu'obéissent les déformations anatomiques, les hanches étirées, les bustes étroits aux seins haut placés, les épaules rondes, que les critiques

et les historiens ont observés depuis qu'Ingres a peint ses odalisques ? A une singularité optique ? Sûrement pas. Au désir de la forme simple et achevée ? Sans doute. Mais plus encore au plaisir d'exalter le corps de la femme, à un érotisme qui se dissimule à demi dans les peintures et se retire à peine dans les dessins. S'il désarticule un peu nymphes et amoureuses, son trait se fait plus charmeur, son geste plus équivoque.

Il représente moins les corps qu'il ne les carresse de la pointe du crayon. Pousse, qui lui doit tant, l'avait si bien compris qu'à la fin de sa vie, il a gravé quelques planches où un homme grave, qui ressemble à Ingres, s'introduit dans une maison close et connaît toutes les satisfactions du voyeurisme. Monsieur Ingres, cet homme digne, ce membre de l'Institut qui peignait une Jeanne d'Arc de tête pour mieux tromper son temps, était un libertin dans son atelier. Les preuves qu'il a données de ce détestable penchant sont proprement admirables.

PHILIPPE DAGEN.  
★ Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, jusqu'au 3 septembre.

14 JUILLET ODÉON — 14 JUILLET BASTILLE — 14 JUILLET PARNASSE — 14 JUILLET BEAUGRENELLE

UN FILM DE SATYAJIT RAY  
GANDASHATRU  
UN ENNEMI DU PEUPLE  
Sélection Officielle Cannes 89















# Économie

... La Monde • Dimanche 2-Lundi 3 juillet 1989 15

L'accord-cadre doit être ratifié avant le 5 juillet

## Médecins et caisses d'assurance-maladie renouvellent leur convention

Les caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) et les trois syndicats médicaux représentatifs se sont mis d'accord, vendredi 30 juin au soir, sur un « accord-cadre » modifiant la convention de 1985. Cet accord devra être ratifié par les différentes instances de chacune des parties en présence d'ici au mercredi 5 juillet et sera complété ultérieurement.

Sur deux des points majeurs en discussion, un accord de principe était déjà acquis. Pour la maîtrise des dépenses, des « références » nationales donneront des objectifs « médicaux » à atteindre et permettront d'établir des « contrats » locaux précis et chiffrés, portant sur des actes ou des prescriptions. Ces contrats seront aussi de réajustement des actions de prévention ou d'éducation sanitaire ; ainsi, espèrent-ils intéresser collectivement les médecins, comme les assurés, au succès, sans constituer des primes individuelles.

Caisses et syndicats médicaux vont s'associer aussi pour développer une formation continue des médecins, portant à la fois sur l'actualisation des connaissances médicales, les

stratégies des diagnostics et des soins, les prescriptions et l'économie de la santé. Cette formation sera financée par une contribution des caisses et des cotisations des médecins. Les praticiens suivant ces formations seront indemnisés (le chiffre envisagé est de l'ordre de 1 200 F par jour, correspondant à quinze consultations de généraliste), pour une formation de deux jours au minimum.

Le point le plus difficile était le problème posé par l'augmentation du nombre de médecins autorisés à fixer librement leurs honoraires, dans certaines villes, ne laisse pas le choix aux assurés sociaux. Là-dessus, deux logiques s'opposaient : celle des médecins pour qui le problème serait résolu si l'on améliorait la situation des médecins conventionnés respectant les tarifs ordinaires ; celle des caisses qui souhaitent, comme les syndicats de salariés et le ministre de la santé, encadrer très strictement les honoraires libres.

En fait, pour l'instant, on s'est contenté d'une sorte d'affirmation de principe, demandant aux médecins pratiquant les honoraires libres d'appliquer les tarifs conventionnels pour une partie de leurs activités et envisageant de limiter les dépense-

ments de tarifs. Médecins et caisses s'engagent à trouver, avant la fin de l'année, des modalités pratiques satisfaisantes, les systèmes de contingentement envisagés jusqu'à présent ayant été considérés comme générateurs d'effets pervers ou ayant été rejetés par l'une ou l'autre des parties. Ainsi donne-t-on satisfaction à M. Evry, qui avait réclamé des dispositifs sérieux de maîtrise des dépenses (notamment celles de prescription) et des garanties d'accès aux soins pour tous les assurés.

Si l'éventualité est ratifiée, d'autres protocoles devront, d'ici la fin de l'année, préciser la mise en œuvre des contrats locaux, l'organisation de la formation continue, celle des contrôles médicaux, ou prévoir l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation des soins, par exemple la formule d'honoraire, dite de « contrat de santé », préconisée par les généralistes de MG France. On parlera aussi chiffres : les discussions s'engageront parallèlement avec le gouvernement sur les revalorisations tarifaires possibles et sur d'éventuels aménagements fiscaux ou sociaux pour les médecins conventionnés. L'ensemble entrera alors en application au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

GUY HERZLICH.

## La petite guerre des grands corps

(Suite de la première page.)

En privé, les grands patrons du Corps ne cachent pas leur colère. « Je suis mortifié, ce texte traduit exactement la pensée de nombreux camarades. C'est épouvantable », expose le responsable d'une grande entreprise publique.

Depuis plusieurs années, le corps des Mines ne cesse de perdre du terrain par rapport à ses concurrents de toujours, les ingénieurs. Le premier revers cuisant remonte à 1977, lorsque M. Valéry Giscard d'Estaing impose M. Albin Chalandon, ancien élève de l'École nationale d'administration, à la tête d'Elf Aquitaine en remplacement de M. Pierre Guillaumet, chef historique du Corps, lui-même, son successeur naturel.

La liste des « défaits » n'a cessé de s'allonger, chaque exercice de nominations à la tête des grands établissements publics, depuis 1982, provoquant de nouvelles pertes : tour à tour les présidences de Total, de Gaz de France, de CDF-Chimie, de Pechiney, de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche), de la Cogecem (holding des PTT) et la direction générale de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie ont échappé au Corps, pour ne citer que les plus importantes. Enfin ces derniers jours, ce fut Elf qui, reconnu en 1983 au profit de M. Michel Pecqueur, vient d'être à nouveau perdu avec la nomination de M. Le Floch Prigent... Demain le CEA.

### La crème des polytechniciens

De là à parler de crise, d'absence de débouchés et de désaffection des jeunes, il y a un pas. Le corps des Mines, s'il a perdu quelques-uns de ses postes phares, en a aussi gagné ou reconquis d'autres comme Renault, la sidérurgie, les Charbonnages de France ou l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Son pouvoir reste énorme et il attire toujours la crème des polytechniciens de chaque promotion. « Nous recrutons toujours dans les onze premiers ; le jour où nous serons obligés de nous contenter du cent-vingtième, on pourra parler de crise de vocation », explique M. Pistre.

Cette baisse d'influence, relative mais indiscutable, en réjouit plus d'un, tant agaçait cette « franc-maçonnerie » des grosses têtes. « Je ne crois pas que des postes doivent être réservés au corps des Mines, à l'inspection des finances ou aux anciens de la maternité d'Ivry ! note ironiquement un ancien corpsard. Cela a été dans les habitudes jusqu'à une époque récente, je ne crois pas que ce soit la meilleure formule de gestion dans un monde en pleine mutation ».

Plus épineux que les autres corps (Ponts et Chaussées, conseillers d'Etat, Telecom, etc.) qu'il écartait de son orgueil de premier de la classe, le corps des Mines a toujours gardé son « cheptel » et ses chasses gardées comme une caste, voire une vraie mafia. Le Conseil général des mines, officiellement chargé de cette tâche ingrate, connaît tout de ses troupes : cursus, épouses, enfants, religion, hobbies, amitiés, qualités ou tares cachées... et avec les « patrons » du Corps, il promeut,

soutient, déplace, mais ne « lâche » jamais personne.

Le recul de cette pratique, typiquement française mais un peu archaïque, peut paraître heureux. L'ennui est que le pouvoir des clans n'a pas totalement disparu : un corps chasse l'autre ; les inspecteurs des finances repoussent les « mineurs », lesquels, à leur tour, déplacent les « ponts », qui délogent les ingénieurs des Télécoms, etc.

Surtout, l'affaiblissement des corpsards traduit deux évolutions majeures de la société française : l'empire croissant des finances et des « financiers » sur l'industrie et les ingénieurs, d'une part ; la crise

sante mathématique. On leur apprend l'art de démontrer, pas celui de convaincre. Or, à la tête d'une grande entreprise comme d'une administration aujourd'hui, vous ne pouvez vous contenter de vos calculs. Il faut motiver les hommes », explique M. Bernard Pache, le président des Charbonnages de France. « Les ingénieurs ne savent souvent pas parler ni se mettre en valeur. C'est un handicap énorme dans une société de plus en plus médiatisée », renchérit un ancien ministre, membre éminent du Corps.

### La banque et le privé

Outre ces difficultés spécifiques, le malaise du Corps relève aussi d'une désaffection globale envers la fonction publique française. Si on trouve de moins en moins de corpsards à la tête des grands groupes publics ou de la haute administration, c'est aussi parce que les meilleurs ne veulent plus y entrer. Pour le CEA, confie un responsable, il y avait, dans le privé, une bonne trentaine de membres du Corps capables de tenir le poste, mais ils ne se battaient pas pour y aller. « Les cadres les plus brillants sont dans la banque et le privé », explique un « mineur » de quarante-cinq ans.

« Il n'y a plus de hauts fonctionnaires ! » regrette un « ancien ». Ce n'est pas un hasard : faire carrière dans la haute administration relève aujourd'hui presque de l'apostrophe : avec un salaire trois fois moins élevé que dans le privé, on risque néanmoins d'être « remercié » tous les trois ans, à l'occasion de la dénomination rituelle « valse des pédales » d'entreprises et organismes nationaux.

La politisation croissante des responsabilités ôte à la fonction publique l'un de ses attraits traditionnels : la permanence et la garantie de carrière. Il est loin le temps où, comme sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République, les hauts fonctionnaires duraient plus que les ministres.

Ce n'est pas un hasard si le corps des Mines, traditionnellement apolitique et mal représenté dans les rangs des ministres — contrairement aux énarques — a particulièrement souffert depuis quelques années et mal traversé les alternances politiques. Il est de plus en plus cantonné dans des rôles techniques, et absent des coulisses du pouvoir. Ce qui était son honneur est devenu sa faiblesse. « Les cabinets ministériels sont remplis aujourd'hui de jeunes gaisards carriéristes et incompetents », peste un ancien haut fonctionnaire.

Plus que tout, la mode du libéralisme a jeté une suspicion permanente sur le rôle de l'Etat et dévalorisé le service public... des infirmières jusqu'aux corpsards. « Si un jeune dit qu'il veut faire une carrière au service de l'Etat, il passe quasiment pour un dément », s'indigne M. Pistre. « La réputation a toujours été très inférieure, note le même ancien haut fonctionnaire, mais elle était considérée par le reste de l'univers. A l'époque, le directeur des carburants était un grand personnage... »

VÉRONIQUE MAURIS et ERIC LE BOUCHER.

Après une année exceptionnelle

## La Compagnie générale des eaux s'attend en 1989 à des « progrès modérés »

Exceptionnelle, l'année 1988 l'a été au moins à trois titres pour la Compagnie générale des eaux. Le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 61 % pour atteindre 852 milliards de francs grâce essentiellement à l'entrée dans le périmètre de consolidation financière de la SGE, l'une des principales entreprises de bâtiment et de travaux publics. Les investissements, pour leur part (14,6 milliards), ont été multipliés par trois en trois ans. Enfin, le cours de l'action (800 francs en 1985) est monté à 1 595 francs en 1988 et a même grimpé à 1 900 francs à la fin mai de cette année (1).

Ce « prodigieux bond en avant » en France et à l'étranger, surtout en Grande-Bretagne et en Espagne, selon l'expression employée par le président de la compagnie M. Guy Dejouany, devant l'assemblée générale tenue le 29 juin, ne devrait évidemment pas se renouveler en 1989 : « Nous devons nous attendre cette année à des progrès modérés », a-t-il précisé, avec un chiffre d'affaires un peu supérieur à 900 milliards.

Parallèlement, les faits marquants de l'année passée sur lesquels a insisté le PDG, en retenant que la SGE a retrouvé, en même temps qu'elle rejoignait le groupe, une situation bénéficiaire (105 millions et 250 à 300 millions escomptés cette année). Elle a pris le contrôle de la société britannique Norwest Holst et du portugais Hagen. M. Dejouany a déclaré : « Nous voulons donner à la SGE en quelques années la situa-

tion de premier groupe d'entreprises européennes de grands travaux ».

Dresser un bilan exhaustif d'une galaxie industrielle, financière et de services aussi complexe, qui regroupe quelque huit cent quatre-vingt-dix sociétés dont cent cinquante à l'étranger, relève de la mission impossible. Mais sur deux sujets d'actualité, M. Dejouany a apporté d'utiles précisions.

### Un défi à Francis Bouygues

Premier secteur promis à des développements rapides : le radiotéléphone cellulaire. Les réseaux se multiplient au rythme d'une région équipée chaque mois et d'un commutateur installé : Toulouse, Bordeaux, Nantes et Rouen seront équipés avant la fin de l'année. 85 % de la population française devraient être couverts dans trois ans. La compagnie s'est, d'autre part, portée candidate avec d'autres sociétés en concurrence pour équiper la RFA des mêmes réseaux de téléphones mobiles. Les offres industrielles seront remises à l'automne.

Quant à la distribution des images par câble (un secteur critiqué par la Cour des comptes), la compagnie ne cache pas qu'on n'en est encore qu'au tout début de son développement et que l'optimisme, si optimisme il doit y avoir, doit être tempéré par ce que M. Dejouany appelle, dans une formule elliptique, « les difficultés de croissance et la nécessaire prise en compte de la dimension du temps ». Selon lui, des

difficultés réelles restent encore sans solution, malheureusement : déserte des immeubles collectifs, adaptation des prestations (c'est-à-dire des programmes codés ou du nombre de canaux) aux besoins de la clientèle.

Il est nécessaire d'adapter, voire de modifier, les orientations premières du plan câble, qui avaient été conçues il y a sept ans, et notamment de changer les sites géographiques initialement retenus. Quoi qu'il en soit, le nombre d'abonnés de la Générale des eaux au titre des sites du plan câble — ou de nouveaux sites géographiques comme Nice, la banlieue de Lille et bientôt Sète, Charenton ou Le Kremlin-Bicêtre — est actuellement de soixante-neuf mille, et devrait atteindre en fin d'année cent mille.

On allait oublier, la Générale des eaux est d'abord un distributeur d'eau potable auprès de trente millions de personnes, dont un tiers en France (voir à ce sujet les critiques de la Cour des comptes). Un secteur qui a procuré à la compagnie 13,7 milliards de chiffre d'affaires l'an dernier. Et, selon son président, « un certain rebondissement des ventes d'eau peut être espéré en 1989 » en France, mais aussi en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Espagne et à Gènes en Italie.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) En réponse à une question d'un actionnaire, les dirigeants de la Générale des eaux ont indiqué qu'il n'était pas question pour le moment d'effectuer un fractionnement du titre, il est vrai très cher. En revanche, à l'automne, ils sont disposés à examiner la question de la distribution d'actions gratuites.

### La loi sur le logement

## Vives réactions des propriétaires et professionnels de l'immobilier

Comme on pouvait s'y attendre (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), propriétaires et professionnels de l'immobilier s'élèvent avec plus ou moins de véhémence contre la nouvelle loi sur les rapports entre bailleurs et locataires, adoptée définitivement par l'Assemblée nationale jeudi 29 juin.

Pour l'UNPI (Union nationale de la propriété immobilière), ce texte « va mettre un frein à l'expansion de la construction locative privée et figer la situation du parc existant » et la possibilité donnée au gouverne-

ment « de pouvoir plafonner pratiquement tous les loyers dans les zones jugées par lui menacées des aléas ».

La CNAB (Confédération nationale des administrateurs de biens), qui estime que le problème foncier est la clé des problèmes du logement, considère que « la raison est sacrifiée sur l'autel de l'idéologie ». « Une concertation de pure forme a été engagée, conclut le communiqué, mais c'est la logique interventionniste à court terme qui, hypothé-

quant lourdement l'avenir, a pré-

valu. M. Jacques Longuet, président de la FNAIM (Fédération nationale des agents immobiliers) déclare que « ce texte est loin de nous satisfaire » et les agents immobiliers vont suivre l'évolution du secteur local et observer les conséquences inévitables qu'il aura sur le marché locatif, comme la loi Quilliot. « Nous n'envisageons cependant pas de faire une campagne aussi agressive que contre la loi Quilliot ».

### Une enquête de l'INSEE

#### Les Français craignent une accélération de l'inflation

Le climat de confiance qui existait en France depuis quelques années en matière d'inflation semble s'être très sérieusement dégradé ces derniers temps. Si l'on en croit l'INSEE qui, depuis de nombreuses années, mène des enquêtes régulières auprès de milliers de ménages (6 745 entre le 24 avril et le 18 mai), les Français sont beaucoup plus nombreux à dire que les hausses de prix se sont accélérées fortement depuis six mois. Cette appréciation prolonge celle faite par les commerçants et les industriels au début de l'année.

Mais surtout les ménages ont une vision plus « inflationniste » de l'avenir : un tiers seulement d'entre eux pensent que les hausses vont se ralentir, ce qui nous ramène trois ans en arrière — ou à peu près, — lorsque fut annoncé par le gouvernement la libération totale des prix des services et des produits industriels. L'INSEE, d'habitude très circonspect dans ses jugements, n'hésite pas à écrire que semble prendre fin « un climat de confiance affiché depuis le début de 1988 ».

La crainte d'une accélération des hausses de prix — très liée, semble-t-il, à la remontée des cours du pétrole enregistrée au début de l'année — n'empêche pas les Français de se montrer de plus en plus optimistes quant à leur niveau de vie. Du coup, les intentions d'épargner davantage se confirment, avec le souci nouveau de se prémunir contre l'inflation, que les placements soient immobiliers ou boursiers.

### CORRESPONDANCE

#### Elf répond à M. Michel-Edouard Leclerc

A la suite de l'entretien avec M. Michel-Edouard Leclerc que nous avons publié dans le Monde du 29 juin, la société Elf nous a fait parvenir une lettre indiquant notamment : M. Leclerc fait état de refus de vente explicites de la part de compagnies pétrolières en s'appuyant sur une lettre qui lui a été envoyée par Elf. Cette lettre, dont le texte est tronqué, concerne une réponse d'Elf-France à M. Leclerc faite en avril 1989. Les explications qu'Elf avait données alors à M. Leclerc sur les problèmes de fabrication, et donc de disponibilité de supercarburant sans plomb d'indice d'octane 98, ne peuvent en aucun cas être interprétées comme un refus de vente.

En mai, M. Leclerc a écrit au groupe Elf-Aquitaine pour lui proposer une collaboration dans différents domaines. Il a été répondu par écrit à M. Leclerc en lui proposant, s'agissant de produits pétroliers, de prendre contact avec Elf-France. A ce jour, la direction générale d'Elf-France n'a pas été contactée par M. Leclerc.

Dans ce contexte, les termes repris dans l'interview de M. Leclerc s'apparentent à une procès d'intention vis-à-vis d'Elf-France. Il n'est pas possible d'accepter sans réagir une allégation qui tend à laisser penser qu'Elf-France aurait une politique commerciale établie au mépris de la législation.

### SOCIAL

#### Le conflit se durcit aux impôts

Ve-t-on vers un durcissement du conflit entre le ministre du budget M. Charasse et les agents grévistes des impôts ? Les fédérations CGT, CFDT et FO des finances appuyées par le SNUI (syndicat autonome des impôts) ont décidé vendredi 30 juin de faire du mardi 4 juillet une journée nationale d'action avec appel à la grève générale dans les services fiscaux. Une manifestation est prévue devant le ministère des finances à Bercy.

Le mouvement semble s'étendre : une cinquantaine de départements sont touchés quoique de façon très inégale. Le mécontentement de la base paraît grandir contre M. Charasse.

Les instructions transmises le 30 juin aux directeurs départementaux des impôts, demandant la suspension des congés d'été des agents grévistes « pour nécessité de service », n'ont pas arrangé les choses. Une délégation FO reçue jeudi 29 juin au cabinet du premier ministre a fait état de ses préoccupations quant à la tournure que prend le conflit. En privé, certains syndicalistes se disent prêts à suspendre le mot d'ordre du 4 juillet, si se mani-

festes d'ici là « une volonté de négociation » de la part du gouvernement.

Le ministre délégué au budget aurait fait savoir vendredi soir que les suspensions des congés d'été pourraient être levées, à l'exception de celles concernant les grévistes des Bouches-du-Rhône. D'autre part, les fédérations des finances et du SNUI ont été invitées le 11 juillet au ministère pour discussion.

Grève des pilotes de la compagnie UTA. — La compagnie UTA annonce une perturbation de son trafic en raison d'une grève décidée par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), du samedi 1<sup>er</sup> juillet au jeudi 6 juillet à 2 heures du matin. Elle annonce la convocation d'un comité central d'entreprise pour le 1<sup>er</sup> juillet afin de le consulter sur un projet de chômage technique. Dans un communiqué, la direction déclare que « cette nouvelle grève des pilotes UTA » pour protester de s'opposer à l'emploi temporaire de pilotes étrangers sans lesquels la compagnie ne pourrait assurer ses vols et faire face au même temps à un important programme d'embellissement, de formation et de promotion justifié par sa croissance ».

**RAYONNAGES**  
BIBLIOTHEQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS  
25 années d'expérience

R.-M. LEROY, Editeur - 204, r. de Maine,  
75014 Paris. M. Adèle - Tél. : 45-56-57-58



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**L**a reprise prometteuse de la semaine dernière, durant laquelle la Bourse avait gagné 2 %, n'a pas été confirmée. Bien au contraire, elle a largement été entamée avec le recul de 2,47 % de l'indice CAC en termes de cinq séances toutes orientées à la baisse. La déception a été de taille, d'autant que plus d'un intervenant espérait voir le baromètre de la place franchir pour la première fois de son histoire le cap des 500 points. Au fil des jours, il s'en est éloigné, le CAC revenant à 476,13 vendredi.

L'investissement de la semaine avait été double et concentré sur une seule journée, celle de jeudi. La mauvaise débite mal avec la publication du déficit commercial français de mai : 6,63 milliards de francs contre 3,69 milliards de francs un mois auparavant. Ce chiffre, le plus mauvais depuis août 1988, a été une totale déconvenue pour les opérateurs, inquiets de cette dégradation générale des échanges. En début d'après-midi, à l'issue de son conseil, la Bourse a annoncé un relèvement d'un demi-point de ses taux directeurs. Ce qui redonnait le marché depuis le début de la semaine se concrétisait donc, entraînant immédiatement une hausse similaire du loyer de l'argent sur d'autres places européennes et notamment en France.

La Bourse, qui s'était effritée doucement depuis lundi en perdant quotidiennement près de 0,3 %, virait alors résolument au rouge. L'indicateur instantané perdait jusqu'à 1,6 % avant de revenir en fin de séance à -1,25 %. La réaction, bien qu'apparemment fulgurante, perdait le lendemain mais de façon plus atténuée. La dernière séance verra l'indice revenir de -1,04 % à -0,29 %.

La prudence reste de mise sur les marchés surtout après la lecture des Perspectives économiques publiées par l'OCDE. Ce bilan deux-ans carrosse une croissance soutenue dans les vingt-quatre pays industriels membres de l'Organisation mais avec des risques d'inflation rampante se précisant. A la veille de cette période estivale, les boursiers sont sur la réserve, hésitant à investir les importantes liquidités provenant des dividendes reçus même si certains espèrent, comme chaque année, la traditionnelle « reprise d'été ».

Cette fin de semaine aura été marquée par la reprise des appels publics à l'épargne. Cette semaine, la plus importante des annonces revient à Havas qui lance une émission de 1,58 milliard de francs en ABSA (actions à bons de souscriptions d'actions). L'opération se fera en deux tranches, l'une réservée aux investisseurs français, l'autre aux souscripteurs étrangers. Un délai de priorité est accordé aux actionnaires actuels, à compter du 3 juillet jusqu'au 17 juillet, à raison d'une action nouvelle pour huit

## Sourde déception

possédés. Le prix d'émission est de 1 000 francs pour une action avec bon et le prix d'exercice du bon de 1 100 francs.

Le groupe agroalimentaire Saint-Louis s'apprête pour sa part à collecter en montant quasi identique puisqu'il s'élève à 1,5 milliard de francs. Le principe retenu est l'émission d'OBSA (obligations à bons de souscription d'actions) proposée par priorité aux actionnaires du 3 au 21 juillet. 267 860 obligations de 5 000 francs nominal ayant un taux de 7,50 %, assorties chacune de 3 bons de souscription d'actions de 200 francs, seront émises. Un bon sera nécessaire pour souscrire jusqu'au 8 août 1994 une action nouvelle au prix de 1 500 francs. L'émission d'OBSA a également été retenue par Métalcorp, pour un montant de 366 millions de francs.

## La réforme en cours

En revanche, l'introduction en Bourse de nouvelles sociétés, nombreuses en mai et au début du mois de juin, s'est faite plus sereine. Seul le lanceur et fabricant de véhicules, Göttschen PLC, est arrivé sur les marchés. Ce jour-là, plus de 650 000 titres ont été échangés à un cours de 54,50 francs. Cette firme britannique est désormais cotée simultanément sur trois places : Londres, Dublin et Paris. L'exemple sera suivi par un de ses compatriotes, Stetley PLC. Ce producteur de matériaux de construction accède à la cote officielle dans les semaines à venir et pourrait procéder à un placement d'actions ordinaires nouvelles au représentant pas plus de 5 % de son capital.

Son arrivée sera sans doute moins remarquée que celle du groupe Yves Saint Laurent, le 6 juillet. YSL propose 400 000 titres représentant 11 % du capital au prix unitaire de 253 francs. Cette procédure constitue la dernière étape d'un processus qui, en l'espace de six mois, a abouti à la transformation juridique et financière complète de la maison de couture créée en 1961 par M.M. Yves Saint Laurent et Pierre Bergé.

Sur le second marché, la semaine aura été marquée par la confirmation de deux procédures de liquidation de cours dans le cadre de RES (reprises de l'Entreprise par ses salariés). Du 28 juin au 19 juillet, la Financière Slaco s'est engagée à racheter sur le marché toutes les actions de Slaco au prix de 250 francs. Dans le cas de Latécoère, le

maintien de cours a été fixé à 310 francs par titre jusqu'au 20 juillet. Les cotations de Classe Mendet ont été suspendues mardi dans la perspective du rachat par le groupe de mécanique Legris Industries de 76,91 % de ce fabricant de robinetterie pour le gaz et le matériel de chauffage. Cette vente sera réalisée au prix de 200 francs par titre.

Sur le marché à règlement mensuel, peu de valeurs auront vraiment marqué ces cinq séances. A l'exception peut-être de Michelin. Le titre a fortement baissé lundi, cédant 7,4 % après avoir progressé durant les séances précédentes dans la perspective de l'assemblée générale du 23 juin. Selon certains analystes, la réunion annuelle des actionnaires a déçu. La décision de reprendre à un coût élevé le premier distributeur de pneumatiques en Grande-Bretagne leur aurait déplu. L'ont le mouvement d'ensemble. Toutefois dans le secteur des équipements automobiles, on notait la suspension des cotations d'Epica-Bertrand-Tour par fusion avec son holding Gtfin. Durant cette opération, une procédure de garantie de cours sera instaurée. Des mesures seront prises pour que le titre Epica ne s'établisse pas au-dessous de 1 350 francs de 3 au 7 juillet, avant le détachement du coupon de dividende, et de 1 335 francs du 10 au 24 juillet.

« Nous avançons très vite, nous n'avons pas le choix. » Cette déclaration du président de la SBF (Société des Bourses françaises), M. Régis Roussel, évoquant la réforme des marchés financiers, trouve actuellement sa parfaite illustration. La semaine prochaine, trente-huit valeurs inscrites à la cote officielle ou au second marché seront transférées sur le système CAC (cotation assistée en continu). Abolir TF 1, Radial, Datalis ou encore Sorbie seront négociés directement par l'intermédiaire d'écrans informatiques.

La Bourse verra dans la même temps une étape supplémentaire du processus de libéralisation avec la suppression des tarifs de courtage. En effet, dans un premier temps, le prix des transactions évoluant peu, la situation changera rapidement après un round d'observation dont personne ne peut prévoir la durée. L'intensification de la concurrence rendra peut-être difficile la situation de certaines sociétés de Bourse jusqu'à leur relative protection par un monopole centenaire. D'ores et déjà, des ex-chargés d'agent de change connaissent des difficultés. C'est le cas actuellement de la société Rousselle, après que le CAC-Paris ait renoncé à son engagement, pris voici plus d'un an, d'en prendre le contrôle majoritaire.

DOMINIQUE GALLOIS.

## Semaine du 26 au 30 juin

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

Wall Street, qui avait atteint de nouveaux records la semaine précédente, s'est effritée durant ces cinq séances par crainte d'une récession. L'indice Dow Jones est tombé sous le barre des 2 450 pour la première fois depuis le 12 mai, terminant en retrait de 91,80 points par rapport à la clôture du vendredi 23 juin. Il enregistre ainsi le plus fort bilan hebdomadaire depuis le 25 mars 1988. L'annonce que l'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer la conjoncture aux États-Unis, avait chuté de 1,2 % en mai, a jeté un froid. Ce recul important pourrait laisser présager une déflation trop rapide de la croissance susceptible de mener à la récession. Cette crainte était accentuée vendredi par la diminution de 2,5 % des commandes passées à l'industrie en mai. Après avoir perdu 40 points dans la séance, l'indice limitait ses pertes à 18,21 points à la clôture.

Indice Dow Jones du 30 juin : 2 440,06 (contre 2 531,86).

	Cours 23 juin	Cours 30 juin
Alcoa .....	69 1/4	64 1/8
AT&T .....	37 3/4	35
Bell .....	51 3/4	48
Boeing .....	38 5/8	36 1/4
Chrysler .....	111 3/8	108 3/4
Du Pont de Nemours .....	48 3/8	46 7/8
Eastman Kodak .....	44 5/8	44 1/2
Ford .....	54 7/8	51 5/8
General Electric .....	41 3/8	41 5/8
General Motors .....	44 1/4	42 1/4
Goodyear .....	111 1/8	111 7/8
IBM .....	59 7/8	56 7/8
ITT .....	49 3/8	49 3/8
Mobil Oil .....	38 3/4	39 3/4
Pfizer .....	49 7/8	50 1/2
Schlumberger .....	137 1/2	139 1/2
Union Carbide .....	28	26 3/8
USX .....	37	34 1/2
Westinghouse .....	64 1/4	62
Xerox Corp .....	64	62 3/8

## LONDRES

## Irregular

L'avance acquise en début de semaine après l'annonce d'une forte réduction du déficit de la balance des paiements courants britanniques en mai à 1,32 milliard de livres a été effacée à la suite du relèvement du taux d'escompte, jeudi, par la plupart des banques centrales européennes. L'attention s'est alors portée sur le marché des changes où l'affaiblissement de la livre a entraîné une hausse des taux en Grande-Bretagne. L'indice Footsie a terminé la semaine en baisse pour la première fois depuis trois semaines. Les valeurs exportatrices ont particulièrement souffert des pertes enregistrées sur la place new-yorkaise.

Indice « FT » du 30 juin : 100 valeurs, 2 151 (contre 2 167,5) ; 30 valeurs, 1 784,5 (contre 1 797,7) ; fonds d'investissement, 223,5 (contre 223,5) ; et mise d'or 223,5 (contre 192,8).

	Cours 23 juin	Cours 30 juin
Bootham .....	625	624
Bovater .....	463	463
BP .....	282	1/2
Charter .....	537	536
Courtauld .....	339	351
De Beers (*) .....	15 7/8	—
First Gold (*) .....	7 5/8	—
Glen .....	13 59/64	13,61
GUS .....	16	16
ICI .....	13	12,62
Rochem .....	816	790
Shell .....	409	416
Unilever .....	577	588
Victoria .....	216	212
War Loan .....	37 5/16	37,562

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

## Panse

Après une persistance des records dont le dernier a été enregistré le 28 juin, le marché des valeurs s'est accordé une pause en fin de semaine. Le relèvement des taux décidé par la Bundesbank jeudi a été mal accueilli sur les marchés.

Indice du 30 juin : DAX : 1 473,72 (contre 1 491,20) ; Commerzbank 1 825 (contre 1 844,3).

	Cours 23 juin	Cours 30 juin
ABG .....	214	211
BASF .....	314,98	292,48
Boyer .....	201,28	203,58
Commerzbank .....	254,68	245
Deutschebank .....	591	600
Hoechst .....	383	386
Karstadt .....	548	557
Messerschmidt .....	265	252,58
Siemens .....	582,58	578,58
Volkswagen .....	424,58	435

## TOKYO

## Baisse

Semaine terminée au Kabuto-Cho durant laquelle l'indice Nikkei a perdu plus de 500 yens. Les investisseurs sont restés à l'écart du marché, redoutant les incertitudes politiques à la suite du scandale sur la vie privée du premier ministre. Indicateur du 30 juin : Nikkei 32 948,69 (contre 33 534,71), Topix 2 449,38 (contre 2 486,23).

	Cours 23 juin	Cours 30 juin
Aihit .....	85	760
Bridgeport .....	1 080	1 080
Cazen .....	2 000	1 790
Fuji Bank .....	3 410	3 400
Honda Motors .....	1 950	1 890
Mitsubishi Electric .....	2 400	2 330
Mitsubishi Heavy .....	1 250	1 170
Sony Corp .....	7 880	7 650
Toyota Motors .....	2 710	2 530

## Bâtiment, travaux publics

	30-6-89	DIF.
Auréli d'entr. ....	1 823	- 31
Bouygues (1) .....	678	+ 13,75
Ciments Frang. (2) ..	1 456	- 89
Dumez .....	967	- 38
GTM .....	1 475	+ 45
J. Leclercq .....	1 475	+ 45
Lafarge .....	1 625	- 65
Maison Frémin .....	97,60	- 2
Poliet et Chanson .....	715	- 35
SCRG .....	970	- 38
SGE .....	253	- 12

(1) Coupon de 8,75 F.

(2) Coupon de 25 F.

(3) Coupon de 16 F.

(4) Coupon de 9 F.

(5) Coupon de 5 F.

(6) Coupon de 3 F.

(7) Coupon de 1 F.

(8) Coupon de 0,5 F.

(9) Coupon de 0,25 F.

(10) Coupon de 0,125 F.

(11) Coupon de 0,0625 F.

(12) Coupon de 0,03125 F.

(13) Coupon de 0,015625 F.

(14) Coupon de 0,0078125 F.

(15) Coupon de 0,00390625 F.

(16) Coupon de 0,001953125 F.

(17) Coupon de 0,0009765625 F.

(18) Coupon de 0,00048828125 F.

(19) Coupon de 0,000244140625 F.

(20) Coupon de 0,0001220703125 F.

(21) Coupon de 0,00006103515625 F.

(22) Coupon de 0,000030517578125 F.

(23) Coupon de 0,0000152587890625 F.

(24) Coupon de 0,00000762939453125 F.

(25) Coupon de 0,000003814697265625 F.

(26) Coupon de 0,0000019073486328125 F.

(27) Coupon de 0,00000095367431640625 F.

(28) Coupon de 0,000000476837158203125 F.

(29) Coupon de 0,0000002384185791015625 F.

(30) Coupon de 0,00000011920928955078125 F.

(31) Coupon de 0,000000059604644775390625 F.

(32) Coupon de 0,0000000298023223876953125 F.

(33) Coupon de 0,00000001490116119384765625 F.

(34) Coupon de 0,000000007450580596923828125 F.

(35) Coupon de 0,0000000037252902984619140625 F.

(36) Coupon de 0,00000000186264514923095703125 F.

(37) Coupon de 0,000000000931322574615478515625 F.

(38) Coupon de 0,0000000004656612873077392578125 F.

(39) Coupon de 0,00000000023283064365386962890625 F.

(40) Coupon de 0,000000000116415321826934814453125 F.

(41) Coupon de 0,000000000058207660913467407171875 F.

(42) Coupon de 0,0000000000291038304567337035859375 F.

(43) Coupon de 0,00000000001455191522836685179296875 F.

(44) Coupon de 0,000000000007275957614183425896484375 F.

(45) Coupon de 0,0000000000036379788070917129482421875 F.

(46) Coupon de 0,00000000000181898940354585647412109375 F.

(47) Coupon de 0,000000000000909494701772928237060546875 F.

(48) Coupon de 0,0000000000004547473508864141170302734375 F.

(49) Coupon de 0,000000000000227373675443207058515141875 F.

(50) Coupon de 0,0000000000001136868377216035292575709375 F.

(51) Coupon de 0,00000000000005684341886080176462878546875 F.

(52) Coupon de 0,000000000000028421709430400882324392734375 F.

(53) Coupon de 0,0000000000000142108547152004411621963671875 F.

(54) Coupon de 0,00000000000000710542735760022058109818359375 F.

(55) Coupon de 0,000000000000003552713678800110290549091796875 F.

(56) Coupon de 0,000000000000001776356839400055145274549091796875 F.

(57) Coupon de 0,000000000000000888178419700027572637274549091796875 F.

(58) Coupon de 0,000000000000000444089209850013786318637274549091796875 F.

(59) Coupon de 0,000000000000000222044604925006893159318637274549091796875 F.

(60) Coupon de 0,000000000000000111022302462500344579659318637274549091796875 F.

(61) Coupon de 0,0000000000000000555111512312500172289787829659318637274549091796875 F.

(62) Coupon de 0,0000000000000000277555756156250008614393939318637274549091796875 F.

(63) Coupon de 0,00000000000000001387778780781250004307196969659318637274549091796875 F.

(64) Coupon de 0,000000000000000006938893903906250002153598484829659318637274549091796875 F.

(65) Coupon de 0,000000000000000003469446951953125000107679924214829659318637274549091796875 F.

(66) Coupon de 0,000000000000000001734723475976562500005383996210714829659318637274549091796875 F.

(67) Coupon de 0,0000000000000000008673617379882812500002691998105359396210714829659318637274549091796875 F.

(68) Coupon de 0,000000000000000000433680868994140625000013459990765269696210714829659318637274549091796875 F.

(69) Coupon de 0,00000000000000000021684043449707031250000067299953826484829659318637274549091796875 F.

(70) Coupon de 0,0000000000000000001084202172485351562500000336499769124214829659318637274549091796875 F.

(71) Coupon de 0,000000000000000000054210108624267578125000001682498845610714829659318637274549091796875 F.

(72) Coupon de 0,00000000000000000002710505431213378906250000008412494227805359396210714829659318637274549091796875 F.

(73) Coupon de 0,0000000000000000000135525271560668945312500000042062471139269696210714829659318637274549091796875 F.

(74) Coupon de 0,000000000000000000006776263578033447265625000000210312355696318637274549091796875 F.

(75) Coupon de 0,0000000000000000000033881317890167116328125000000105157784829659318637274549091796875 F.

(76) Coupon de 0,000000000000000000001694065894508355812500000000525788924214829659318637274549091796875 F.

(77) Coupon de 0,00000000000000000000084703294725442790625000000026289446210714829659318637274549091796875 F.

(78) Coupon de 0,000000000000000000000423516473627214531250000000131447230535939



# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### La gourmandise des Danois

Le Danemark a décidément encore beaucoup à faire s'il veut se concilier les bonnes grâces de la communauté financière internationale. Ce pays souffre d'une réputation fâcheuse en tant qu'emprunteur : celle de se montrer trop gourmand en toute occasion. Avec une rare constance, il a donné ces dernières années l'impression de vouloir attirer à tout prix des conditions les plus avantageuses possibles. La situation s'est toutefois améliorée depuis quelques mois, ce dont paraît témoigner sa dernière émission.

Il s'agit d'une opération d'un milliard de francs français d'une durée un peu supérieure à sept ans, qui, lancée à 101,875% du pair est rémunérée au taux fixe de 9%. C'est surtout pour avoir respecté ce niveau de 9% que la transaction a bénéficié au départ, lundi dernier, d'un préjugé favorable. Le rendement actuariel au pied des commissions (8,99%) apparaît toutefois assez maigre comparé aux fonds d'Etat français. Il s'agit en effet que de 35 centimes au-dessus de ce que rapporterait les obligations du Trésor, qui viendront à échéance en 1996 (les OAT 9,80%). En faisant référence aux obligations du Trésor, qui ont un an de plus à courir (les OAT 8,50% de 1997), la marge était de 49 centimes. Une extrapolation des deux données nous donne une idée plus proche de la réalité, et plusieurs spécialistes s'accrochent à considérer que, en offrant en moyenne 39 centimes de plus que les fonds d'Etat français, le royaume de Danemark avait de bonnes chances de trouver un accueil favorable.

C'était sans compter avec un de ces incidents techniques qui jalonnent le parcours du Danemark sur le marché international. Lorsque le royaume emprunte à l'étranger, les trois grandes banques commerciales de Copenhague imposent leur présence au chef de file de l'opération et, réunies en consortium, prétendent jouer un rôle de conseiller. Que ce rôle soit réel ou fictif, elles exigent une rémunération. C'est là que se pose le problème. Cette rémunération diminue d'autant celle des autres banques, qui ont choisi de participer au plus haut niveau dans le syndicat de direction de l'emprunt, le chef de file et les établissements qui lui sont directement associés. Les commissions sont

fixées selon des barèmes précis sur l'euro-marché. Si un groupe de participants a des prétentions particulières, il ne peut les satisfaire qu'en déclinant d'entrée. On conçoit aisément que de telles pratiques conduisent à des désaccords ou à des tensions et qu'elles ne contribuent guère à améliorer la façon dont est perçu le crédit du Danemark auprès des banques internationales.

Dans le cas du dernier emprunt danois, qui dirige l'émission, a finalement décidé de prendre à sa charge tous les honoraires exigés par les banques danoises. Le Danemark est le seul pays du monde à s'autoriser systématiquement de ses propres banques sur le marché international des capitaux. Il convient bien sûr de préciser que les investisseurs ne subissent pas directement les frais de telles pratiques. Mais ils bénéficieraient certainement de toute solution

qui ferait du Danemark un débiteur comme les autres.

En fin de semaine, sur le marché grisé, des décotes nettement supérieures au total des commissions retenues par les banques témoignaient de la fraîcheur avec laquelle l'opération danoise était reçue. La détermination du déficit du commerce extérieur de la France (6,6 milliards de francs en mai après 3,7 milliards en avril) a également exercé une influence négative sur le placement de cette transaction, comme elle l'a fait sur l'ensemble des marchés du franc. Les spécialistes redoutent en effet que, pour contenir le déficit dans des limites acceptables, il faille agir sur le niveau de l'intérêt. Dans ces conditions, la France ne profiterait que peu de la détente actuelle des rendements à long terme qui se propage à travers le monde, des Etats-Unis à l'Allemagne.

International Paper donne l'exemple

Ce climat malsain a mis en évidence les mérites d'une autre transaction en eurofrancs français qui a vu le jour la semaine passée et qui s'est déroulée de façon très harmonieuse. D'un montant de 500 millions de francs, cet euroemprunt a été émis pour le compte de la société américaine International Paper. Au début de l'année, celle-ci a acquis le groupe français Aussedat Rey. Emis à 101,50% du pair et rémunérée à 9,375% l'an durant cinq ans, les obligations rapportaient à leur lancement, le 27 juin, 77 centimes de plus que les fonds d'Etat correspondants, une marge tout à fait conforme aux attentes du marché.

A l'attrait de ces conditions s'est ajouté celui de l'assurance fournie aux investisseurs qu'il n'existerait pas de souffrir d'une éventuelle reprise de la société. Il s'agit là d'un point très sensible qui, surtout depuis l'impressionnante affaire de RJR Nabisco de l'automne dernier, a détourné de nombreux emprunteurs du secteur privé américain de solliciter l'euro-marché. Ce que l'on redoute à cet égard est que l'achat d'une entreprise soit suivi d'un gonflement considérable de son endettement, précisément pour financer son acquisition par les nouveaux propriétaires.

## LES DEVISES ET L'OR

### Baisse du yen

Un marché hétéroclite : finalement les cours n'ont guère varié sur les marchés des changes d'une semaine à l'autre, sauf à Tokyo où le yen s'est affaibli sur un fond de scandale politique. Contrairement à ce que pensaient les opérateurs il y a huit jours, le dollar ne s'est pas affaibli, et les fluctuations ont été fortes, le cours du billet vert en deux jours s'élevant à 1,98 DM pour retomber à 1,9350 DM et revenir au milieu.

L'événement a été la baisse du yen sur le rendement déclinant d'une démission du nouveau premier ministre japonais M. Uno, impliqué dans une affaire de mousses qui fait la joie des tables de change dans le monde entier. M. Uno, ces dernières années, avait en trois mois, l'une après l'autre certes, mais, au Japon, on trouve que ça fait beaucoup. Ses jours à la tête du gouvernement sont comptés, estime-t-on à Tokyo.

Dans ces conditions, la crainte de voir le parti au pouvoir depuis vingt ans perdre les élections au profit du Parti socialiste déprime le yen. On remarquera que les deux monnaies fortes du monde occidental : le yen et le deutsche mark, sont hypothéquées actuellement par les difficultés que rencontrent les gouvernements en place, ce qui n'est pas le cas pour le dollar, monnaie d'un pays où les élections sont toutes fraîches et le gouvernement solide.

L'accord de Madrid sur l'union économique et monétaire n'a pas énormément impressionné les marchés des changes, d'autant que la Grande-Bretagne s'est exprimée de préciser qu'elle n'avait fixé aucune date pour sa participation au mécanisme de change du système monétaire européen et qu'elle n'avait pas l'intention de le faire. Cette précision, qui reflète l'oppo-

sition viscérale de M. Thatcher à tout engagement monétaire européen, enlève une bonne part de sa portée à l'accord, tout au moins dans l'immédiat.

A Paris, l'annonce d'un déficit commercial important en baisse affaiblit le franc, le cours du mark se rapprochant de 3,40 F pour finir à 3,395 F, sans grand changement finalement, cela en raison du réajustement des taux directeurs de la Banque de France, qui a suivi l'exemple de la Banque fédérale d'Allemagne.

F. R.

## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 AU 30 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	BEA	France	France	D. mark	France	France	Libre
New-York	1,9350	-	15,1825	15,1825	51,2000	51,2000	46,5100	0,9789
Paris	1,9350	0,0110	15,1440	15,1440	51,0000	51,0000	46,4100	0,9789
Bruxelles	1,9350	0,0110	15,1440	15,1440	51,0000	51,0000	46,4100	0,9789
Zurich	1,9350	0,0110	15,1440	15,1440	51,0000	51,0000	46,4100	0,9789
Frankfurt	1,9350	0,0110	15,1440	15,1440	51,0000	51,0000	46,4100	0,9789
Bonn	1,9350	0,0110	15,1440	15,1440	51,0000	51,0000	46,4100	0,9789
Amsterdam	1,9350	0,0110	15,1440	15,1440	51,0000	51,0000	46,4100	0,9789
Milan	1,9350	0,0110	15,1440	15,1440	51,0000	51,0000	46,4100	0,9789
Tokyo	1,9350	0,0110	15,1440	15,1440	51,0000	51,0000	46,4100	0,9789

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 30 juin, 4,6143 F contre 4,7435 F le vendredi 23 juin.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Hausse générale en Europe

Qui, en Allemagne fédérale, s'estime responsable, en dernier ressort, du réajustement de la conjonction et de la politique économique globale ? Ne cherchez pas : depuis la seconde guerre mondiale, et plus que jamais, c'est la banque centrale, la Bundesbank, dont le conseil d'administration de dix-huit membres compte onze représentants des Länder, hypersensibilisés au risque d'un retour de l'inflation et toujours prêts à prendre des mesures préventives pour lutter contre les dérives des prix intérieurs comme de la monnaie.

C'est pourquoi, jeudi 29 juin, ce conseil, après une longue délibération s'étendant à 14 heures, a tranquillement fait connaître que la Banque fédérale d'Allemagne relevait à nouveau ses taux directeurs, portant son taux d'escompte de 4,50% à 5% et son taux Lombard (avances sur titres), de 6,50% à 7%. Le relèvement donc pas qu'un relèvement de taux puisse être considéré comme urgent.

Mais les dirigeants de la Bundesbank n'ont guère agité sous la pression, et, selon les Suisses, il y a un mois déjà il était prévisible qu'ils agiraient comme ils viennent de le faire.

Dans un communiqué, ces dirigeants ont précisé que le relèvement des taux directeurs de la Bundesbank visait à renforcer le pouvoir d'achat du mark, dans un contexte où l'augmentation de la demande intérieure et une série de facteurs externes renforcent l'éventualité d'une hausse des coûts et des prix. L'avertissement est donc clair : il s'agit de tuer dans l'œuf toute reprise de l'inflation, avant qu'il ne soit trop tard.

A Bonn, le ministre de l'Economie, M. Helmut Haussmann, a déclaré que la décision de la Bundesbank était « la bonne » et qu'elle assurait la stabilité des prix en RFA. Prudent, le ministre ! La décision allemande était aussitôt imitée aux Pays-Bas, en Autriche, en Suisse, en Belgique et au Danemark. La Banque de France suivait également. Elle portait son taux d'adjudication de 8 1/4 % à 8 3/4 % et son taux de pension à court terme de 9 % à 9,50 %, en déclarant que « ce relèvement, effectué en concertation avec la Bundesbank, se situait dans le contexte d'une étroite coopération

monétaire européenne, pour éviter le développement des tensions inflationnistes ». Certes, à Paris on se montre soucieux de lutter contre l'inflation.

Pourtant, il y a tout juste un mois, M. François Mitterrand, dans une conférence de presse, insistait en disant que si les taux directeurs allemands étaient relevés il n'était pas sûr que la Banque de France en fasse autant. Mais voilà ! jeudi, en début de matinée, on annonçait une lourde chute du commerce extérieur français, avec un déficit porté à 6,63 milliards de francs en avril à 6,63 milliards de francs en mai, soit 14 milliards de francs pour les cinq premiers mois de l'année.

La surprise était amère et le franc fléchissait aussitôt par rapport au mark, qui s'élevait à 3,3960 F. Dans ces conditions, l'alignement sur l'Allemagne s'imposait et M. Bérégovoy, dans la matinée de jeudi, s'employait à démentir le terrain, en laissant entendre que Paris s'alignerait sur Francfort en cas de relèvement de taux.

Aussitôt, le loyer de l'argent au jour le jour s'élevait à près de 9,5 %, ce qui entraînait une belle inversion des rendements, le court terme dépassant le long terme. A l'heure actuelle, les placements liquides et semi-liquides deviennent nettement plus avantageux que les placements à long terme en obligations.

Les relèvements des taux ont, bien entendu, très fâcheusement impressionné les opérateurs parisiens. Ils ont mis en déroute un MATIF complètement pris à contre-pied. Le cours de l'échéance septembre, qui était passé de 107,80 à 108,30, revenait d'ailleurs à 107,30 en fin de semaine.

Sur le marché obligataire, les conséquences du relèvement des taux d'intérêt ont été tout simplement « sanglantes ». Dans ces conditions, personne n'a osé lancer un emprunt cette semaine tant l'état du marché est mauvais (c'est un euphémisme). En fait tout le monde est « collé » sur les émissions de la semaine dernière, à commencer par les chefs de file des syndicats de placement. La « gh » est particulièrement tenace sur l'emprunt du Crédit local de France, sur celui de la Caisse centrale de coopération économique, de Financier et de la RATP.

Les courtiers offrent de tout et n'achètent rien. Dans ces conditions, les opérateurs attendent avec inquiétude l'adjudication d'obligations assimilables du Trésor au cours de la semaine à venir, qui devrait s'effectuer avec des rendements en nette hausse et dans un climat difficile.

Si les émissions d'obligations ne marchent pas, en revanche les

SICAV court terme continuent de se bien porter. Leur en-cours augmentant de 23,6 milliards de francs en mai, pour atteindre 685 milliards de francs. Cette augmentation est entièrement due aux SICAV monétaires, c'est-à-dire investies en valeurs à court terme et sans risque de variation de cours. L'en-cours de ces dernières s'élève maintenant à 495,8 milliards de francs, contre 421 milliards de francs à la fin de 1988.

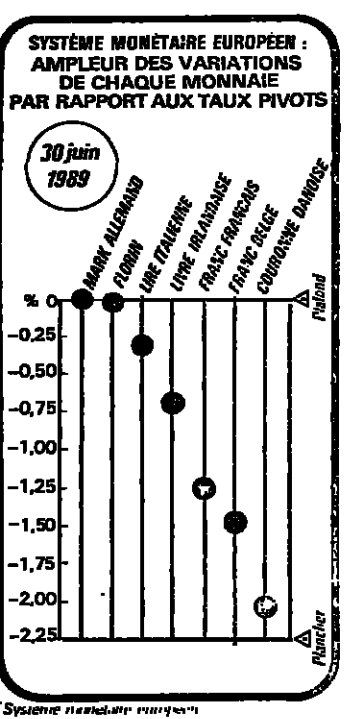
A cet égard, M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, s'exprimant au cours d'un colloque sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), rappelait l'importance de ces OPCVM en France. De 1979 à fin mars 1989 les actifs gérés par ces organismes, SICAV et fonds communs de placement, sont passés de 30 milliards de francs à 1400 milliards de francs. Ils tiennent la première place en matière d'obligations avec 31 % de la capitalisation boursière, et la première place également pour les actions avec 11,5 % de la capitalisation. En outre, les OPCVM français représentent la moitié des actifs totaux gérés sous cette forme dans la CEE.

Pour leur permettre de lutter à armes égales et de conquérir des parts de marché lorsque s'ouvrira le marché unique européen pour ces organismes le 1<sup>er</sup> octobre 1989, le gouvernement réfléchit à un dispositif réglementaire, l'idée centrale étant de faire en sorte que la plupart des OPCVM aient la capacité d'intervenir sur les grands marchés de la Communauté.

La loi du 23 décembre 1988 sur les SICAV et les fonds communs de placement ayant redéfini les règles de sécurité et modifié les règles financières, il reste encore à publier les textes d'application qui établiront les conditions de l'ouverture à la concurrence européenne. Le dispositif n'est pas encore adopté mais les grands principes en sont définis, a déclaré M. Trichet, avec toutefois une date butoir : le 1<sup>er</sup> octobre prochain.

M. Trichet a indiqué que le code de bonne conduite applicable aux OPCVM court terme, modifié récemment avec un abaissement à 30 %, contre 40 % du plancher d'obligations, pourrait être à nouveau « selon l'état du marché ». Il a précisé que la suppression du plafond de 500 millions de francs pour les fonds communs de placement était décidée et qu'une réflexion était actuellement menée en ce qui concerne le plancher, actuellement de 2,5 millions de francs, « pour fixer le meilleur seuil possible ».

FRANÇOIS RENARD.



## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le café en crise

Jamais, depuis dix mois, les cours mondiaux du café n'avaient été aussi bas. Le 30 juin, 1 tonne de robusta, à Londres, se traitait à 1 020 livres, après être tombé pendant la semaine à 996 livres. Cette baisse est la conséquence directe de l'échec des négociations entre producteurs et consommateurs, à la mi-juin, qui visaient à prolonger l'accord international sur le café, dont l'expiration est prévue pour septembre. Une dernière chance de sauver ce qui peut l'être sera fournie aux protagonistes, le 3 juillet à Londres, lors d'une réunion plénière du Conseil de l'Organisation internationale du café (OIC). La crainte d'un effondrement des cours mondiaux devrait forcer les uns et les autres à rapprocher des positions jusqu'ici très tranchées.

On trouve, d'un côté, les grands pays producteurs latino-américains (Brésil, Colombie), ceux d'Afrique et des Philippines, qui souhaitent prolonger l'état d'accord existant pour un, voire deux ans, en l'accompagnant de restrictions aux ventes vers les pays non membres de l'accord. Le système des quotas sur lequel repose l'accord international a en effet suscité l'apparition d'un marché parallèle de café dit « touriste », que les Etats membres de l'OIC écoulent vers des Etats non membres, au-delà de leur quota, en leur consentant des rabais exagérés, de l'ordre de 40 à 50 %.

Face à cette élite du café, se dressent des producteurs de variétés dites « autres doux », concentrés en Amérique centrale et

soutenus par les Etats-Unis. Ces petits pays réclament une nouvelle distribution des quotas afin d'augmenter leur part de marché aux dépens du Brésil et des pays africains. Détenteurs de café recherché pour leur arôme, ils ont su convaincre les Etats-Unis de la justesse de leur cause, les autorités américaines ayant conscience de la nécessité d'améliorer leur approvisionnement dans ce type de grain.

Au cours de la semaine écoulée, les déclarations et prises de positions se sont multipliées de la part des producteurs. Numéro un mondial de l'Arabica, le Brésil a estimé par la voix du président de l'IBCA (Institut brésilien du café), Jorio Dauster, que l'accord international ne serait pas renouvelé. M. Dauster a précisé qu'il ne se rendrait pas à Londres le 3 juillet. Le responsable de l'IBCA en a conclu que le quota d'exportation qui lui était offert paraissait nettement insuffisant comparé à ses capacités de vente. Le Brésil a ainsi proposé un quota de 220 000 tonnes à Djakarta, qui commercialise actuellement sur les marchés tiers quelque 280 000 tonnes.

La Colombie a, pour sa part, insisté pour obtenir qu'en cas d'échec de la réunion du 3 juillet, les quotas soient suspendus immédiatement, sans attendre septembre. Troisième producteur mondial, l'Indonésie s'est prononcée pour un retour au marché libre, jugeant que le quota d'exportation qui lui était offert paraissait nettement insuffisant comparé à ses capacités de vente. Le Brésil a ainsi proposé un quota de 220 000 tonnes à Djakarta, qui commercialise actuellement sur les marchés tiers quelque 280 000 tonnes.

tant en cause le gouvernement sandiniste, se sont vu exproprier. Le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a averti, en début de semaine, que les planteurs s'opposaient de la sorte au pouvoir risquant de connaître le même sort.

ERIC FOTTORINO.

● Vient de paraître, *Le Mobilis et la Plante, ou l'enjeu des ressources naturelles*, par Paul-Henri Bourrellet et Robert Dietrich (Economica, 627 pages, 250 F). Deux polytechniciens, passionnés par la mine et les ressources minières, répondent à toutes les questions que pose aujourd'hui l'accès aux richesses naturelles. Rafraîchissant, imprégné de protection de l'environnement et jeu des marchés sont les facteurs limitants de la production. Comment valoriser au mieux les ressources de la terre ? Une réflexion dynamique et prospective qui tombe à point.

● L'Economie mondiale des matières premières, de Pierre-Noël Girard (La Découverte, 125 pages). L'auteur, polytechnicien, professeur à l'Ecole des mines, propose, après un rappel historique, une analyse pénétrante sur l'évolution des prix des matières premières, les efforts vains des nations pour déterminer leur « juste prix », et sur l'avenir des matières premières pour le tiers-monde en cette fin de siècle.

PRODUITS	COURS DU 30-6
Café h. g. (Londres)	1 587 (-21) Livres/tonne
Trois mois	
Arabica (Londres)	1 782 (-73) Livres/tonne
Trois mois	
Nickel (Londres)	11 680 (+525) Dollars/tonne
Trois mois	
Sucre (New York)	2 880 (+155) Francs/tonne
Acid	
Café (Londres)	1 620 (-93) Livres/tonne
Juillet	
Cuivre (New York)	1 230 (+1) Dollars/tonne
Juillet	
Blé (Chicago)	397 (=) Cents/bushel
Juillet	
Malt (Chicago)	266 (+4) Cents/bushel
Juillet	
Sole (Chicago)	215,6 (-3,6) Dollars/courte
Juillet	

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

### Club Presse Finance

Le club Presse Finance, regroupant quarante-trois journalistes économiques et financiers représentant vingt-trois publications, a procédé à l'élection de son bureau.

— Président : Serge Marti (Le Monde), réélu.

— Vice-président : Jean-Louis Maître (Investir), réélu.

— Secrétaire général : Claude Pophillet (Journal des Finances), réélu.

— Trésorier : Alette de Broqua (Le Figaro), élue.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Soudan : après le coup d'État. - Némélie : début de la campagne électorale. 4 Cuba : ouverture du procès du général Ochoa. 5 Grèce : les communistes et leurs alliés soutiendraient un gouvernement minoritaire de droite.	6 La réunion du comité directeur du Parti socialiste. 7 Le projet de loi d'amnistie à l'Assemblée nationale. - Le Pen et les européennes. - « Livres politiques », par André Laurens.	8 Le policier Eric Laignel acquitté par les assises du Val-de-Marne. 9 MM. Joxe et Chénieux au Pays basque. - SPORTS : les internationaux de tennis de Grande-Bretagne. - La défaite de l'équipe de France de rugby.	11 Reconstitution de la version Némélie du Sacre du printemps. - Ingres au Pavillon des arts. 9 COMMUNICATION : accord pour une chaîne culturelle franco-allemande.	15 Médecins et assurances-maladie renouvellent la convention médicale. - La loi sur le logement : réactions des propriétaires et des professionnels de l'immobilier. 16-17 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 13 Météorologie : la grêle se poursuit. Mots croisés ..... 13 Radio-Télévision ..... 13 Spectacles ..... 12	<b>Les corrigés du bac</b> 3615 taping LMBAC  <b>Les grandes écoles</b> 3615 taping LEMONDE

Les effectifs salariés ont augmenté de 0,4 % au premier trimestre

### L'industrie recommence à créer des emplois

L'augmentation des effectifs salariés au premier trimestre de 1989 a bien été de 0,4 %, a indiqué, vendredi 30 juin, le ministère du travail qui confirme ainsi les résultats provisoires publiés précédemment (*Le Monde* du 3 juin). Selon l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, 50 000 emplois ont été créés au cours de cette période, pour un effectif global de 13 864 400. L'INEDIC, plus optimiste encore, table sur une croissance de 1,1 %, représentant 130 000 emplois supplémentaires.

Le phénomène le plus remarquable, dans le mouvement général de reprise de l'emploi qui se poursuit, réside dans le retournement de tendance dans l'industrie. Après le ralentissement des pertes d'emplois industriels, tout au long de l'année 1988, le premier trimestre de 1989 permet d'enregistrer, enfin, une augmentation des effectifs avec + 0,3 %.

Par secteur, la progression est encore plus sensible puisqu'il n'y a plus que dans les industries de biens de consommation que le nombre de salariés diminue (- 0,1 %). En outre, jusqu'à présent, les industries de biens d'équipement ont accru leur main-d'œuvre de 0,3 % au cours du trimestre et les industries de biens intermédiaires, qui avaient été les premières à recréer de l'emploi, exploitent littéralement. Pendant les trois premiers mois de l'année, l'emploi salarié y a augmenté de 1,1 %, contre 0,4 % au dernier trimestre de 1988. La hausse est même de 2,2 % sur les douze derniers mois : c'est-à-dire supérieure à la moyenne de l'ensemble des secteurs d'activité, hors agriculture.

Dans le tertiaire, l'accroissement des effectifs est de 0,5 % en trois mois. Mais, hormis par les institutions financières (+ 0,4 %), son rythme de progression manque le pas, voire régresse, comme dans le cas des services marchands (+ 0,6 % contre + 1,4 % au dernier trimestre de 1988). Ce qui n'empêche pas les commerces (+ 2,1 %) et surtout les services marchands (+ 3,8 %), de connaître une forte hausse sur les douze derniers mois, cette fois. Quant aux bâtiments et travaux publics, ils poursuivent leur ascension. Les effectifs se sont accrus de 0,7 % en trois mois et de 2,1 % en un an.

A. L.

### M. Poehl émet des doutes sur la nécessité d'une banque centrale européenne

M. Karl Otto Poehl estime, dans un entretien publié dans le *Financial Times* du 1<sup>er</sup> juillet, que la création d'une Banque centrale commune n'est pas nécessaire pour atteindre l'union monétaire européenne.

Le président de la Bundesbank déclare également que le gouvernement allemand sous-estime beaucoup les difficultés qu'il y aura à créer un tel organisme et se demande si le Parlement accepterait les transferts de souveraineté qu'implique une politique monétaire commune, étape nécessaire à une banque centrale européenne. Il s'interroge enfin sur la ville qui abriterait la Banque centrale, question « extrêmement importante ».

Le *Financial Times* souligne les différences de positions qui apparaissent de plus en plus clairement au sein des pouvoirs publics en RFA. M. Helmut Kohl étant partisan d'une banque centrale européenne modérée sur la Bundesbank pour son indépendance et son souci de stabilité des prix.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

L'affaire des fausses factures de Nancy

## Un inculpé met en cause des personnalités politiques

Le dossier des fausses factures qu'instruit depuis dix-huit mois le juge Gilbert Thiel est entré en politique. Le vingt-quatrième inculpé, entendu le 1<sup>er</sup> juin par le magistrat après que les policiers de la section économique et financière du SRPJ de Nancy étaient allés l'interroger à Paris, a été fort disert. M. Pierre Le Corre, ancien constructeur d'hypermarchés, spécialisé dans les tractations avec les municipalités, a révélé au juge comment fonctionnait le système des fausses factures. Il a cité des noms.

NANCY  
de notre correspondant

Si le promoteur parisien Pierre Le Corre a été très loquace, en revanche, l'entrepreneur de Toul André Gussat, inculpé « pivot » du dossier, est resté fidèle à sa ligne de conduite vendredi matin 30 juin chez le juge : il n'a rien à voir avec ces affaires. Pourtant, il est nommé en cause par M. Le Corre, dont le juge lui a lu la longue déposition enregistrée le 1<sup>er</sup> juin. Celle-ci contient de quoi inquiéter la classe politique lorraine. De nombreux élus se trouvent aujourd'hui ébloués par l'affaire, ainsi que la Commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC) chargée de décider de l'implantation des grandes surfaces.

Pierre Le Corre aurait révélé en effet au juge par quels moyens les partis politiques alimentaient, chacun à sa manière, leurs caisses et comment, pour décrocher des autorisations d'implantation d'hypermarchés, il allait... démarcher les élus membres de la CDUC afin de les convaincre du bien-fondé de ses projets. Il a donné pour exemple le cas de cet hypermarché de la banlieue

nancienne où, travaillant pour le groupe Continent, il s'était trouvé face au géant de l'Est Cora. C'est à coups de centaines de milliers de francs versés dans des enveloppes à découper, les maires des communes concernées et d'André Gussat qu'il aurait essayé d'emporter le marché.

### Exercice d'équilibre

Il aurait encore expliqué comment André Gussat avait mis en contact avec des élus de la CDUC et notamment M. Jacques Gossez, maire RPR de Toul et membre de la commission. Une accusation qui fait rire aujourd'hui l'élus toulousain : « Cet homme-là ne m'a pas semblé fiable. Je l'ai effectivement rencontré en 1984, sur l'initiative du maire de Champagnelles mais j'avais pris mes renseignements sur lui, et, à l'époque, il ne m'avait pas semblé quelconque d'être sérieux ».

Des accusations, en toute hypothèse, que le juge devra vérifier. Tout comme il s'attachera prochainement à déterminer la nature des contacts entretenus par Pierre Le Corre avec MM. Guy Corbiat, ancien maire RPR de Lunéville ; Georges Rollin, ancien conseiller général CNI de Toul-Sud ; Maurice Champredon, conseiller général divers droite de Thionville ; Claude Wild, maire PC de Froard ; Charles Kautman, maire de Champagnelles, avant d'insister que l'inculpé citait dans sa déposition. Ceux-ci ont-ils, sous couvert de travaux fictifs, de pseudo-études réalisées par des sociétés-écrans, perçu le produit des fausses factures, ou bien cela s'est-il traduit par la création d'équipements collectifs pour leurs communes ? Tout cela reste à vérifier.

Le juge devra aussi vérifier le bien-fondé des accusations portées par Pierre Le Corre à l'encontre d'un adjoint au maire de Lille, du

## Deux anciens éducateurs d'un centre du Jura inculpés d'attentats à la pudeur

Deux anciens éducateurs du Centre éducatif et professionnel (CEP) de Vers-sous-Montagne (Jura), en fonctions au moment des faits, accusés d'être inculpés, par Mme Catherine Desrousseaux, juge d'instruction à tribunal de Dole, d'attentats à la pudeur sans violence par une personne ayant abusé de l'autorité que lui confèrent ses fonctions. Il s'agit de MM. André Jannet, âgé de vingt-neuf ans, restaurateur, et René Milési, âgé de quarante-cinq ans, brocanteur.

Cela porte à cinq le nombre de personnes inculpées dans cette affaire, qui met en cause ce CEP,

fermé en juillet 1987 par la Vie au grand air pour l'infamie, fondation qui en était propriétaire, après qu'il eut été constaté « un climat de terreur et d'insécurité », préjudiciable aux adolescents en grande difficulté que cet établissement accueillait (*Le Monde* du 29-30 janvier). Trois autres personnes, extérieures au CEP, avaient, en effet, été auparavant inculpées de détournement de mineurs : MM. Bernard Gazon, âgé de trente-huit ans, magasinier, Didier Brin, âgé de trente-neuf ans, exploitant forestier, et Dominique Blangis, âgé de vingt-six ans, ouvrier boulanger.

### EN BREF

● Le PDG de Time reconduit par ses actionnaires. — Les actionnaires du groupe américain Time ont réélu les quatre administrateurs sortants dont le président, M. Richard Murdoch. Ce dernier a réaffirmé son opposition à l'OPA lancée sur Time par Paramount pour 12,2 milliards de dollars et à maintenir sa volonté de fusionner avec le groupe Warner en le rachetant pour 12,4 milliards de dollars. De son côté, Paramount ne désarme pas et a annoncé qu'il avait obtenu auprès de huit banques un prêt de 8 milliards de dollars pour financer l'OPA sur Time. D'autres établissements devraient rejoindre ce pool bancaire pour apporter les 15,6 milliards de dollars nécessaires à Paramount pour mener à bien l'opération et refinancer ses dettes.

● Le Journal du Parti socialiste autrichien vendu à M. Robert Maxwell. — Le *Neus Arbeiterzeitung*, organe du parti socialiste autrichien, serait sur le point d'être cédé à M. Robert Maxwell. Le magnat de la presse britannique rachèterait 45 % des parts du journal, qui a connu ces dernières années de grosses difficultés financières. Les négociations, qui, selon un porte-parole du Parti socialiste, seraient sur le point d'aboutir.

● L'ARB revendique un attentat commis en Ile-et-Vilaine. — Un correspondant anonyme se réclamant de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB), a revendiqué auprès de l'Agence France-Presse, à Rennes, l'attentat à l'explosif qui a provoqué, vendredi 30 juin, d'importants dégâts matériels dans une agence du Crédit agricole, à Châteauneuf (Ile-et-Vilaine), (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> juillet). Selon l'interlocuteur de l'AFP, l'ARB entend dénoncer ainsi « la politique du Crédit agricole visant uniquement à multiplier ses profits et ceux des super-agriculteurs, au détriment du tissu rural de la Bretagne et de son économie ».

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> juillet 1989 a été tiré à 529 385 exemplaires

A C D E F G H

Selon un ancien collaborateur de M. Reagan

## Un prêt occidental à la RDA aurait été utilisé par la Libye pour financer le terrorisme

Un prêt de 600 millions de dollars consenti en 1985 par des banques occidentales à la République démocratique allemande (RDA) a abouti en Libye, et une partie de la somme a été utilisée à des fins de terrorisme, a affirmé un ancien collaborateur du président Reagan, membre du Conseil national de sécurité américain.

Participant à une émission de télévision sur la chaîne PBS, qui doit être diffusée le 12 juillet, M. Norman Bailey a affirmé que quelque 60 millions de dollars ont été déversés entre la Fraction armée rouge de RFA, l'IRA, proviseurs d'Irlande du Nord et le groupe de guérilla M-19 de Colombie.

« Nous avons été en mesure de suivre une piste financière (...) et celle-ci a abouti à la mort de « marines » américains dans une discothèque de Berlin et de Libyens dans le bombardement américain de la Libye » en 1986.

a déclaré M. Bailey. Les États-Unis avaient bombardé Tripoli et Benghazi en représailles à l'attentat à la bombe perpétré à Berlin-Ouest et dans lequel un militaire américain et une femme de nationalité turque avaient été tués.

Le prêt en question avait été arrangé par le First National Bank de Chicago en liaison avec la Banque internationale du Japon, a déclaré un porte-parole de la Banque de Chicago, M. Tom Lindeman. Une cinquantaine de banques de plusieurs nationalités avaient contribué à ce prêt.

Selon M. Bailey, « L'argent est allé à la Hausbankbank à Berlin avant d'être dispersé vers plusieurs sociétés-boîtes à lettres à travers le monde. Puis il a été de nouveau concentré en Libye et a été enfin versé sur divers comptes contrôlés par des organisations terroristes. » — (AFP.)

### Au Sénat

## Un ensemble de textes sociaux définitivement adoptés

Le Sénat a définitivement adopté vendredi 30 juin, les textes suivants précédemment approuvés par l'Assemblée nationale :

● Le projet de loi relatif au congé parental et à diverses validations, reportant la date d'entrée en vigueur de la réforme des modalités de liquidation et de versement aux instituteurs de l'indemnité communale représentative de logement.

● La proposition de loi tendant à modifier jusqu'au 31 décembre 1991 le régime des sanctions prévues par la loi de mars 1984. Les SARL auront jusqu'à la fin de l'année 1991 pour porter leur capital à 50 000 F sous peine d'être dissoutes.

● Sur conclusion de la commission mixte paritaire, le projet de loi relatif à l'accueil par des particuliers à leur domicile, et à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes.

● Les projets de loi portant règlement définitif des budgets de 1986 et de 1987 (le PC votant contre et le PS s'abstenant).

● Le projet de loi portant diverses dispositions concernant les accords relatifs aux allocations d'assurance de travailleurs privés d'un emploi, l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, les cotisations du travail et de la main-d'œuvre, les travailleurs étrangers et le travail clandestin. A la demande du gouvernement, qui avait recouru au vote bloqué, le Sénat a approuvé l'ensemble du texte, seul le PC votant contre.

● Le Sénat, après échec de la CMP, est revenu à la version qu'il avait adoptée précédemment du projet modifiant le code du travail pour ce qui est de la prévention du licenciement économique et du droit à la conversion. Enfin, le Sénat a modifié le projet portant diverses dispositions relatives à la Sécurité sociale et à la formation continue des personnels hospitaliers. A l'occasion de ce texte, MM. Claude Huriet (Un. cent., Meurthe-et-Moselle) et Franck Sérusclat (PS, Rhône) ont pris l'initiative de faire voter, contre l'avis du gouvernement et celui du PC, une série d'amendements complétant la législation sur la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales, législation dont les deux sénateurs avaient pris l'initiative lors de la session parlementaire d'automne.

### L'insécurité dans les transports parisiens

## M. Blanc, PDG de la RATP, annonce un plan contre la délinquance

Nommé président du conseil d'administration de la RATP à la mi-février, M. Christian Blanc assume désormais cette fonction avec celle de directeur général. Le nouveau PDG a présenté, vendredi 30 juin, au conseil d'administration de la Régie les grandes orientations de sa politique où la sécurité occupe la première place.

M. Christian Blanc n'accepte pas l'insécurité qui règne dans les stations, dans les conduits du métro et dans les bus parcs qu'elle fait fuir les voyageurs et qu'elle plonge les agents de la RATP dans un climat de crainte.

Aussi a-t-il demandé une enquête sur la situation, qui se révèle préoccupante. « Les menaces évoluent, deviennent multifonctionnelles dans les transports urbains en particulier, et nous répondons comme nous le pouvons, sans anticipation », reconnaît-il.

Le président de la RATP a donc décidé un plan d'action de dix-huit mois, avec le concours du contrôleur général M. Denbel, mis à sa disposition par le ministre de l'Intérieur. Dans les zones sensibles mille caméras de surveillance seront reliées à un poste central où un res-

ponsable « sécurité » officiera en permanence. Deux ordinateurs seront utilisés pour établir une carte de risques à partir des statistiques. Un personnel renforcé et formé par la police sera affecté aux trente points noirs du réseau. Deux véhicules équipés de gyrophares amovibles seront acquis ainsi que des postes de radio portatifs. Deux escadrons de gendarmerie assureront une présence semi-permanente dans les endroits difficiles.

En outre, M. Blanc a déposé auprès des ministères concernés un projet rétablissant le droit de saisir les marchandises exposées illégalement à la vente dans le métro. Il entend « traiter avec humanité, certes, mais sans faiblesse, le problème des mille à deux mille sans-abri qui vivent dans le métro, avec la volonté de mettre en œuvre une politique d'assistance à la hauteur du problème et de notre société ».

Enfin, il annonce que la RATP va reprendre la situation en main dans le domaine des grèves et faire preuve d'une « énergie farouche pour lutter contre les grévistes ».

On notera dans les propos du PDG de la RATP deux innovations. Le ton, tout d'abord, qui est impérieux : M. Blanc sait ses arrières politiques assurés. Il a demandé et obtenu d'être l'unique responsable de la Régie.

Il parle donc avec une assurance inconnue chez les présidents de la RATP. Son prédécesseur immédiat, M. Paul Reverdy, se réfugiait volontiers derrière les oncles du ministère de l'économie et des finances ; M. Blanc, lui, ne se laissera pas enfermer dans les « contraintes annuelles des négociations budgétaires ».

Enfin, le nouveau patron des bus et des métros parisiens s'affiche de gauche. Il veut prouver que le service public n'est pas rigide, à condition de savoir faire rimer qualité de service et dialogue social, augmentation de la productivité et formation des hommes. Il souhaite que la RATP devienne, sous sa responsabilité, une référence de cette « modernité publique » qu'il croit capable de donner à Paris et à l'Ile-de-France les transports en commun sans lesquels il n'est pas de cité vivable.

ALAIN FAUJAS.

### Au nom des chasseurs et pêcheurs

## M. Goustat saisit le Conseil d'Etat

M. André Goustat, tête de la liste Chasse, pêche, tradition, qui avait obtenu 4,13 % (749 741 voix) des suffrages exprimés aux élections européennes, a déposé, jeudi 29 juin, auprès du Conseil d'Etat une requête en annulation des résultats du scrutin.

M. Goustat attribue à « diverses anomalies importantes » le résultat qui a empêché sa liste de franchir la barre des 5 %, condition pour obtenir des élus.

Le président de la fédération des chasseurs de Dordogne estime dommageables les conséquences qu'aurait entraînées l'annulation à l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2 de M. Antoine Wacziarg, tête de liste des Verts, ainsi que le débat télévisé sur TF 1, le 8 juin, six têtes de liste au nombre desquelles figuraient MM. Wacziarg et Jean-Marie Le Pen, président du Front national. Selon M. Goustat, la présence de ces deux derniers, dont les listes ne correspondaient à aucun groupe parlementaire existant, a constitué une discrimination.

M. Goustat souligne, par ailleurs, « l'absence de bulletins dans certains bureaux de vote » et « la publication illégale » d'un sondage des renseignements généraux.

**QUE FAIRE AVEC  
OU SANS LE BAC ?**

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15

LE TUDHANT

كتاب النظم



TÉLÉMATIQUE	
Les corrigés du bac	36,15
Les grandes écoles	36,15
36,15	

TÉLÉMATIQUE	
Les corrigés du bac	36,15
Les grandes écoles	36,15
36,15	

son ancien collaborateur de M. Reagan

## Un prêt occidental à la RDA aurait été utilisé par la Libye pour financer le terrorisme

Le 1000 dollars de prêt occidental à la RDA, qui aurait été utilisé par la Libye pour financer le terrorisme, a été révélé par un document de la CIA. Le document, daté de 1985, indique que la Libye a utilisé les fonds pour financer des opérations terroristes en Europe. Le document a été obtenu par un ancien collaborateur de M. Reagan.

## TP, assurance

Un ensemble de textes sociaux définitivement adopté. Le Sénat a adopté un ensemble de textes sociaux définitivement adopté. Les textes concernent la sécurité sociale et la protection sociale.

FAIRE AVEC  
ANS LE BAC?  
36,15  
STUDIANT

# Le Monde DE L'EDUCATION



N° juillet/août  
132 pages - 17 F  
En vente chez votre marchand de journaux

## DOSSIER SPECIAL LES PREMIERES INSCRIPTIONS EN FAC

- PARIS-PROVINCE : OUI ET QUAND S'INSCRIRE  
En province : les modes d'inscription. A Paris, les parcs, les listes des places disponibles.
- LES PIÈGES A ÉVITER  
Les procédures d'inscription varient selon les filières et les disciplines. Les méthodes de sélection des facs.
- EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUG  
Établissement par établissement, les résultats dans six disciplines : droit, sciences éco, administration éco et sociale, langues étrangères appliquées, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.
- LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES  
Beaucoup d'étudiants ne terminent pas les études qu'ils ont commencées. Le Monde de l'éducation a voulu savoir pourquoi et analyser les efforts des universités pour remédier à cette situation.
- ENQUÊTE : LES MIRAGES DE LA COMMUNICATION  
Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. Attention aux filières miroirs aux alouettes.

## Le Monde DE L'EDUCATION

POUR BIEN COMPRENDRE  
SES ENFANTS.  
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.

## Le Monde

# RADIO TELEVISION

## COMMUNICATION

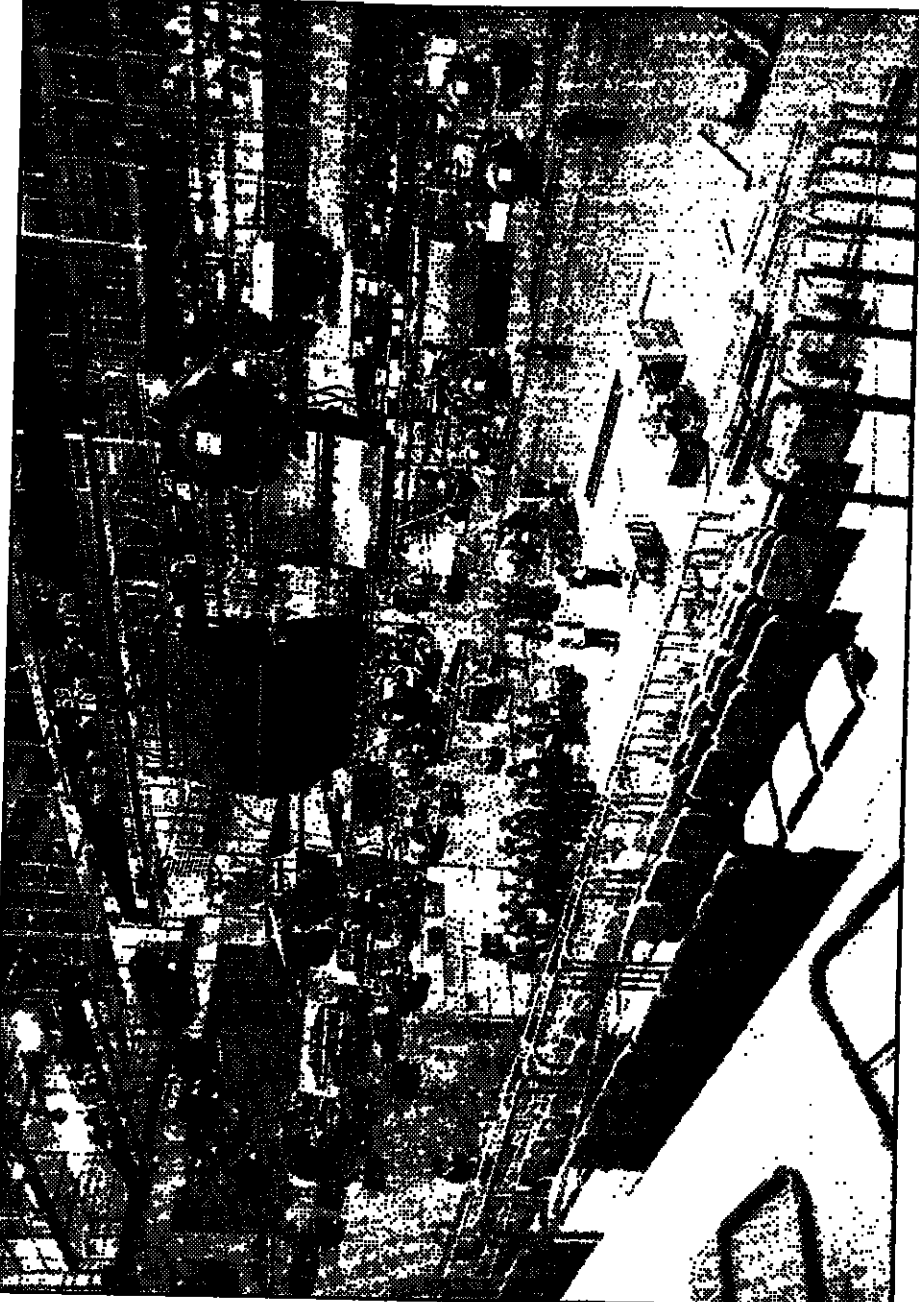


Thalassa :  
les derniers forçats  
de la mer

La perle noire :  
Gentleman Granger

## ESPAGNE

## TV 3, la catalane





	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
	3 juillet	4 juillet	5 juillet	6 juillet
1	20 h 30 FEUILLETON <b>La comtesse de Charny</b> La prise de la Bastille. 22 h MAGAZINE <b>Super sexy</b> Les 5 meilleures séquences.	20 h 30 CINÉMA <b>Merveilleux Angélique</b> □ Une insolente vire et revire. 22 h 05 DOCUMENTAIRE <b>Histoires naturelles</b> Bécasses et bécassines.	20 h 35 FEUILLETON <b>La vengeance aux deux villages</b> Un nouveau Dadas austro-allemand. 22 h 05 MAGAZINE <b>Désobéissances</b> Marilyn.	20 h 30 VARIÉTÉS <b>Séances vacancières</b> Vernon bricole de sacrée soirée. 22 h 35 SÉRIE <b>L'ami Maupassant</b> Avec Bernard Besson.
2	20 h 35 THÉÂTRE <b>Diabla d'homme !</b> 22 h 30 MAGAZINE <b>Bonjour la télé</b> 23 h DOCUMENTAIRE <b>Qu'est-ce qui se passe avec la culture ?</b>	20 h 35 CINÉMA <b>Marie-Antoinette</b> ■ Le roman de sa vie, avec Michelle Morgan. 22 h 45 DÉBAT <b>Les docteurs de l'écran</b> Falloit-il renvoyer à l'échiquier ? Un procès toujours recommencé...	20 h 35 JEU <b>Des chiffres et des lettres</b> 22 h 05 DIVERTISSEMENT. <b>La caméra cachée</b> 22 h 45 DOCUMENTAIRE <b>Qu'est-ce qui se passe avec la culture ? (2)</b>	20 h 35 CINÉMA <b>Al Bala</b> <b>et les quarante voleurs</b> ■ Des 5 mille et une Nuits à l'honneur marshall. Curious. 22 h 10 MAGAZINE <b>Edition spéciale</b> L'Opéra de la Bastille.
3	20 h 35 CINÉMA <b>La parole noire</b> ■ Robert Taylor face à Stewart Granger. 22 h 40 MAGAZINE <b>Océaniques</b> Tout sur Edgar Poe.	20 h 35 CINÉMA <b>La platoon</b> ■ Guy Bédos. Vidéassu au Maroc. 22 h 35 CINÉMA <b>Un soldat, un train</b> ■ Un voyage inspiré par les grands peintres belges du surréel.	20 h 35 TÉLÉFILM <b>La grâce</b> Maurice Armé adapté par Pierre Fournier. 21 h 35 MAGAZINE <b>Archipel sonore</b> 22 h 30 MAGAZINE <b>Opéra</b>	20 h 35 SÉRIE <b>La Mésaque</b> Une vedette disparait. 21 h 55 DÉBAT <b>Les droits de l'homme en USSR aujourd'hui</b> 23 h 15 DOCUMENTAIRE <b>La pierre en pleurs</b>
CANAL +	20 h 30 CINÉMA <b>Les trois vieilles de la peur</b> ■ Trois sketches d'épouvante. 22 h 05 TAUROMACHIE <b>Corrida</b> A la fête de Nîmes.	20 h 30 CINÉMA <b>Peggy Sue s'est mariée</b> ■ ■ Comédie sentimentale et romantique. 22 h 10 CINÉMA <b>Hal</b> ■ ■ Le célèbre comédien musicaliste et compositeur revivra par Milla Fournier.	21 h CINÉMA <b>Corps 7 à corps</b> □ Satire gauchiste. 22 h 25 SPORT <b>Football</b> Un match du Tournoi de Paris.	20 h 30 SPORT <b>Football</b> Finale du Tournoi de Paris. 22 h 35 CINÉMA <b>L'Inferno</b> <b>de la paranthèse rose</b> ■ Deuxième tentative de faire revivre la célèbre série policière.
LA 5	20 h 30 TÉLÉFILM <b>Panique sur le green</b> Les cadavres s'accumulent. 22 h 30 SÉRIE <b>Deux filles à Miami</b>	20 h 30 CINÉMA <b>Le secret de la planète des singes</b> □ Science-fiction traditionnelle et spectaculaire. 22 h 25 SÉRIE <b>Deux filles à Miami</b>	20 h 30 TÉLÉFILM <b>Le loup de la jungle</b> Mission au Vietnam du Sud. 22 h 20 SÉRIE <b>Deux filles à Miami</b>	20 h 30 TÉLÉFILM <b>La résaie</b> Enquête après l'enlèvement d'une jeune fille. 22 h 25 SÉRIE <b>Deux filles à Miami</b>
M 6	20 h 30 TÉLÉFILM <b>La course vers le pôle</b> Deux hommes à l'assaut des terres boréales. 22 h 10 TÉLÉFILM <b>Les Borgias ou le sang doré</b> (1 <sup>re</sup> partie).	20 h 30 TÉLÉFILM <b>Panique dans la téléphonie</b> Le coup de la panne à 2 000 m d'altitude. 21 h 45 TÉLÉFILM <b>Les Borgias ou le sang doré</b> (2 <sup>e</sup> partie)	20 h 30 TÉLÉFILM <b>Les séances du cœur</b> Un adolescent désespéré. 22 h TÉLÉFILM <b>Les Borgias ou le sang doré</b> (fin)	20 h 30 TÉLÉFILM <b>Réunion de famille</b> Comédie. 22 h 10 THÉÂTRE <b>Ah ! la police de papa</b> Avec Henri Tassot.

# Truquages sur images

Par BRUNO FRAPPAT

lées, on ne sait, en tout cas en un endroit qu'on ne saurait nommer.

U N patron, ça n'est pas rien ! C'est aux commandes, ça prend des décisions graves qui engagent les autres, beaucoup d'autres, ça inspire le respect. Ils sont loin, haut, distants et puissants, les patrons. On apprend qu'ils ont décidé ci, on croit savoir qu'ils pensent ça, ils sont entourés de conseillers officiels ou occultes, on leur suppose des réseaux, des accointances, des connaissances spéciales. Le mystère est dans leur panoplie, la compétence est leur bouclier, l'autorité leur moyen, la réussite leur cap.

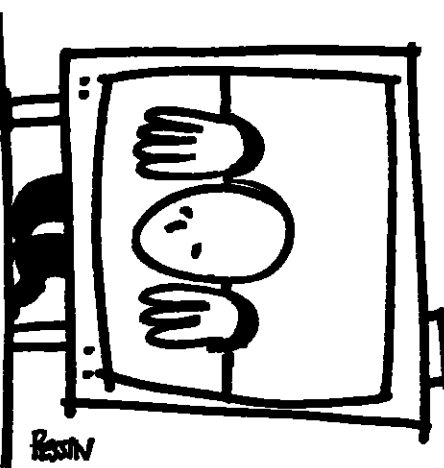
Ils trônent, tranchent. Sans état d'âme, sans faiblesses, ils travaillent beaucoup, et l'entreprise est leur maîtrise. Ils savent et règnent, héros de ce temps où la valeur se mesure en comptes consolidés. Ils sont les guerriers admirables des conquêtes extérieures, les Napoléon de la finance, les Alexandre le Grand de la prise de participation, les Attila du bénéfice : où ils passent, le chômage ne repousse plus...

Naturel, donc, qu'on les honore. Et que, la télévision étant à la gloire d'aujourd'hui, ce qu'étaient aux 7<sup>e</sup> Deux chiffrer les grandes catéchèses, ce soit sur le petit écran que cela se passe.

Prenez Jean-René Fourrou, le patron de Rhône-Poulenc. Ça n'est pas un petit monsieur, c'est du haut de gamme planétaire. Pas un quidam de sous-préfecture : une puissance, il était clair qu'il devait figurer dans la brochure de PDG réunis sur le plateau d'Antenne 2 pour la remise des trophées du groupe ! L'expansion, l'oublier, été plus qu'un affront, une erreur. Chapeau bas devant Rhône-Poulenc.

On lui recourt, pour le distinguer, au distingué ambassadeur du Paradis latin, boîte à la mode, un certain Sergio, sorte de bonhomme de comète agricole pour public en anorakings. Il pût par la main M. Fourrou-de-Rhône-Poulenc, comme M. Loyat choit dans un public d'enfants, au cirque, la victime innocente du numéro suivant, et le traite comme un roi. Asses-vous donc là, monsieur le PDG, tenez ici. Voici un costume Grand Siècle, une perruque royale et un vaste chapeau. Ainsi affublé, encore qu'interloqué, le patron s'efforça de maintenir sur son chef l'immense bûble mal ajusté et que lui renvoyait incessamment un dossier trop haut. Sa Majesté ne pouvait faire autrement qu'elle n'ait l'air consentant par les autres à cette affaire domptée, plus courtoise contrainte qu'adhésion pleine.

Faites entrer les filles ! Et, voici, défilant devant le grand-roi-grand-PDG, trois grâces décentes par-devant mais nues par-derrière, se retournant pour agiter, dans de subtils trémoussements, leur fessier dodu devant l'auguste face du monarque plébé. Ce fut la danse des courtisanes, accompagnées dans leurs dardements par un valet passant, éphémiquement, leur épouseier le popoïd d'une manière esquive. Vint la révolution dont on espérait un instant, mais on se trompa, qui elle abrégeait les souffrances du bon roi muet. Nouvelle brigade d'émoussillantes, postées cette fois, et du mauvais faubourg. Quant au mauvais côté de leurs personnes - du point de vue on se place qui est celui de l'habileté décente... - il s'agissait de cocottes titiloteuses, piquées, plantées, co-



M. Fourrou est bon prince et sage compagnon. Durant les longs moments de ce support méthodiquement et cathodiquement filmé, il ne pût pas Mieux : il s'efforça, en conservant sous sa grotesque perruque grise et bouclée un sourire aussi large que crispé,

de laisser croire qu'il était honoré, content d'être là. Mais on voyait bien qu'il ajoutait à la contrainte subie celle qu'il s'imposait de ne pas faire d'écarter, de ne pas plaquer la le-Sergio, ses pommes, ses fraises, ses nénettes affolantes et, se chassant lui-même de la scène, de donner leur congé public aux visiteurs qui l'avaient convoqué. Il s'exprimait le tendement, par voie de presse, les producteurs de l'émission, par leur embarras manifeste faisant à leur tour comprendre qu'ils étaient pas loin de passer comme lui.

Tout ce détail, dans le bon goût, de la grandiose franchise, ne valait pas un émoi tant et elle n'illustrait une dérive bien dans le ton de ce temps. Pour les patrons, d'abord : s'ils bien nécessaires à leur réussite, à leurs succès d'exportation ou de cash-flow, qu'ils consentent à se répandre sur tous les tréteaux qui s'abaissent ? On méditerait avec beaucoup de compréhension la parole d'un autre patron, ferme, méconnu, mais non moins puissant que d'autres, et déclarant, lors de la même émission, à qui lui reprochait de ne donner que peu d'interviews : « J'ai cru de m'exprimer quand j'ai quelque chose à dire. »

Si chacun, patron ou non, metait en application le socle précepte d'Antoine Cluchard, le PDG du groupe Casino - puisque c'est de lui qu'il s'agit - quel silence dans notre société, quelle paix dans les coeurs, quelle tranquillité pour les intelligences ! Mais non, il faut à toute force « occuper » le terrain, des ornières, sauter d'un studio à l'autre, pesant mille formules pour dire la même chose différemment, s'assurer qu'on a été bon, qu'on a mérité des points. La syndrome Fourrou ou les pièges de la communication...

Il y a pire situation que celle où s'est fourré M. Fourrou. En Chine, par exemple. C'est sans doute un aspect second de la tragédie, mais il met en un arête sur image : les caméras auront rarement montré à ce point l'ambiguïté de

leur rôle, en fonction de leur usage. On avait pu jouer, au moment de la révolte étudiante, quand le monde entier croyait joyeusement que la Chine s'éveillait à la démocratie, le rôle de la télévision, sa fonction libératrice, et même de protection. La fait que tout ce qui se produisait était filmé, enregistré, diffusé, faisait comme un rempart d'images, était un appui au mouvement : les mauvais coups sont notés saés à commettre sous la lumière des projecteurs et sur la place publique.

Furieuse erreur : ce qui lui valait dans la phase ascendante du mouvement se révéla, à l'inverse, les chars étant passés par là, totalement erroné. Les caméras étaient retournées comme des luis. L'image devenait détraquée, filicage. Les visages n'étaient plus protégés. Les magnétoscopes de la police d'Etat tournaient aux seigneurs du peuple chinois les premières pièces à conviction des procès à venir. On avait filmé les têtes par-devant. On tirait dans les nuques.

Ce n'était évidemment pas une raison pour se rendre de les avoir filmés. A la prochaine occasion, il faudra saés s'efforcer de montrer, de faire paraître, sinon les saés, l'embaras, les pleurs, les piques, elles. Mais les saés caméras ? A chaque corridor de Peking, y a longtemps que la police avait disposé les équipements légers, ses yeux électroniques et froids, et que s'élevait dans les archives de l'Etat, et du patil la vidéothèque des punissables.

Tra joll débat, enregistré à Moscou pour Antenne 2, dans une classe terminale entre des jeunes Soviétiques parlant un français excellent, il était question de la terreur et de la révolution. Deux filles souriantes animaient la conversation, L'une, bijou, très BC30, dédoublait la mémoire de Saline, « notre histoire », décrivant que « la révolution et la terreur sont intimement liées ». L'autre, plus fraîche et joyeuse, blonde, lunette, réveillait de révolutions sans terreur : « Pourquoi toujours le sang ? Il ne faut pas faire de la terreur... On dit que la perestroïka, c'est vraiment la révolution, mais je ne vois pas la terreur. Peut-être que ce n'est pas la révolution. » Ayant dit, elle se mord les lèvres et met la main sur sa bouche, regardant fixement la caméra. On comprend qu'elle se demande si elle n'a pas proposé l'indépendance pour la perestroïka.

La glancée, elle, est en marche. On l'a bien vu, la course à la main, les ongles. On savait que la perestroïka était là, elle n'était pas l'Union soviétique. La comète n'est pas restée maintenant. Un ancien kolchozn, qui veut devenir agriculteur indépendant avec l'aide de l'Etat, se présente dans la banque de sa localité. Il est accompagné de l'équipe française de télévision. La banquière, après lui avoir tendu un vague formulaire, lui fait remettre des liasses de roubles. La voilà richement dotée.

Il a joué le jeu. Mais pas jusqu'au bout. Rentré à la maison, il se confesse : « Tout ce qu'on vous a montré était bidon, du bidon. C'était seulement pour que vous me filmiez en train de recevoir de l'argent. Il y a un an que nous demandons un crédit et on n'a pas touché un kopek, et là, en un jour on touche tout ! C'est infaisable en Union soviétique... » Les images, ça vaut de l'or, et même des roubles.

مكتبة المنهج











1991-1992 Annual Report















# France-Musique

**THE**

## A2

**FR**

**6.26 Magazine : Une première.**  
Présenté par Robert Namia. Avec le journal à 6.30, 7.00 et 7.30 ; Les cinq premières minutes à 7.35.

**8.30 Télémath.**  
Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.  
**8.30 Feuilleton : Amourusement vôtre.**

3.00 La méthode Victor.  
3.15 Annusée 3. Tao Tao: Il était une fois l'homme.  
0.05 Série: Diligence express.

**la terre...**

**Ingild Bergman**  
dans **Jeune au larcher**  
de **Paul Claudel**  
en juin 1934  
(cité au siège de Roberto Rossellini).

**Dimanche 9 juillet**

**2.00** Les nuits de France-Miquilou. Miquilous traditionnelles du monde, en direct du château des ducs de Bretagne à Nantes.

**7.02** Concert-promenade. Musique d'aujourd'hui, musique légère, chorale, musique de chambre. J. Strauss, A. Rimsky-Korsakov, J. Sibelius, R. Schumann, G. Paganini, M. Messiaen, L. Beethoven, R. Strauss.

**8.07** Canada. Miquilous sacrées. Messe en mi bémol majeur de Schubert; Te Deum, de Bruckner.

**10.30** Les allures de la Guide. Présentée par le capitaine de Morlaix, un capitaine grâce à Vivaldi.

**12.00** Miquilou.

[illegible]

18.10 Actualités régionales.  
19.30 Le Journal du Tour de France.  
20.00 Journal et Météo.  
20.35 Jeu : Das chiffres et des lettres.  
21.00 Actualités, présentés par Laurent Chabrol.  
Finale de la compétition Coupe des clubs, en direct.  
7h30hse.  
22.05 La centria caotica.  
Samedi, 22.05.95.  
22.45 Documentaire : Our-art-ce qui se passe avec la culture ?  
23.05 Informations : 24 heures sur R.2.  
Météo.  
0.05 Séries secondes.  
0.10 Le Journal du Tour de France (rediff.).

13.26	Malgache, malgache.
13.27	
13.28	
13.29	
13.30	Jugai : Uveret vend la mende.
13.31	
13.32	Jugai : Questions pour un champion.
13.33	Le 18-20 de l'information.
13.34	De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
13.35	Desen animé : <i>Myres 31</i> .
13.36	Jeux : <i>La classe</i> .
13.37	
13.38	Le Téléfilm : <i>La griffe</i> .
13.39	De Pierre Tchernia, d'après Marcel Aymé, avec
13.40	Michèle Bernier, Kary Yvon, Roger Canet.
13.41	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.42	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.43	D'André Bessis, de Jean-Pierre Baudert.
13.44	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.45	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.46	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.47	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.48	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.49	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.50	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.51	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.52	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.53	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.54	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.55	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.56	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.57	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.58	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.59	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.60	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.61	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.62	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.63	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.64	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.65	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.66	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.67	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.68	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.69	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.70	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.71	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.72	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.73	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.74	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.75	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.76	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.77	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.78	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.79	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.80	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.81	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.82	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.83	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.84	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.85	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.86	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.87	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.88	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.89	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.90	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.91	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.92	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.93	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.94	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.95	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.96	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.97	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.98	Myriam : <i>Myriam</i> .
13.99	Myriam : <i>Myriam</i> .
14.00	Myriam : <i>Myriam</i> .

14.00	Musique légère, Piste de mon enfance, Le Président de Bonneteau, Fanch'Garcia de Siam.
14.30	Café Jardin. Mésange de l'épave.
18.00	Peuvres en concert, Colette Alliot-Luez.
17.30	Le temps du jazz. La trompette de l'empire latin.
18.00	Musique d'été.
18.00	Peuvres d'été.
18.00	Peuvres d'été.

[illegible]

**14.02** Fédérations d'entraide...  
**17.00** Comment l'influence-vous ? L'ampleur de la musique, par Elzbieta Isold.

**18.00** Jazz vibrant. Par André Frenaud. Le concert du Big Band International du Club européen de radiodiffusion.

**20.05** Avant-concert.  
**20.30** Concert (donné le 7 avril au Châtelet), dans les sautes solyevskiennes : 1° Symphonie en mi bémol mineur, opus 68, de Beethoven ; 2° Polka-mazurka de Rado-Skoczko et deux et à quatre de Radio-France, le duo de la radio de Francfort, les Petits Chanteurs de Paris ; 3° Elzbieta Isold ; 4° Lucie Fogar, Arlen Auger, Julie Kowalski, soprano ; 5° Les chanteuses, soprano, alto, ténor, basse, par Strala, Mironovitch, Peter Straub, Mironovitch.

هکذا من ا

**LA 5**

## M6

ture & view; n. / 45, Kiseba

**KARLOWICZ,**

18.00	8.	6.00	Le Journal parlement.
—	M	—	Do 7.50 à 8.00 Descente amide —
20.00	4.	7.50	Les défriseurs
20.50	T	de la Terre (credit).	
22.00	D	7.65	Princes Sarah (credit).
22.20	M	8.20	Rémi sans famille (credit).
22.50	A	8.45	Synopsis.
23.20	L	8.00	Télé-achat.
23.50	T	8.15	Séris ; Vêlin, volins.
24.00	4	9.00	Fenilions ;
0.05	9.	La trépanelle d'Aligson	
0.10	L	(p. espas).	
1.20	L	11.00	Séris : sans brigades du Tigre.
1.15	L	12.05	Bouvard et Compagnie.
1.25	L	12.50	Regainis ; Le journal.
1.30	L	Do avec-Clair du jour.	
2.40	B	13.00	Journal.
2.55	J	13.35	Séris : L'inspecteur Darrick.
3.00	8.	Le sport du fan.	
3.45	V	16.00	Le Secret ; Temple.
3.45	M	Journal de Witzelsdorf, au divorce.	

[illegible][illegible][illegible][illegible]

0.30 Archives dans la nuit. Les comtesse Ingeborg de Castell de Montoux, Les Mathias Castellan de Nuremberg (journalier), de Weger; Conrado pour piano et cithare n° 24, en ut mineur, K.481, de Mozart; Symphonie en ré mineur, de Frank, par l'orchestre National de France, dirigé par Maurice Ravel, au Palais de l'Opéra, le 12 septembre 1898).









## TF 1

- 6.26 Magazine : Une première. Avec le journal à 6.30, 7.00 et 7.30 : Les cinq premières minutes à 6.30.
- 7.40 Club Dorothée match. D'après le Club Dorothée.
- 8.28 T46 shopping. D'après le Club Dorothée.
- 8.56 Club Dorothée vacances. D'après le Club Dorothée.
- 10.40 Jeu : Et avec les oreilles. Avec le Club Dorothée.
- 11.06 Feuilleton : Le destin du docteur Chivet (4<sup>e</sup> épisode).
- 11.30 Jeu : Jeopardy. Avec le Club Dorothée.
- 12.00 Tournoi... match. D'après le Club Dorothée.
- 12.30 Jeu : La juste prix. Avec le Club Dorothée.
- 13.00 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 13.35 Feuilleton : La ligne de chance. Avec le Club Dorothée.
- 14.25 Téléfilm : Colomba. Avec le Club Dorothée.
- 15.00 Feuilleton : Santa Barbara. Avec le Club Dorothée.
- 16.10 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 16.25 Jeu : La roue de la fortune. Avec le Club Dorothée.
- 16.45 Feuilleton : En cas de bonheur. Avec le Club Dorothée.
- 16.50 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 17.00 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 17.10 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 17.20 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 17.30 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 17.40 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 17.50 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 18.00 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 18.10 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 18.20 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 18.30 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 18.40 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 18.50 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 19.00 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 19.10 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 19.20 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 19.30 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 19.40 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 19.50 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 20.00 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 20.10 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 20.20 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 20.30 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 20.40 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 20.50 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 21.00 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 21.10 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 21.20 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 21.30 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 21.40 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 21.50 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 22.00 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 22.10 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 22.20 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 22.30 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 22.40 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 22.50 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 23.00 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 23.10 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 23.20 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 23.30 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 23.40 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.
- 23.50 Club Dorothée vacances. Avec le Club Dorothée.
- 24.00 Journal. Méteo et Bourne. Avec le Club Dorothée.

## A 2

- 6.30 Téléfilm. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 8.30 Feuilleton : Amour et vengeance. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 8.50 Eto et Compagnie. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 9.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 10.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 11.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 12.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 13.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 14.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 15.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 16.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 17.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 18.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 19.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 20.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 21.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 22.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 23.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.
- 24.30 Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 6.30, 7.00, 7.30, 8.00.

## FR 3

- 11.40 Découverte de Michel Gorbachev. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 12.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 13.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 13.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 14.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 14.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 15.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 15.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 16.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 16.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 17.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 17.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 18.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 18.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 19.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 19.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 20.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 20.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 21.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 21.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 22.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 22.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 23.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 23.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 24.10 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.
- 24.40 Feuilleton : Point d'esthétique. Avec le journal à 11.40, 12.10, 12.40, 13.10.

## CANAL +

- 7.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 7.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 8.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 8.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 9.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 9.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 10.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 10.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 11.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 11.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 12.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 12.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 13.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 13.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 14.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 14.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 15.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 15.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 16.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 16.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 17.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 17.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 18.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 18.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 19.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 19.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 20.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 20.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 21.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 21.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 22.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 22.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 23.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 23.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 24.00 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.
- 24.30 Chinois : Les maîtres de l'univers. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00, 8.30.

## CASIN INTERNATIONAL : CANAL +, 10 h 36



Egídio Vieira, vainqueur du Tournoi de Berlin 1987

# Un jeu ancien remis au goût du jour

Jadis confiné dans les arrière-salles de billard, le casin, rénové par Egídio Vieira, est devenu une discipline de compétition.

VERTIGINEUX, rénovateur et créateur du casin dans l'ordre, Egídio Vieira, champion de France, vainqueur du Tournoi de Berlin 1987, nous fait découvrir ce jeu qui semble appartenir à un autre monde. Le casin, c'est un jeu de hasard, mais aussi un jeu de stratégie. Le casin, c'est un jeu de hasard, mais aussi un jeu de stratégie.

Le casin, c'est un jeu de hasard, mais aussi un jeu de stratégie. Le casin, c'est un jeu de hasard, mais aussi un jeu de stratégie. Le casin, c'est un jeu de hasard, mais aussi un jeu de stratégie.

Le casin, c'est un jeu de hasard, mais aussi un jeu de stratégie. Le casin, c'est un jeu de hasard, mais aussi un jeu de stratégie. Le casin, c'est un jeu de hasard, mais aussi un jeu de stratégie.

## Les sept points d'un set

- 1. Le joueur doit obligatoirement réaliser dans l'ordre :
- 2. La bille rouge, soit directement, soit à l'aide d'une ou de plusieurs bandes.
- 3. Le direct : réaliser la carambolage sans l'appui des bandes.
- 4. La bande (bande event) : toucher au moins une bande event de son 1<sup>er</sup> bandier, toucher une seule bande pendant le carambolage.
- 5. 2 bandes : toucher deux bandes pendant le carambolage.
- 6. 3 bandes : toucher au moins trois bandes pendant le carambolage.
- 7. Le casin : au septième et dernier coup du set, le joueur doit réaliser le carambolage, mais avec obligation, pour la bille rouge, de toucher au moins une bande event d'effectuer le carambolage et sans que les deux bandes blanches (jaune et blanc pour le rouge) se rencontrent avant le rouge.

Le carambolage d'un joueur permet au joueur, lorsqu'il se trouve dans une position difficile, de se placer plus favorablement pour le point qu'il doit réaliser. Il ne peut être utilisé qu'une fois par set.

G. C.







**THE**

6.26 *Magazine* : Une première.  
 Présenté par Robert Vardan. Avec le journal à  
 6.30, 7.00 et 7.30 : Les dix premières minutes à  
 7.35.  
 7.40 Club Dorothée meth.  
 Dragon ball : Disney classique : Jaur.  
 8.25 T64 stoping.  
 8.56 Club Dorothée vespérale.  
 Judo, le Taekwondo, Karaté, Judo-Do, Judo-Do  
 observatoire de la culture.  
 10.40 Jaur : Et avec les préliés.  
 11.05 Feuilliton : Le destin du docteur Chivet  
 (5 épisodes).  
 11.30 Jaur : Jeopards.  
 12.00 Tournez, manège.  
 12.30 Jaur : Le juste prix.  
 13.00 Journal, Météo et Bouras.  
 13.35 Feuilliton : La ligne et chance.  
 14.25 Taffin : Colombia.  
 De Giacomo Battista, *Grands Projets Mérimée*,  
 avec Anne Caron, Aline Guy (2<sup>e</sup> partie).  
 15.45 Feuilliton : En cas de bonheur.  
 16.10 Club Dorothée vacances.  
 Jaur : Les deux premiers des candidats : Ty  
 Lavoisier, le grand public, Paddy Brewster.  
 16.45 Jaur : Les rues de San-Francisco.  
 La grille de nuit.  
 18.10 Jaur : Les rues de San-Francisco.  
 18.45 Jaur : Les rues de San-Francisco.  
 19.00 Feuilliton : Saint-Marc.  
 19.25 Jaur : La rose de la fortune.  
 20.03 Journal.  
 20.25 Météo et Tapis vert.  
 20.30 Jeux Interstiles.  
 Animé par Guy Lutz, Simona Gardin, *Le monde*  
 Zivone, Claude Savelli.  
 Formidat - Tropic.  
 22.35 *Magazine* : 62 sur la Une.  
 De Jean Berthoin.  
 Deux réseaux du Kéren, de Jacqueline Dubois.  
 Feuilliton : Le jeu de la couronne.  
 De Christophe Moréau et Jim O'Hara, *Cherchez*  
 le Quotidien, de Paul Scott (7<sup>e</sup> épisode).  
 0.30 Journal et Météo.  
 0.50 Série : *Drôles d'histoires*.  
 Métaux : Les aventures de la science.  
 1.15 Série : Des agents très spéciaux.  
 De Guyard et Seyla.

**A2**

8.30 **Téléfilm.**  
Avec le journal 7.00, 7.30, 8.00.

8.30 **Failliten.** Amour et mariage d'été.

9.00 **Eric et compagnie.**  
Isolation présentée par Eric Guitton et Noëlle.  
Les maîtres de l'écriture : Bédouët, Pilon ; Zola :  
Léon, Leconte de Lisle ; Maupassant : L'histoire  
d'un soldat ; Camus : L'homme et l'instant ;  
Sartre : La Nausée ; Cendrars : L'homme et  
Sartre : La Nausée (2<sup>e</sup> partie).

11.35 **Journal.**

12.00 **Fish et châteaux et Mélo.**

12.05 **Jeu : Les maîtres de 1/2.**

12.05 **Présenté par Patrick Laffont.**

12.50 **Jeu : Dictionnaire, c'est gagné !**

13.00 **Présenté par Patrick Laffont.**

13.45 **Journal et Mélo.**

13.45 **Série : Falcon Crest.**

14.35 **Mémoires : Aventures et voyages.**  
20.00 de Martin Figue.

15.00 **Le desordre du non vécu, un cours des Pyréennes**  
de la République, par et de la relation et  
du public au festival du film de spectacles  
1987.

15.20 **Sport : Cyclisme.**  
Tour de France : 6<sup>e</sup> tour (Remise-Puylucques  
de Rullien) : A la caserne non Tour, de Jacques  
Lafont.

16.20 **Série : Top model.**

16.25 **Jeu : Trilby mystère.**

17.20 **Audrey par Richard et Marie-Alice Nard.**

18.45 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**

18.45 **Dictionnaire, présenté par Laurent Cabrol.**

19.10 **Actualités régionales.**

19.30 **Le Journal du Tour de France.**

20.00 **Journal.**

20.30 **Mélo.**

20.35 **Série : Geronimo.**  
Sitterson, on lui, de Michael Meyer, avec Hédar  
Lalonde, Katerina Jovan.

21.00 **Un concubinage est devenu un chef de bureau, les**  
Américains.

21.35 **Apocalypse.**  
Portrait et concert de Bernard Boute.

22.00 **Journal et Mélo.**

22.10 **Sécheresse seconde.**  
Américains.

23.10 **Négrasse : Les enfants du rock.**

23.15 **Journal.**

23.45 **Journal et Mélo.**

24.00 **Journal et Mélo.**

0.30 **Le Journal du Tour de France (rediff.).**

## FR3

11.58	1789 au jour le jour.
12.00	Mémoires de Louis de Broglie sur la révolution. Mémoires par Patrick Thibet.
12.05	Aquilon, terre de passion.
12.17	Le voyage en Aquilon, de Christian Durieux.
13.05	Point d'information : Point d'actualité.
13.30	Fénelon : La vie vénérable (5 épisodes).
13.57	Mégaclon : Regard de femme.
14.00	Présenté par Alain Pélissier, un direct de Toulouse. Fénelon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV. Fénelon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
14.50	Fénelon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
15.00	Fénelon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
15.40	Mégaclon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
16.00	Mégaclon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
16.40	Mégaclon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
17.00	Fénelon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
17.05	Fénelon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
17.10	Petit quiz de...
17.15	Speedy Gonzales.
17.30	Mégaclon habillé.
17.35	Sélie : Super sélie.
18.00	1789 au jour le jour.
18.02	Mégaclon : D'avez vous la mèche.
18.30	Jeu : Questions pour un champion.
18.50	Le 18-20 de l'information.
19.00	De 19.00 à 19.30, le journal de la région.
19.58	Dessin animé : Ulysse 31.
20.05	Jeu : Sélie.
20.35	Sélie : Sélie.
21.00	Le mort vu par le docteur de Syntex Dursel. Sélie : Sélie.
21.30	Mégaclon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
22.00	Mégaclon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
22.50	Mégaclon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.
23.40	Mégaclon : Les lettres de Fénelon à Louis XIV.

**LA 5**

6.00	Le Journal permanent.	20.00	Jo
—	— De 7.50 à 8.00 <i>Deuxième soirée</i> —	20.30	Ti
7.30	Les défunts de la Terre (coul.).	21.00	La
7.55	Prévisions Sarah (coul.).	21.30	De
8.20	Rémi sans famille (coul.).	22.00	Ri
8.45	Syphanta.	22.35	Ar
9.00	Télé-crochet.	23.00	Pa
9.15	Série Vohin, volaine.		Ti
10.30	Failliton (La demoiselle d'Avignon (11 épisodes).	0.00	Jo
11.00	Série : Les brigades du Tigre.	0.05	Jo
12.05	Bouvard et Compagnie.	0.25	Ar
12.50	Magazine : Le Journal De l'est-Claude Bourrel.	0.55	L'i
13.00	Journal.	1.35	La
13.55	Série : L'inspecteur Darrick. Le tueur à l'armes froid.	2.30	La
15.00	Sport : Tennis. Tourné de Wimbledon, en direct.	2.55	De
18.00	Série : Supercopier. Une folie tout va bien.	3.20	Jo
		3.25	Ar
		4.00	V'i
		6.00	M

**Ms**

32	17,05	Hic, hic, hic, hurra !
33	17,10	Série : Largo.
34	18,05	Verdites : Mouton.
35	18,40	Série : La petite maison dans la prairie.
36	19,30	Série : Chet oncle Bill.
37	19,54	Six minutes d'information.
38	20,00	Série : Madame est servie.
39	20,30	Téléfilm :
40		Exécutez pour désamorcer.
41		De Lamont, Roussier, avec
42		Dasson, L'assassinat de Charles
43		Laurent, le massacre d'un architecte.
44	22,30	Série :
45		La méditation du loup-garou.
46	23,55	Capital.
47	0,00	Six minutes d'information.
48	0,05	Série clip.
49	0,35	Musique : Boulevard des clips.
50	1,10	Verdites : Mouton (credit).
51	1,40	Musique : Boulevard des clips.
52	2,00	Docteur Genestas (credit).
53	2,25	Meuragor (credit).
54	3,20	Megazine : Charnas (credit).
55	3,50	Documentaire :
56		F. comme Ferrari.
57	4,40	La globe et la machine (credit).
58	5,10	Meuragor (credit).

## CANAL +

En *dele* *luang* 2, 8, 10  
Top 50  
CDS: Euxine Here.  
Cérou café.  
COP's: Calliano et Thellia.  
Cinema:  
"Tout l'or du professeur." □  
Pilar (F. de Lelion)  
(1988) Aveb Bud Spencer, Michael  
Chernia, Agnès Monégot.  
Cinema: "Hé, hé, hé, hé"  
Pilar, Jean-Louis Romain  
(1979) Aveb Jean Sorel, Thel  
Williams, Beverly d'Angelo.  
En *dele* *luang* 12, 30  
Flash Informations.  
Série: "Frog show."  
Flash Informations.  
Téléfilm:  
"L'interogatoire de John."  
D. Nicholas Kenton, aveb Michael  
Ritzgaard, Bill Paterson, Donald  
Sutcliffe. *Inaugure sous le feu* des  
questions de police.  
Série: Jack Scilla.  
Documentaire:  
"L'homme au miroir."  
35  
La forêt des castrons.  
Téléfilm: "Olympe en direct."  
D. Christophe Baler, aveb David  
Culer, Maurice Ronet.  
Cérou café. Les Rallies.  
Magazine: Exploit.  
Série: "Martyr, l'art et la mesure"  
d'un préte spékial.  
En *dele* *luang* 20, 30  
Flash Informations.  
Top 50  
Les arènes de l'info.  
Série: "Un jour à Rome."  
Les rezeaux.  
D. Roger Guillot, aveb Maudita  
Pilar, Michael Baler, Marcello Baler.  
(*Le mot article de contre*).  
35 Flash Informations.  
Sport: Boxe.  
Championnat du monde des super-  
poids (Royaume-Uni).  
Cinema: "Le mystère."  
Pilar, anéphon d'Alain Jolman  
(1992). Aveb Jess Vint, Holzman

**FRANCOPHONES**

[illegible]

► UN JOUR A ROME : CANAL +, 20 h 30

# Star malgré elle



*Ettore Scola a confié à de jeunes metteurs en scène la réalisation d'une collection de six films qui ont tous pour cadre la célèbre Piazza Navona. Le premier, le seul à avoir été tourné par un Français, est plutôt décevant.*

**L**à devait y avoir des travaux, au moment du jour-  
nalo, sur la Piazza Novena. On s'agit de boulevard  
pour décongestionner la cinquième de Giorgio Galilei. L'Ita-  
lie, en tout cas, n'a guère été ce jeune réformateur pour-  
tant récompensé aux Césars de 1987 pour son court  
métrage *la Golia*. A le demander ce qui a bien pu le  
pousser à faire le voyage, à motiver ce qu'il a bien pu le  
passer d'éthnologue, enfin, d'un pays à l'autre, que les  
diastères d'annoner à l'eau de rose ont, par tout, le même  
arctique un peu lourd.

[illegible]

Initiales en version italienne « Piazza Navona », elle est constituée de films qui ont en commun l'unité de lieu, autour de la célèbre place, et l'unité de temps, puisque tout se règle en une journée. Autre lieu, assez surréaliste : l'appartement, dans chacune des époques, de Marcello Mastroianni, dans son propre rôle. Deux parthènes, c'est une sécurité de plus...

Le premier de ces films, *les Vacances*, est le seul à avoir été tourné par un Français. Ça se voit : la comédie à l'italienne tourne court. C'est une chanteuse française

[illegible]

Tout cela n'est guère profond et on prétend pas l'être, soit ! On peut, toujours, si l'on s'amuse, l'être sur l'autre. Comme par exemple, à Malibula, May, on s'amuse à construire, sans risque de se tromper, la suite du scénario avec une bonne dizaine de minutes d'avance... Mais ce qui est vraiment plus grave, c'est l'idéologie qui pointe derrière tous ces démontstrations abondantes, depuis les portraits de femmes hagaras jusqu'à la mythe promouue de Laila qui est présentée au bras de l'officière en train de l'inviter, collant sur l'ajout gale, qu'il suffirait dans sa chambre, j'assume, à lui faire l'effet... « Vous sommes comme les autres de ce produit dérivé pour jouer l'être des gens commodes et tol... » D'ailleurs la conception du modèle...

[illegible]



